

Analyse de l'incidence des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté

Danielle Dierckx
Nicolas Van Herck

OASeS
Université d'Anvers
20 septembre 2010

A la demande du Réseau européen de lutte contre la Pauvreté et
l'Exclusion sociale (EAPN)

Avec le soutien du Service Public Fédéral de Programmation en
charge de l'Intégration Sociale et du Secrétaire d'Etat pour
l'Intégration Sociale et la lutte contre la Pauvreté de Belgique



Le présent rapport a reçu le soutien de la Direction Générale pour l'Emploi, les Affaires Sociales et l'Égalité des Chances de la Commission européenne. Son financement est assuré par le biais du Programme Européen pour l'Emploi et la Solidarité Sociale PROGRES (2007-2013).

Pour plus d'informations, surfez sur: <http://ec.europa.eu/progress>

Les informations reprises dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement la position de la Commission européenne.

Avis aux lecteurs

Je suis très fier de pouvoir vous présenter la présente étude sur l'impact qu'ont les Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté sur la conception des politiques européennes.

C'est en 2001 qu'a été organisée, à l'initiative de la Présidence Belge de l'UE, la première Rencontre des personnes en situation de pauvreté. L'objectif était de capitaliser sur la tradition belge de dialogue entre le milieu associatif et les personnes en situation de pauvreté. Nous sommes partis du constat qu'il est impossible de concevoir une véritable politique sociale si une large catégorie de personnes est exclue de l'économie, de la vie culturelle, des processus décisionnels et de bien d'autres choses. Depuis la première Rencontre européenne de 2001, les choses ont évolué de manière positive. Les Rencontres s'inscrivent désormais dans le programme institutionnel de l'Union européenne. Il ne s'agit plus d'une initiative ponctuelle prise par un pays, mais bien d'une obligation dont il faut s'acquitter chaque année.

Une autre évolution qui me fait chaud au cœur est la prise de parole de plus en plus fréquente des personnes en situation de pauvreté lors de ces Rencontres. Auparavant, c'était surtout les professionnels de la lutte contre la pauvreté qui bénéficiaient d'une écoute.

Le troisième changement positif que je souhaiterais signaler est qu'à la demande des personnes en situation de pauvreté, les Rencontres laissent un espace plus grand au dialogue avec les responsables politiques. Ce n'est pas négligeable ! L'étude montre que 80% des dirigeants politiques ayant participé aux Rencontres en ont tiré de nombreux enseignements et que leur attitude face à la pauvreté et aux personnes en situation de pauvreté a changé. Toutefois, le dialogue est également important pour les personnes en situation de pauvreté elles-mêmes. Plus singulièrement, si elles vivent en situation de pauvreté depuis longtemps, elles se sentent exclues, ont le sentiment que personne n'est à leur écoute et elles finissent souvent par se convaincre de leur inutilité. Je suis envahi par un sentiment d'optimisme lorsque je lis que 87% des personnes en situation de pauvreté ayant participé aux Rencontres ont pu progresser dans leur épanouissement personnel.

Le dialogue améliore la compréhension mutuelle. Les responsables politiques apprennent à dépasser les stéréotypes. Les personnes en situation de pauvreté apprennent que la conception d'une politique de lutte contre la pauvreté requiert de la patience, des compromis, un débat, une confrontation d'idées, des actions et qu'elle nécessite l'appui de l'opinion publique.

En 2000, l'Europe s'est engagée à exercer un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté à l'horizon 2010. Toutefois, elle est loin d'avoir tenu sa promesse. Entre-temps, la crise économique est passée par là, mettant les finances publiques sous pression. En conséquence, de nombreux pays européens procèdent à des coupes sombres dans les budgets de la sécurité sociale et de la protection sociale, tout en étant moins prompts à redistribuer la richesse de manière plus équitable. Des moments difficiles nous attendent. Nous sommes profondément convaincus qu'il est nécessaire, surtout en temps de crise, d'investir davantage dans le sociale afin d'éviter une aggravation de la crise. Ce ne sont pas les personnes en situation de pauvreté qui ont provoqué la crise actuelle, alors, écoutons-les et ne les brimons pas doublement!

L'Europe a décidé de mettre en place une Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté. Nous pensons que cette plate-forme doit être dotée d'instruments de coordination, de prise de décisions et, bien entendu, qu'elle doit garantir la participation des personnes concernées. La présente étude met en évidence l'efficacité et l'utilité de la participation, et donc des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté.

Nous espérons que vous trouverez dans cette étude une source d'inspiration pour votre travail et vos autres engagements.

*Philippe Courard,
Secrétaire d'Etat belge pour l'Intégration Sociale et la lutte contre la pauvreté.*

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	6
LISTE DES TERMES LES PLUS USITES.....	9
L’HISTORIQUE DES RENCONTRES EUROPEENNES DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETE..	11
1. Méthodologie.....	14
1.1. Analyse bibliographique	14
1.2. Enquête sur internet.....	14
1.3. Entretiens avec des personnalités clés.....	15
1.4. Etudes de cas	16
1.5. Validité et limites de la recherche	17
2. Résultats	18
2.1. Impact général	18
2.1.1. Pourcentages concernant toutes les personnes interrogées	18
2.1.2. Pourcentages par catégorie de personnes sondées	19
2.2. Impact sur les personnes en situation de pauvreté	20
2.2.1. Pourcentages concernant toutes les personnes interrogées	20
2.2.2. Pourcentages par catégories de personnes interrogées	21
2.2.3. Informations au-delà des statistiques.....	21
2.2.4. Retombées	27
2.3. Impact sur les organisations et les institutions de la société civile.....	29
2.3.1. Pourcentages concernant toutes les personnes interrogées	29
2.3.2. Pourcentages par catégorie de personnes interrogées.....	30
2.3.3. Au-delà des statistiques	31
2.4. Impact sur les politiques.....	39
2.4.1. Pourcentages concernant toutes les personnes interrogées	39
2.4.2. Pourcentages par catégorie de personnes interrogées.....	40
2.4.3. Au-delà des chiffres.....	41
2.4.4. Quelques conseils pour renforcer l’impact politique.....	53
2.5. Participation aux Rencontres.....	59
2.5.1. Pourcentages relatifs à toutes les personnes interrogées.....	59
2.5.2. Pourcentages par catégories de personnes interrogées	60

2.5.3. Informations au-delà des statistiques.....	61
3. Conclusions	75
3.1. L'impact sur les personnes en situation de pauvreté.....	75
3.2. L'impact sur les organisations et les institutions de la société civile	77
3.3. L'impact sur les politiques publiques	79
3.4. La participation aux Rencontres	81
3.5. L'importance de replacer les Rencontres européennes dans le cadre plus large de la stratégie européenne pour l'inclusion	83
3.6. Résumé	84

INTRODUCTION

La neuvième Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté s'est déroulée en 2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les neuf Rencontres ont été l'occasion de rassembler des personnes qui ont une expérience directe de la pauvreté et de l'exclusion sociale afin qu'elles puissent partager leurs expériences, nouer un dialogue avec les responsables politiques et réfléchir à la manière dont se conçoivent actuellement les politiques européennes. Ces Rencontres font-elles véritablement la différence? Voilà la question que tentera d'aborder le présent rapport.

Le Réseau Européen des associations de lutte contre la pauvreté (EAPN) a confié l'étude de l'impact des Rencontres au centre OASes (Inégalités, Pauvreté, Exclusion Sociale et Villes) de l'Université d'Anvers. L'étude a été financée par le gouvernement fédéral belge (Service Public Fédéral de Programmation « Intégration Sociale »). Lorsqu'elle assurait la présidence du Conseil de l'Union européenne en 2001, la Belgique a organisé la première Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté. Neuf éditions plus tard, le gouvernement belge a à nouveau l'honneur d'exercer la présidence de l'UE et souhaite saisir cette occasion pour mesurer l'impact que l'on peut attribuer à ces Rencontres.

La recherche a été pilotée par un Comité composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétaire d'Etat belge pour l'Intégration Sociale et pour la lutte contre la pauvreté, du Service Public Fédéral de Programmation « Intégration Sociale », d'EAPN et d'une équipe de chercheurs.

L'impact des Rencontres a été analysé sous trois angles différents : sur les personnes en situation de pauvreté (PEP), sur les parties prenantes de la société civile et sur les politiques et responsables politiques.

Les objectifs ont été traduits en trois grandes questions, posées dans le cadre de la recherche:

1. Les Rencontres ont-elles eu un impact sur les personnes en situation de pauvreté ?

Les Rencontres ont-elles contribué à l'épanouissement personnel des personnes en situation de pauvreté qui y ont participé ? Les Rencontres ont-elles suscité un sentiment de solidarité entre les personnes en situation de pauvreté ? Les Rencontres ont-elles contribué à un travail de sensibilisation à propos de la pauvreté en tant que problème de société et non pas uniquement en tant que problème personnel ? Comment la participation aux Rencontres a-t-elle aidé les personnes en situation de pauvreté à s'engager davantage dans les discussions politiques ? La participation à ces Rencontres a-t-elle amélioré les conditions matérielles des personnes en situation de pauvreté ?

2. Les Rencontres ont-elles exercé une incidence sur les organisations et sur les institutions de la société civile ?

Les Rencontres ont-elles été utiles pour les acteurs institutionnels / de la société civile? Les Rencontres ont-elles suscité un débat public sur la lutte contre la pauvreté ? Les Rencontres ont-elles encouragé les acteurs institutionnels / de la société civile à combattre la pauvreté? Des partenariats ou des réseaux ont-ils vu le jour lors des Rencontres ? Avec qui (organisations, responsables politiques, journalistes, etc.) ? Y a-t-il eu mutualisation de bonnes pratiques ? Les Rencontres européennes ont-elles encouragé les institutions ou organisations à associer des personnes en situation de pauvreté (participation directe) ?

3. Les Rencontres ont-elles eu un impact sur les politiques et sur les responsables politiques européens ou nationaux ?

Les Rencontres ont-elles encouragé les responsables politiques à combattre la pauvreté ? Les Rencontres ont-elles amélioré la participation des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration des politiques ? Les discussions et recommandations des Rencontres ont-elles été traduites en politiques? Les Rencontres ont-elles donné lieu à des résultats politiques positifs ou négatifs ? Quelles politiques en matière de réduction de la pauvreté devraient être menées au niveau national et européen ? Les Rencontres ont-elles pesé sur les politiques de réduction de la pauvreté menées au niveau national et européen ? Les Rencontres ont-elles changé le point de vue des responsables politiques par rapport à la pauvreté ? Comment améliorer l'impact des politiques en matière de réduction de la pauvreté (par exemple, par le truchement d'un dialogue, d'un timing stratégique, de coopérations, d'une attention accrue des médias... etc.)?

Lors des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté, le processus de participation est primordial. Des efforts sont déployés afin d'aider chaque participant à prendre la parole et à nouer un dialogue avec les autres. En conséquence, la présente étude cherchera également à évaluer le degré de participation pendant les Rencontres. Pour analyser cet aspect, une quatrième question a été posée lors du travail de recherche :

4. Comment améliorer la participation pendant les Rencontres ?

Quels éléments renforcent ou affaiblissent la participation lors des Rencontres? Que pensent les participants du processus de préparation, du langage employé, des informations reçues pendant les Rencontres, de la pression au travail, des possibilités d'intervenir lors des débats et de l'écart entre les attentes entretenues par rapport aux Rencontres et les résultats atteints lors de celles-ci ?

Afin de pouvoir analyser la quatrième question posée dans le cadre de la recherche, ainsi que l'impact des Rencontres, nous avons utilisé plusieurs méthodes. Nous avons mené une enquête via internet, analysé cinq études de cas dans cinq pays (Belgique, Italie, Pologne, Lituanie et Norvège) et mené plusieurs entretiens fouillés auprès d'experts. Ce faisant, nous avons mis un point d'honneur à donner la parole à des personnes en situation de pauvreté ainsi qu'à des responsables politiques, à des administrateurs, à des ONG européennes et nationales, à des coordinateurs nationaux, à des membres du Comité sur la Protection

Sociale, à des représentants officiels de la Commission, à des politiciens, à l'équipe organisatrice, à EAPN... etc. Nous souhaitons saisir les points de vue des organisations de la société civile, des politiciens, mais surtout des personnes en situation de pauvreté qui ont participé à ces Rencontres.

Nous remercions sincèrement toutes les personnes qui ont accepté de répondre à nos questions, ainsi que les représentants des pays qui ont présenté une étude de cas, pour leur participation à ce travail de recherche.

Danielle Dierckx (Prof. dr.)

Nicolas Van Herck

Université d'Anvers

Centre sur les inégalités, la pauvreté, l'exclusion sociale et les villes (OASeS)

Septembre 2010

LISTE DES TERMES LES PLUS USITES

EAPN: depuis 1990, le Réseau européen des associations de lutte contre la Pauvreté (EAPN) rassemble, dans le cadre d'un réseau indépendant, des organisations non gouvernementales (ONG) et des groupes actifs dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les différents Etats membres de l'Union européenne. Actuellement, EAPN est un réseau rassemblant: 27 réseaux nationaux d'organisations bénévoles et de groupes locaux ainsi que 23 organisations européennes.

(Pour plus d'informations, surfez sur: <http://www.eapn.eu>)

Commission européenne: « la Commission européenne est le bras exécutif de l'Union européenne. Elle représente et défend les intérêts de l'Europe dans son ensemble. Elle élabore des propositions de nouvelles lois européennes. Elle s'occupe de la gestion quotidienne des politiques européennes et de la dépense des fonds européens. La Commission s'assure également que chacun respecte les lois et les traités européens. »

(Pour plus d'informations, surfez sur: <http://ec.europa.eu/>)

Conseil européen: « le Conseil Européen définit les orientations et priorités politiques générales de l'Union européenne. Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne le 1er décembre 2009, il est devenu une institution à part entière. Son président est Herman Van Rompuy. Le Conseil Européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations et priorités politiques générales. Il n'exerce pas de fonction législative. »

(Pour plus d'informations, surfez sur: <http://www.european-council.europa.eu/the-institution.aspx?lang=en>)

Législation contraignante ou « hard law » (par opposition aux lois douces ou « soft law »): on entend par « hard law », les situations dans lesquelles l'Union européenne peut imposer des mesures coercitives assorties de sanctions possibles. En ce qui concerne les matières pour lesquelles l'UE ne peut pas imposer de décisions contraignantes, on les désigne par le terme « soft law ».

PAN (Plan d'Action National): les PAN indiquent la mesure dans laquelle les orientations définies pour les années précédentes ont été réalisées et définissent les plans pour l'avenir. Ensuite, ces plans sont débattus et évalués aussi bien au niveau national qu'eupéen.

MOC (Méthode Ouverte de Coordination): Grâce à la MOC, les Etats membres peuvent apprendre les uns des autres, s'échanger des bonnes pratiques et des politiques en matière de protection sociale et d'inclusion sociale, sans aucune obligation légale.

Table ronde sur la pauvreté et l'exclusion sociale: « Chaque automne, dans le cadre de la Journée internationale de l'éradication de la pauvreté, la présidence en exercice organise, en collaboration avec la Commission, une conférence appelée Table ronde européenne sur la pauvreté et l'inclusion sociale. »

(Pour plus d'informations, surfez sur:

http://www.se2009.eu/en/meetings_news/2009/10/15/8th_european_round_table_on_poverty_and_social_exclusion)

La Stratégie Europe 2020 : « *La Stratégie Europe 2020 , présentée par la Commission, expose la vision d'une Europe basée sur une économie de marché sociale pour le 21^{ème} siècle. Elle montre la manière dont l'UE s'est renforcée suite à la crise, ainsi que la manière dont elle peut se transformer en une économie intelligente, durable et inclusive, offrant des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale. Afin d'engranger rapidement des résultats durables, il sera nécessaire de mettre en place une gouvernance économique consolidée.* »

La Stratégie Europe 2020 avance trois priorités qui se renforcent mutuellement : une croissance intelligente (développer une économie basée sur le savoir et sur l'innovation), une croissance durable (promouvoir une économie gérant mieux ses ressources, plus verte et plus compétitive) et une croissance inclusive (encourager une économie avec des niveaux d'emploi élevés et qui réalise la cohésion territoriale et sociale).

L'UE doit définir ce qu'elle souhaite devenir d'ici 2020. Pour ce faire, la Commission propose une série d'objectifs chiffrés transversaux : 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans devraient disposer d'un emploi, 3% du PIB de l'UE devrait être investi dans la R&D, les objectifs chiffrés climat/énergie "20/20/20" devraient être réalisés (notamment une réduction de 30% des émissions si les conditions le permettent), le taux de décrochage scolaire devrait être inférieur à 10% et au moins 40% de la jeune génération devrait être en possession d'un diplôme supérieur, tandis qu'on réduirait de 20 millions de personnes le nombre de personnes menacées par la pauvreté.

(Pour plus d'informations, surfez sur: http://ec.europa.eu/eu2020/index_en.htm

Et http://ec.europa.eu/eu2020/index_en.htm)

CPS (Comité sur la Protection Sociale): « *Le Comité sur la Protection Sociale, prévu par le traité sur le fonctionnement de l'UE (Article 160) a été créé officiellement à la suite de décisions du Conseil prises en 2000 et en 2004. Le CPS constitue un lieu d'échanges et de coopération entre les Etats membres et la Commission européenne dans le cadre de la Méthode Ouverte de Coordination en matière d'inclusion sociale, de soins de santé, de soins de longue durée et de retraites (MOC "Sociale"). Le Comité joue notamment un rôle central dans la préparation de l'examen annuel, par le Conseil, du rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale. Le Comité élabore également des rapports, rédige des avis et entreprend d'autres travaux relevant de son champ de compétences, à son initiative ou à la demande du Conseil ou de la Commission.* »

(Pour plus d'informations, surfez sur: <http://ec.europa.eu/social>)

L'HISTORIQUE DES RENCONTRES EUROPEENNES DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETE

En 2000, l'UE a adopté sa stratégie de Lisbonne, qui visait notamment à exercer un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté au sein de l'Union européenne à l'horizon 2010. Cette stratégie a débouché sur l'organisation de la première Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté. Dans le courant du premier semestre 2001, dans le cadre de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, le Ministre en charge de l'intégration sociale, M. Vande Lanotte, a inauguré la première Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté dont le titre était « We also participate in Europe ». Le gouvernement belge avait déjà accumulé une certaine expérience depuis 1994. Un an plus tard, la stratégie de Lisbonne a été renforcée lors du Conseil de Nice. L'un des objectifs consistait à mobiliser les instances pertinentes, notamment les personnes en situation de pauvreté (EAPN, 2005; EAPN, 2008).

La première Rencontre s'est penchée sur les questions suivantes : le logement, la santé, la formation et les revenus. La conclusion de cette première expérience était que les personnes en situation de pauvreté disposent des connaissances et de l'expérience nécessaires pour analyser le phénomène de l'exclusion et pour participer à la société et aux décisions politiques qui affectent leur vie (EAPN, 2008).

Depuis lors, les Rencontres ont eu lieu chaque année à Bruxelles. Les deux journées que dure la réunion sont l'occasion d'intenses discussions entre délégations de personnes en situation de pauvreté et coordinateurs nationaux, représentants des gouvernements nationaux, Commission européenne, organisations non gouvernementales européennes et partenaires sociaux. Bon an mal an, les Rencontres ont évolué avec l'introduction d'un processus préparatoire, la mise à l'essai et l'amélioration d'une méthode de travail, la définition des thèmes les plus pertinents pour les personnes en situation de pauvreté, la remise en question du langage, l'introduction d'éléments relevant de la communication non verbale et, le plus important, la mise en place de processus similaires au niveau national, afin de faire avancer la participation des personnes en situation de pauvreté (EAPN, 2009).

Dès la première Rencontre terminée, les délégations et les participants ont demandé que le processus de participation et des Rencontres se poursuive. En 2002, le gouvernement belge a proposé qu'une seconde Rencontre soit organisée dans le cadre de la Présidence grecque. En 2003, celle-ci a marqué son accord et a pris l'initiative de donner un suivi aux Rencontres. C'est à partir de cette seconde Rencontre qu'EAPN a été impliqué dans le processus. Le sujet de la seconde Rencontre était « les bonnes pratiques en matière de participation ». Un processus préparatoire a été prévu, ainsi que des ateliers et un dialogue en face à face avec les responsables politiques, à la demande expresse des délégations (EAPN, 2008).

La Présidence grecque a suggéré que ces Rencontres deviennent récurrentes, au même titre que la table ronde sur l'inclusion sociale. En 2004, la Présidence irlandaise a accepté d'organiser la troisième Rencontre. Le thème en était le dialogue entre les personnes en situation de pauvreté et les responsables politiques et le titre : « La participation est plurielle » (« Participation is a two-way street »). Cette fois, ce sont les responsables politiques qui étaient les invités des personnes en situation de pauvreté. Les ateliers ont été l'occasion d'un dialogue entre les deux parties prenantes. Le processus de participation a été

renforcé, les Rencontres étant incorporées à l'agenda européen et les réseaux nationaux d'EAPN ayant commencé un travail de sensibilisation de leurs responsables politiques nationaux et régionaux. Les réseaux nationaux ont été chargés de la préparation et des activités de suivi des Rencontres (EAPN, 2008).

En 2005, la Présidence luxembourgeoise a organisé la quatrième Rencontre européenne. L'accent était placé sur la communication non verbale, les images et les perceptions de la pauvreté. Les conclusions de la Rencontre ont ensuite été transmises à la Table ronde européenne de Glasgow. Lors du Conseil des Ministres de juin, la Présidence luxembourgeoise a demandé à tous les Etats membres de l'UE d'organiser des Rencontres similaires. Petit à petit, les réseaux nationaux d'EAPN ont commencé à organiser des Rencontres de personnes en situation de pauvreté au niveau national (EAPN, 2008).

La cinquième Rencontre a été organisée sous Présidence autrichienne en 2006 et elle avait pour thème : « Comment se débrouiller au quotidien ? » (« How do we cope with everyday life? ») . Au cours de cette Rencontre, chaque délégation nationale a préparé une affiche qu'elle a présentée en séance plénière. Les affiches ont été exposées lors de la Table ronde organisée sous Présidence finlandaise, dans le bâtiment de la Commission et lors de la première Rencontre nationale des personnes en situation de pauvreté organisée au Royaume-Uni en 2007 (EAPN, 2008).

La sixième Rencontre a été organisée sous présidence allemande. Intitulée « Progrès réalisés, étapes suivantes » (« Strengthening Progress, drafting next steps »), elle insistait sur la mise en capacité de participer (empowerment). Elle a rassemblé des délégations des 27 pays, ainsi que près de 100 représentants des autorités nationales et européennes (EAPN, 2008).

En 2008, la présidence slovène a organisé la septième Rencontre des personnes en situation de pauvreté sur les thèmes suivants : les services sociaux, les services d'intérêt général, le logement et le revenu minimum. Le titre de la Rencontre était: « Quatre piliers dans la lutte contre la pauvreté » (« Four pillars in the fight against poverty ») (EAPN, 2008).

La huitième Rencontre, organisée par la Présidence tchèque, s'est penchée sur le logement, les services de base et l'inclusion financière. Son titre : « Ce qu'il nous faut, là où nous vivons » (« Where we live – what we need ») (EAPN, 2008).

En 2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la présidence espagnole a organisé la neuvième Rencontre. Pour la première fois, celle-ci s'est déroulée dans les locaux bruxellois du Parlement Européen. Pendant la Rencontre, les sujets suivants ont été abordés: l'inclusion financière, l'exclusion du logement, les services et la participation (EAPN, 2010).

Au fil de ces dix années, les Rencontres sont devenues indispensables. Elles se sont ancrées dans l'agenda européen, ont reçu le soutien des Présidences et de la Commission européenne, ont entretenu des liens de plus étroits avec les Conseils européens et avec les Tables rondes. Enfin, chaque année, le processus participatif a connu une série d'améliorations.

Une attention de plus en plus grande a été accordée au processus participatif lors de la préparation et du suivi des Rencontres. Les coordinateurs nationaux ont joué un rôle primordial en soutenant et en coordonnant les délégations nationales de personnes en

situation de pauvreté lors de la préparation des Rencontres européennes. Ils ont également permis d'améliorer le suivi des Rencontres au niveau national et d'assurer la contribution des personnes qui n'ont pas pu assister aux Rencontres européennes. Après les Rencontres, ils ont aidé les personnes à digérer les informations reçues et les ont accompagnées dans le travail d'évaluation des Rencontres, tout en les informant de l'impact qu'a eu leur participation (EAPN, 2009).

Les Rencontres ont montré qu'il n'existe pas de solutions parfaites quand il s'agit d'assurer la participation. De nombreuses Rencontres se sont attardées sur la mise au point d'une méthodologie inclusive et participative pouvant servir de source d'inspiration lors de l'élaboration des politiques de réduction de la pauvreté et améliorer la vie des personnes en situation de pauvreté. Chaque année, de nouveaux éléments ont été introduits (des ateliers, des séances plénières ou un dialogue avec des responsables politiques et d'autres représentants officiels...) (EAPN, 2009).

1. Méthodologie

Afin de répondre aux questions posées dans le cadre de la recherche, nous avons recouru à diverses méthodes de recueil et d'analyse des données. Dans le présent chapitre, nous présentons et expliquons les différentes méthodes en question, au nombre de quatre. Premièrement nous avons mené une analyse bibliographique, afin de dresser l'état des lieux des travaux de recherche existants. Ensuite, nous avons procédé à une enquête sur internet, avant d'interroger une série d'experts ; enfin, nous avons mené des entretiens dans les cinq pays ayant servi d'études de cas. Nous avons utilisé des techniques quantitatives aussi bien que qualitatives.

1.1. Analyse bibliographique

Nous avons réalisé l'analyse bibliographique afin de construire un cadre conceptuel et de nous capitaliser sur les résultats des recherches existantes. Nous avons analysé une série de documents qui nous ont aidés à mieux comprendre les questions de la participation, de la pauvreté et des politiques européennes. Il s'agissait de rapports et d'évaluations des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté, de documents politiques européens, de notes et de documents politiques d'EAPN (ou d'autres ONG), ainsi que d'études sur la participation.

1.2. Enquête sur internet

Un questionnaire a été élaboré et envoyé à divers participants aux Rencontres. Il s'agissait notamment de personnes en situation de pauvreté, de représentants d'associations de personnes en situation de pauvreté, d'acteurs de la société civile, de membres de l'équipe organisatrice, d'universitaires et de responsables politiques. Afin de déterminer les personnes à contacter, nous avons utilisé la liste des participants de toutes les réunions précédentes.

Nous avons élaboré une série de questions ouvertes et fermées, afin de nous faire un aperçu général des points forts et des points faibles, des opportunités et des menaces qui entourent les Rencontres européennes et les processus de suivi. Nous avons quatre objectifs en vue : évaluer l'impact sur les personnes en situation de pauvreté, l'impact sur les acteurs de la société civile, l'impact sur les politiques et évaluer la participation.

Le questionnaire a été posté sur internet et les personnes sondées ont reçu un courriel expliquant l'objectif de la recherche et le lien vers le questionnaire. Une invitation à participer à la recherche a été envoyée par l'équipe de chercheurs. Elle a été suivie par un courriel d'EAPN pour encourager la participation et par un courriel de rappel envoyé par les chercheurs et par EAPN.

L'enquête sous format électronique a été envoyée à 729 adresses de courriel parmi lesquelles 300 adresses étaient toujours valables. Vu que nous avons utilisé les listes de participants datant de la première Rencontre, la plupart des adresses courriel n'existaient plus, un grand nombre de participants ayant changé d'emploi, de fonction politique, d'organisation et d'adresse (parfois ils n'utilisaient simplement plus leur adresse courriel).

Sur les 300 personnes contactées dont les adresses étaient toujours valables, 79 ont rempli notre questionnaire.

20% des personnes interrogées étaient des responsables politiques (représentants officiels de la Commission européenne, représentants du gouvernement national ou membres du CPS). Le plus grand nombre de réponses venait des ONG (35%) et des personnes en situation de pauvreté ainsi que des coordinateurs des Rencontres européennes (35%). 10% des personnes sondées faisaient partie de l'équipe organisatrice. Enfin, 3% des personnes interrogées étaient des universitaires

Parmi les personnes qui ont répondu à l'enquête sur internet, 48% n'ont participé qu'à une seule Rencontre. 16% ont participé à deux Rencontres et 16% à trois Rencontres. 20% des personnes sondées ont participé à plus de trois Rencontres.

Bien entendu, ces chiffres ne représentent qu'une partie des réponses. En règle générale, les questions fermées ne donnent qu'une vision parcellaire de la situation. C'est la raison pour laquelle nous avons également posé des questions ouvertes dans le cadre de l'enquête sur internet. Les chiffres nous donnent des informations sur le niveau de participation, l'impact et les différences entre personnes interrogées. Ils nous donnent moins d'informations sur la qualité de la participation et sur la raison des différences de points de vue. En conséquence, nous avons recouru à des méthodes de recherche qualitatives afin d'évaluer la participation aux Rencontres et l'impact sur les politiques au fil du temps. Celles-ci nous offrent plusieurs interprétations et visions des personnes sondées, prennent en compte la nature pluridimensionnelle de la pauvreté, des politiques et de la participation, ajoutent de la profondeur aux questions fermées du questionnaire, elles offrent une certaine souplesse et privilégient l'expression directe des personnes sondées. L'utilisation des seules statistiques pour analyser l'impact des Rencontres serait une approche trop restrictive (Bryman, 2004; Warren, 2002). Lors des entretiens fouillés avec certaines personnalités clés et lors de l'analyse des études de cas, nous avons également eu recours à des questions ouvertes.

1.3. Entretiens avec des personnalités clés

Nous avons mené douze entretiens avec des personnalités clés du processus, afin d'approfondir la vision que nous donnaient les informations recueillies dans le cadre de l'enquête sur internet. Grâce à ces entretiens, nous avons pu déterminer l'impact des Rencontres et préciser quels sont les instruments et quelles sont les conditions nécessaires pour améliorer le processus de participation. Les questions visaient à recueillir des informations à propos de l'impact qu'ont les Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté sur les politiques de réduction de la pauvreté, sur les acteurs de la société civile et sur les instances institutionnelles. Le processus de participation a également fait l'objet d'une évaluation. Les entretiens consistaient en une série de questions ouvertes et les personnes interrogées étaient encouragées à s'exprimer largement et à s'appesantir sur les aspects qu'elles considéraient comme les plus importants. Le questionnaire servait de guide dont on pouvait s'éloigner. Des questions complémentaires ont été posées à certaines des personnalités clés. De cette manière, on peut dire que les entretiens étaient partiellement structurés (Bryman, 2004).

Les experts ont interrogé des responsables politiques (à savoir, des fonctionnaires, des représentants de la Commission, des membres du Comité sur la Protection Sociale, des

membres des cabinets ministériels) (50%), l'équipe organisatrice (25%) et des représentants d'ONG sociales actives dans le domaine social (la FEANTSA, Eurochild, ATD Quart Monde) (25%). 83% des personnes ont été interrogées en face à face, en Belgique. Les 27% restants ont été interrogées par téléphone.

Toutes les personnes sondées ont participé à une ou plusieurs Rencontres européennes de personnes en situation de pauvreté.

Les entretiens ont fait l'objet d'une retranscription et ont été préparés pour analyse grâce au logiciel NVivo. Afin d'analyser les entretiens, nous avons mis au point un cadre conceptuel et établi une liste de codes prédéterminés. Pendant le processus de codage, ces codes pouvaient changer en fonction des informations collectées lors entretiens et grâce aux questions ouvertes. Après un codage ouvert, les codes ont été détaillés et transformés en codes axiaux. Nous avons également mis au point une nomenclature permettant de classer la masse d'informations recueillies (Bryman, 2004; Miles and Huberman, 1994).

Dans la présentation des résultats, vous trouverez également une série de citations pour illustrer les éléments les plus marquants. Ces citations sont inscrites en italique et placées dans un encadré. Afin de garantir l'anonymat des personnes interrogées, nous ne mentionnons pas leur nom.

1.4. Etudes de cas

Outre les entretiens avec des personnalités clés, nous avons mené une série d'entretiens approfondis dans les cinq pays ayant fait l'objet d'une étude de cas. Il s'agissait des pays suivants : la Belgique, la Pologne, la Lituanie, l'Italie et la Norvège. Les différentes études de cas ont été sélectionnées en consultation avec le groupe de pilotage du projet de recherche. Le principal critère de sélection était la diversité des réseaux et de leurs expériences en matière de participation. Les études de cas illustrent les pratiques de participation dans différents contextes.

Mécanismes utilisés pour le recueil de données : un travail préparatoire a été réalisé par les coordinateurs nationaux d'EAPN, suivi par un travail de terrain par l'équipe de chercheurs qui s'est rendue dans chacune des pays. Dans chaque pays, le coordinateur national a rédigé un bref rapport, comportant un questionnaire spécialement conçu pour l'étude de cas. Le questionnaire a été complété avec l'aide d'un maximum de délégués des précédentes Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté (personnes en situation de pauvreté, responsables politiques... etc.). Chaque rapport donne également une description du processus qui a mené à sa finalisation.

Pour compléter les rapports des coordinateurs nationaux, deux chercheurs se sont rendus dans les pays concernés afin de poser des questions supplémentaires, de mener une série d'entretiens individuels, de replacer les informations dans un cadre plus large, de glaner quelques informations manquantes, de rendre les entretiens plus facilement comparables et d'affiner l'aperçu général de la situation. Les visites ont également servi de « contrôle de la qualité » pour une plus comparabilité et exhaustivité des informations relatives au contexte politique et aux méthodes de participation. Lors de chaque visite de terrain, trois entretiens au moins ont été réalisés : un premier auprès du réseau national d'EAPN (auprès de la personne ayant complété le questionnaire et des délégués des précédentes Rencontres), un second auprès d'un membre du Comité sur la Protection Sociale et enfin, un dernier avec un

responsable politique local ou national, ou une ONG active dans la lutte contre la pauvreté. Chaque visite a duré au moins deux jours.

L'OASeS a analysé les rapports ainsi que les entretiens menés dans le cadre des études de cas. Elle a utilisé les mêmes techniques qualitatives que pour les entretiens avec les experts. Les informations recueillies dans le cadre des études de cas ont été intégrées dans l'ensemble des rapports et ont servi à illustrer les résultats de la recherche.

1.5. Validité et limites de la recherche

En raison des limites de temps et de ressources, nous n'avons pas été en mesure d'interroger un plus grand nombre d'experts ou de nous rendre dans davantage de pays. La courte durée des visites (deux journées) nous a empêchés d'envisager l'entièreté du contexte national. Toutefois, afin de donner une plus grande validité à la recherche, nous avons recouru à des méthodes et techniques multiples. Nous avons posé des questions ouvertes et des questions fermées, utilisé des méthodes d'analyse qualitatives et quantitatives. Ainsi, nous pensons avoir limité les risques de conclusions incorrectes. En plus d'utiliser un large éventail de techniques, nous avons interrogé plusieurs des personnes ayant complété le questionnaire, ainsi qu'une série de spécialistes des thèmes abordés par l'enquête. Nous avons veillé à ce que les pays visités aient des contextes culturels différents et nous y avons interrogé des personnes en situation de pauvreté, des représentants d'ONG et des responsables politiques. Nous avons mené ces entretiens de manière à pouvoir compléter et améliorer les témoignages de chacun. Ainsi, nous avons opéré un double contrôle de la recherche.

2. Résultats

2.1. Impact général

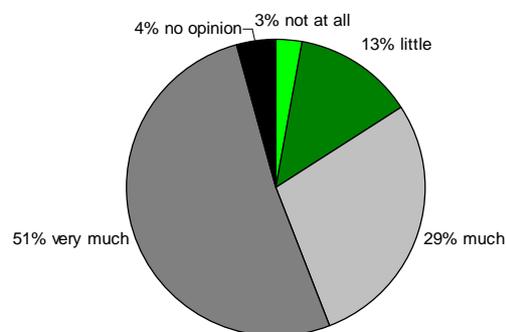
2.1.1. Pourcentages concernant toutes les personnes interrogées

Les Rencontres ont fait germer l'idée qu'il convient de préciser et d'expliquer la situation des personnes en situation de pauvreté auprès de ceux et de celles qui ne partagent pas un même niveau d'expérience de la pauvreté. Plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré que les Rencontres y ont « fortement » contribué. Seuls 16% des personnes sondées ont répondu par la négative à la question de savoir si les Rencontres permettent de mieux comprendre la situation des personnes en situation de pauvreté.

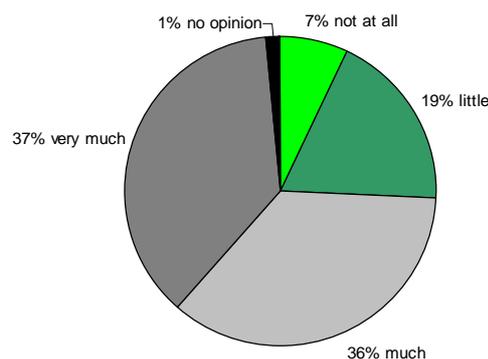
Les Rencontres ont également contribué à une meilleure connaissance de la lutte contre la pauvreté. Environ 73% des personnes interrogées disent que les Rencontres ont « fortement » ou « très fortement » amélioré leur niveau de connaissances. Toutefois, environ 26% des personnes sondées ne partagent pas cette affirmation.

Bien que leur niveau de connaissances ait augmenté, seulement 59% des sondés disent se comporter différemment suite aux Rencontres.

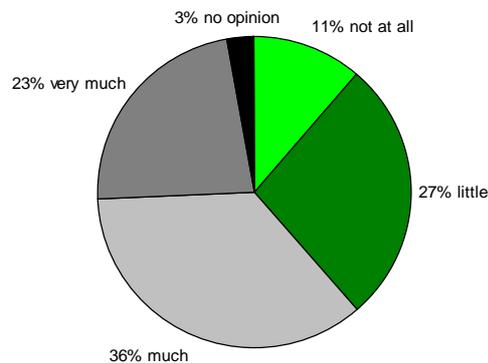
Did the meetings help you to understand the situation of people experiencing poverty?



Did you learn something (more) about the fight against poverty?



Do you act differently in the fight against poverty after these meetings?



2.1.2. Pourcentages par catégorie de personnes sondées

Parmi les personnes interrogées, tous les membres de **l'équipe organisatrice et les représentants du monde universitaire** ont déclaré que les Rencontres les ont aidés à mieux comprendre la réalité des personnes en situation de pauvreté. En outre, environ 14% d'entre elles disent avoir remarqué une « légère » amélioration de leur niveau de connaissances à propos de la lutte contre la pauvreté. 57% des membres de l'équipe organisatrice affirment avoir modifié leur comportement depuis les Rencontres. La moitié des universitaires déclarent que leurs connaissances se sont améliorées et qu'ils se comportent autrement depuis leur participation aux Rencontres.

93% des **responsables politiques** déclarent mieux comprendre la réalité des personnes en situation de pauvreté et plus de 80% d'entre eux disent avoir appris des choses sur la lutte contre la pauvreté et agir différemment depuis les Rencontres. Seulement 14% d'entre eux n'ont rien appris et ne se comportent pas différemment.

Contrairement aux décideurs politiques, 17% des **représentants des ONG** considèrent que les Rencontres n'ont que très « peu » contribué à leur compréhension de la réalité des personnes en situation de pauvreté. 58% déclarent que les Rencontres ont « fortement » contribué à leur compréhension. Environ 29% pensent que les Rencontres n'ont pas ou n'ont que « peu » contribué à leurs connaissances en matière de lutte contre la pauvreté. Toutefois, 46%, affirment que les Rencontres ont « fortement » contribué à leurs connaissances. Environ 46% des représentants des ONG interrogés ont affirmé agir différemment depuis les Rencontres.

Environ 21% des **personnes en situation de pauvreté** n'ont « rien » appris ou n'ont appris que « très peu » de choses concernant la réalité des autres personnes en situation de pauvreté. Ces pourcentages dépassent ceux concernant les représentants des ONG. 25% des personnes en situation de pauvreté n'ont « rien » appris ou n'ont appris que « très peu » de choses concernant la lutte contre la pauvreté. Contrairement aux représentants des ONG, une majorité de personnes en situation de pauvreté agissent différemment depuis les Rencontres (58%).

Résumé par catégorie

	Responsables politiques	ONG	Personnes en situation de pauvreté	Equipe organisatrice
Ont une meilleure compréhension de la pauvreté	93%	58%	79 %	100%
Agissent différemment depuis les Rencontres	80%	46%	58%	57%

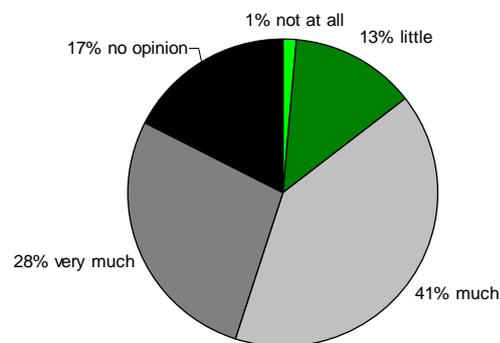
2.2. Impact sur les personnes en situation de pauvreté

2.2.1. Pourcentages concernant toutes les personnes interrogées

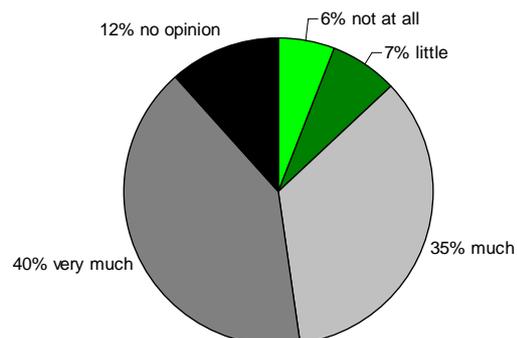
69% des personnes sondées sont convaincus que les Rencontres ont eu un impact important sur l'épanouissement personnel des personnes en situation de pauvreté.

Dans une grande mesure, les Rencontres ont suscité un sentiment de solidarité entre personnes en situation de pauvreté. Environ 75 % des personnes interrogées abondent dans ce sens. 40% considèrent ce sentiment de solidarité comme « très solide ».

Did the meetings contribute to a personal development of people experiencing poverty?



Did the meetings stimulate a sense of solidarity between people experiencing poverty?



2.2.2. Pourcentages par catégories de personnes interrogées

Parmi les **personnes en situation de pauvreté**, 88% font état d'un épanouissement personnel ; environ 13% n'en relèvent aucun. Seuls 17% des personnes en situation de pauvreté affirment que les Rencontres n'ont eu aucune effet en matière de solidarité. Environ 58% font état d'une « grande » solidarité et 25% de « davantage » de solidarité.

L'**équipe organisatrice** et les **représentants des ONG** se sont montrés plus critiques. Au sein de l'équipe organisatrice, 71% parlent d'épanouissement personnel et 57% de solidarité (40% n'ont pas d'avis). Parmi les ONG, 50% pensent que les Rencontres ont contribué à l'épanouissement personnel des personnes en situation de pauvreté et environ 75% constatent une plus grande solidarité.

Tous les **responsables politiques** pensent que les Rencontres ont contribué à l'épanouissement personnel des personnes en situation de pauvreté et qu'elles ont suscité un sentiment de solidarité. Si tous les **universitaires** croient en cet épanouissement personnel, un universitaire sur deux doute de l'existence d'une plus grande solidarité.

2.2.3. Informations au-delà des statistiques

Les personnes interrogées ajoutent plusieurs exemples pour illustrer l'impact positif de la participation aux Rencontres des personnes en situation de pauvreté. L'épanouissement personnel est un processus individuel, qui dépend fortement de chaque individu. Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les Rencontres influencent l'épanouissement personnel des personnes ou les aident à sortir de la pauvreté. En outre, l'impact des Rencontres dépasse le niveau de chaque participant pris individuellement. Souvent, les effets touchent également des personnes qui n'étaient pas présentes aux Rencontres. Les participants échangent des expériences et des méthodes de participation avec leur communauté et renforcent ainsi leur position dans leur communauté et au sein de leur pays.

Un participant de la délégation lituanienne a filmé les Rencontres et a posté la vidéo sur internet. Il **a partagé son expérience** des Rencontres avec sa communauté et a également participé à des séminaires et à des événements de quartier afin de faire connaître son expérience auprès d'un cercle plus large. L'organisation chargée de coordonner la participation de la délégation lituanienne a également tenté d'informer les communautés à propos des Rencontres. Par ce biais, elle a essayé de créer une **chaîne d'informations** (des personnes qui s'informent mutuellement).

2.2.3.1. Avantages personnels

Les Rencontres apportent **un soutien affectif** aux personnes en situation de pauvreté qui les protège de la **solitude**. Ces personnes en Rencontre d'autres qui partagent leur situation ; elles se rendent compte qu'elles ne sont pas les seules à vivre dans de telles conditions. Les personnes en situation de pauvreté apprécient fortement de pouvoir raconter leur histoire personnelle ; cela leur apporte un certain **soulagement émotionnel**. Pour certaines d'entre elles et pour la première fois dans leur vie, elles ont le sentiment d'être entendues. Cela leur donne une idée de l'impact qu'elles peuvent avoir, ce qui renforce leur **confiance dans les politiques** et les responsables politiques et les encourage à s'impliquer davantage dans le processus d'élaboration des politiques.

« La Rencontre a sensibilisé les personnes quant à leur réel impact, elle les a ouvertes à de nouvelles questions et a approfondi leur niveau de compréhension. La Rencontre est un facteur de motivation affective qui aide les parties prenantes à se sentir impliquées et guidées dans leurs actions. »

Les personnes en situation de pauvreté ont ressenti **une plus grande confiance, un engagement plus important, une meilleure conscience et estime de soi. Elles ont constaté un changement et une amélioration de l'image qu'elles avaient d'elles-mêmes, elles se respectent davantage et se connaissent mieux** grâce aux Rencontres. Elles ont ressenti de la fierté et une certaine reconnaissance. Grâce à cela, elles se sont épanouies et sont devenues plus optimistes. Leur meilleure connaissance d'elle-même les a encouragées à prendre davantage d'initiatives et à chercher des solutions à leurs problèmes. Les personnes en situation de pauvreté sont devenues **plus ouvertes d'esprit, elles s'apitoient moins sur leur sort et se sentent plus adultes.**

« Je me sens plus fort et plus sûr de moi. »

Les personnes en situation de pauvreté peuvent également s'exprimer de manière immatérielle (grâce à des constructions créatives). Elles ont constaté qu'on reconnaissait leurs problèmes et qu'elles se situaient dans un contexte plus large. Lors des Rencontres, les personnes sortent temporairement de leur situation et peuvent voir les choses avec plus de clairvoyance.

Nombreux sont les participants qui considèrent leur participation aux Rencontres comme un honneur. La plupart d'entre eux sont en quelque sorte devenus les **ambassadeurs** de leur pays et, en conséquence, ils ont obtenu un certain **statut** dans leur pays d'origine. Ils se sont inscrits dans le « processus européen ». Parfois, les participants ont été **interviewés par des médias locaux**. En conséquence, la participation leur donne le sentiment d'avoir accompli quelque chose d'extraordinaire. Ils ont le sentiment d'avoir contribué à quelque chose et qu'on les a écoutés.

Le fait d'avoir traité les délégués comme des « **experts** », capables de contribuer aux actions et aux programmes de réduction de la pauvreté, a renforcé leur confiance en eux et les a encouragés à poursuivre leur engagement dans la lutte contre la pauvreté.

« Dans l'étude de cas italienne, il est apparu clairement qu'avant les Rencontres, les personnes en situation de pauvreté n'étaient jamais traitées comme des experts. Désormais, les personnes présentes sont reconnues en leur qualité d'experts, pouvant conseiller les ONG quant à la manière d'améliorer la participation dans les structures de l'organisation. »

2.2.3.2. La solidarité

Par leur présence lors des Rencontres, les personnes en situation de pauvreté ont compris que la pauvreté et l'exclusion sociale existent dans toute l'Europe et qu'elles transcendent leurs problèmes personnels. Elles ne considèrent plus qu'il n'y a pas pire que leur propre situation et comprennent que les problèmes sur terre sont bien plus nombreux et que certaines personnes vivent dans une plus grande pauvreté qu'elles. Lors des Rencontres, elles s'aperçoivent des nombreuses similitudes et des objectifs communs que partagent les personnes en situation de pauvreté de tous les pays. L'existence de la pauvreté partout et la

proximité des problèmes rencontrés suscitent un sentiment de **solidarité** chez les participants.

« Je me suis toujours senti en sécurité, entouré de solidarité et de compréhension. »

Cette solidarité leur a donné le sentiment de ne pas être les seuls dans cette situation. Les personnes en situation de pauvreté se sont soutenues mutuellement et s'entraidaient au cours des Rencontres. Ensemble, elles se sont senties fortes et ont parfois été jusqu'à nouer de véritables **liens d'amitié**. Dans leur pays d'origine, elles ont également ressenti cette solidarité lors du processus préparatoire.

« Par exemple, en Belgique, des délégués francophones et flamands ont pu nouer de nouvelles relations. Auparavant, les contacts entre les deux côtés de la frontière linguistique se limitaient au minimum. »

Cette solidarité est palpable pendant les « **moments informels** » qui ponctuent les Rencontres. La solidarité est considérée comme primordiale, car elle responsabilise les pays, permet de dépasser l'égoïsme, aide les petits pays à avoir un véritable impact, suscite la constitution d'alliances, génère un appui plus vaste et rend les gens plus forts.

« La Norvège n'étant pas membre de l'UE, la valeur accordée à cette solidarité est encore plus grande que dans les autres pays. »

En entendant d'autres participants aux Rencontres évoquer les mêmes problèmes, les délégués se sont rendu compte qu'ils n'étaient ni « fous » ni « anormaux ». Ils se sentent soutenus dans leur dénonciation de leur situation, même si d'autres ne voient rien d'anormal dans leur vie.

« Je comprends que ni moi ni les autres personnes vivant dans des camps Roms ne sommes les seuls à connaître ce type de problèmes ; ils concernent bien d'autres personnes. »

« J'ai constaté que la pauvreté peut prendre différents visages et que ce n'est qu'en les regardant tous ensemble que l'on peut combattre la pauvreté. »

Les Rencontres ont également suscité une forme **d'identité européenne**. Au delà du seul niveau national, les participants aux Rencontres se sont rendu compte de l'existence d'une dimension européenne. Toutefois, chaque médaille a son revers : si cette expérience donne le sentiment **d'appartenir à une communauté plus large** confrontée aux mêmes problèmes, se rendre compte de la dimension européenne de la pauvreté risque de provoquer un **sentiment de résignation et d'impuissance** face au large éventail de problématiques. Toutefois, l'expérience des Rencontres s'avère de manière générale positive. Les personnes se sentent comme chez elles, loin de leur sentiment habituel d'exclusion. Elles ont l'occasion de Rencontrer d'autres personnes avec qui elles peuvent partager leur histoire de vie et leurs passions politiques. Elles se sentent davantage intégrées.

« Le cadre plus spécifique de l'étude de cas polonaise, des personnes se sont plusieurs fois exprimées publiquement à propos de l'utilité des Rencontres afin d'aider et d'encourager d'autres personnes en situation de pauvreté. En Pologne, les personnes en situation de pauvreté souhaitaient également participer afin d'aider autrui. »

2.2.3.3. De nouvelles relations

Certaines personnes, dont l'expérience de la pauvreté n'était pas systématiquement la même, ont eu l'occasion de se Rencontrer et de constater qu'elles partageaient plus qu'elles ne croyaient. Elles ont créé des **partenariats, des réseaux et ont noué de nouvelles relations**.

« Au Royaume-Uni, deux délégués d'ATD Quart-Monde ont participé à la Rencontre de 2007 avec des personnes venant d'autres organisations britanniques qu'elles ne connaissaient pas auparavant. Depuis lors, ils ont continué à entretenir d'intenses relations. Désormais, au Royaume-Uni, nous continuons à travailler avec ces organisations et les délégués des Rencontres assistent à leurs réunions ; cela crée des liens. »

Les contacts ainsi noués ont été entretenus par courriel et grâce **aux réseaux sociaux** tels que Facebook. Via ces sites, des informations ont pu être échangées. Les personnes en situation de pauvreté se sont également senties **moins isolées**.

« Les participants lituaniens restent en contact avec des participants d'Allemagne et de Grèce. Ils échangent des questions, ils se tiennent informés et discutent de plein de choses. Grâce à leur sens de la solidarité, ils ont le sentiment d'appartenir à une plus grande communauté. »

2.2.3.4. Un processus d'apprentissage

Certains voient dans les Rencontres **un processus d'apprentissage**, permettant aux personnes en situation de pauvreté, ainsi qu'aux responsables politiques, de mutualiser leurs connaissances. Les participants apprennent comment les politiques publiques sont élaborées et peuvent se frotter au langage politique. Ils apprennent également beaucoup de choses sur eux-mêmes, sur la pauvreté et l'exclusion sociale, s'informent à propos de nouvelles thématiques et peaufinent leur connaissance des sujets qui leur sont déjà coutumiers. Ils peuvent s'inspirer de l'expérience des autres participants en situation de pauvreté et acquièrent une plus large connaissance de ce qui se passe au niveau national et au niveau européen. Ils peuvent faire des comparaisons. A leur grande surprise, les personnes en situation de pauvreté ont constaté que la problématique de la pauvreté est la même partout en Europe. Ils ont également pu glaner d'inestimables informations grâce aux échanges d'expériences entre participants de différents pays.

« J'ai une longue expérience de la pauvreté et j'ai eu l'honneur de participer à la 8ème Rencontre des personnes en situation de pauvreté ; j'y ai appris ce que les autres pays font pour éradiquer la pauvreté au sein de leurs frontières. »

Les délégués ont également appris à prendre la parole, à évaluer les situations et les processus et à réfléchir de manière plus structurée. En outre, ils ont appris à se respecter mutuellement, à s'engager dans un dialogue et à prendre la parole en public. Les personnes en situation de pauvreté ont été sensibilisées à leurs **droits (sociaux)**. Elles ont appris comment les personnes en situation de pauvreté peuvent gérer certaines situations et traiter avec les institutions. Pendant les Rencontres, on a procédé à un échange de bonnes pratiques en matière de participation et d'information.

« Désormais, je connais mes droits. Toutefois, mon propriétaire ne respecte pas mon bail. Je sais que cela est illégal mais au bout du compte, je ne peux rien y faire. Après tout, c'est moi qui me retrouverais à la rue ou dans une situation encore pire. »

Les personnes apprennent également à parler en connaissance de cause. Elles sont mieux informées des discussions politiques qui se déroulent aux différents niveaux et elles connaissent mieux les organisations de la société civile. Par exemple, elles savent que **cela prend du temps d'essayer d'influencer les politiques**, que la participation est un processus de longue haleine. Elles ont fait le plein d'énergie pour lutter contre la pauvreté et ont appris à analyser les situations, les problèmes et la pauvreté elle-même. Elles ont **une vision plus globale** des problèmes, qu'elles abordent de manière plus réaliste. Elles se focalisent moins sur leurs problèmes personnels et se concentrent davantage sur la problématique générale de la pauvreté.

Certains participants ont également été **incités à en apprendre davantage** et à s'améliorer en matière de participation. *Certains délégués polonais et lituaniens ont souhaité apprendre l'anglais*; d'autres s'intéressent davantage aux politiques européennes.. etc. Un des participants se passionne pour l'Europe et les politiques européennes et surfe l'internet à la recherche de plus d'informations sur l'UE. *Les personnes italiennes sondées demandent que se poursuive le travail dans le dossier la participation et que soient créés des groupes d'entraide pour personnes en situation de pauvreté.*

« C'est difficile mais les Rencontres européennes nous ont montré que c'est possible. Et désormais, nous disposons d'outils. »

Plusieurs personnes interrogées ont insisté sur la diversité, qu'elles considèrent comme positive pour leur épanouissement personnel.

« J'ai été impressionné par la richesse et la diversité de la participation aux Rencontres. Dans mon groupe, il y avait des représentants de familles monoparentales, de populations Roms, de migrants illégaux et d'un réseau de femmes âgées...pour n'en citer que quelques-uns. Une véritable source d'inspiration!»

La variété des situations présentées et la présence d'un large éventail de personnes marginalisées, comme des personnes souffrant de handicaps sévères, des anciens détenus... ont ouvert les yeux des participants et leur ont donné une vision plus inclusive.

« Les italiens interrogés considèrent qu'il est essentiel de s'informer à propos des modèles d'intégration sociale, tels que « l'inclusion active », qui ont porté leurs fruits dans d'autres pays afin qu'ils puissent être transposés en Italie. »

Les Rencontres ont montré que la pauvreté, loin d'être un problème individuel, est un **problème de société**. Les participants ont moins insisté sur leurs problèmes financiers que sur l'exclusion sociale et la discrimination dont ils sont victimes. C'est la société qui érige ces obstacles. Les Rencontres ont montré que les personnes en situation de pauvreté ne sont pas différentes des autres membres de la société et grâce à cela, elles se sont senties **moins stigmatisées**.

« Il ne s'agit pas de blâmer l'individu pour la situation dans laquelle il se trouve mais de lui donner l'occasion de voir les facteurs sous-jacents, qu'ils soient politiques ou technologiques, (...) cette situation est le fruit d'une combinaison de facteurs et ne peut être attribuée à la seule faute de l'individu. »

En Belgique, les personnes en situation de pauvreté savaient déjà avant les Rencontres que la pauvreté constitue un problème de société. A l'opposé se situe la Pologne où certains participants restent convaincus que la pauvreté est un problème personnel, même après avoir participé aux Rencontres. Cette différence peut partiellement être attribuée au fait qu'en Belgique existe une longue tradition de participation des personnes en situation de pauvreté dans les associations et aux débats sur la pauvreté et sur les politiques en matière de pauvreté.

2.2.3.5. *Nouvelles compétences*

Les personnes en situation de pauvreté ont également acquis de nombreuses compétences. Elles ont appris à **gérer plus facilement des situations difficiles**. Les Rencontres ont également aidé les personnes interrogées à dépasser leurs craintes et à **s'exprimer en public** au sujet de la pauvreté (même si parfois elles se disent incomprises). Certaines personnes sondées ont appris à parler aux journalistes et à utiliser un langage plus politique.

« Je n'ai jamais eu peur de parler. Les premières fois, je ne me suis pas exprimé très clairement. Toutefois, par la suite, j'ai gagné en confiance en moi et j'ai cessé de m'inquiéter de faire des erreurs. »

« Désormais, nous nous exprimons mieux en utilisant des termes politiques, nous donnons des explications plus claires et nous comprenons mieux ce que disent les autres. »

« Si nous voulons faire entendre notre voix, si nous voulons avoir de l'influence, nous devons nous exprimer au nom de tous et pas seulement en notre propre nom. »

2.2.3.6. *Nouvelles expériences*

Les personnes en situation de pauvreté, qui ont participé aux Rencontres, ont été sensibilisées à de nouvelles réalités, expériences et informations et elles ont pu voir d'autres facettes de la pauvreté. La majorité n'avait jamais voyagé auparavant et a vécu les Rencontres comme une expérience incroyable. Elles ont pu visiter un autre pays et se réunir dans un cadre unique (salles de réunion, hôtel.. etc.).

Certaines des personnes en situation de pauvreté lituaniennes venaient dans une ville pour la première fois (parce qu'elles vivent dans des régions rurales) et pour la première fois aussi, elles étaient écoutées par des responsables politiques. Leur vision du monde s'est considérablement élargie.

« Auparavant, je n'avais jamais rencontré quelqu'un qui n'était pas de mon quartier. Je n'avais jamais voyagé auparavant – je n'étais même jamais allé à Bari. »

Pour de nombreux délégués italiens, les Rencontres nationales et européennes étaient « des premières fois »: la première fois qu'ils pouvaient s'exprimer librement, la première fois qu'ils rencontraient tellement de personnes qui étaient leurs égaux, la première fois qu'ils pouvaient creuser une question, en discuter et découvrir le grand nombre de solutions qu'ils étaient capables de trouver si on leur donnait le temps de réfléchir.

Pour la première fois, de nombreux délégués italiens ont vu des responsables politiques s'asseoir et écouter pendant toutes les Rencontres, « même des ministres ». La décontraction, l'absence de gardes du corps, l'écoute des responsables politiques d'autres pays qui restaient après leurs interventions, leur présence aux repas à la même table que les participants, voilà autant d'éléments qui ont contribué à donner une image beaucoup plus positive des responsables politiques aux yeux des personnes en situation de pauvreté. Cela était surtout le cas pour ceux et celles venant de pays où la participation n'est pas une pratique courante.

2.2.3.7. *L'engagement*

Bien que cet engagement prenne des formes différentes dans les divers Etats membres (les anciens Etats membres disposent d'une plus longue tradition en matière de participation), suite aux Rencontres, plusieurs personnes en situation de pauvreté se sont engagées plus activement dans les débats politiques. Grâce à leur statut « d'ambassadeurs » de leur pays, elles ont pris l'envie de participer à d'autres réunions et de partager leur expérience, leurs problèmes et les solutions développées avec d'autres. Certaines d'entre elles ont participé aux Tables rondes européennes et à diverses conférences, tout en poursuivant un travail de militance active au niveau national.

Une personne lituanienne interrogée a déclaré que, suite aux Rencontres, elle a voulu aborder des questions plus juridiques. Elle a étudié la raison pour laquelle les impôts augmentent, les pensions diminuent et les micro-entreprises ne reçoivent aucun incitant. Une autre personne a déclaré souhaiter participer à des projets caritatifs et aider les personnes de son voisinage. Un autre participant signale qu'il prend une part active à des conférences et débats rassemblant des responsables politiques. Un autre participant a éprouvé le désir de rassembler davantage d'informations concernant les politiques en matière de pauvreté. En règle générale et suite aux Rencontres, les délégués participent plus activement aux différents niveaux. Toutefois, une des personnes sondées a déclaré ne pas avoir eu la force ni la conviction nécessaire pour faire pression sur les responsables politiques.

2.2.4. *Retombées*

Grâce aux Rencontres, les **conditions de vie matérielles** de certaines personnes se sont améliorées. Grâce à leur épanouissement personnel, certaines ont trouvé un emploi ; d'autres ont vu leurs conditions de logement s'améliorer et une dame s'est lancée dans un projet de jardinage dans sa ville natale, une vocation née après avoir vu les nombreux parcs à Bruxelles. Elle est devenue beaucoup plus active après avoir assisté aux Rencontres. En outre, **leur adhésion à EAPN** a contribué à leur responsabilisation. En devenant membres, les personnes sont devenues plus fortes, car elles pouvaient compter sur un soutien permanent en cas de difficultés.

Deux personnes en situation de pauvreté de nationalité polonaise ont précisé qu'elles avaient trouvé un emploi grâce au sentiment d'émancipation né des Rencontres. Une autre personne en situation de pauvreté a déclaré que les Rencontres lui ont permis de s'impliquer davantage dans les décisions politiques. Il a même consulté un médiateur. Plusieurs Norvégiens interrogés ont indiqué avoir trouvé un emploi. Ils se sentaient responsabilisés, ont gagné en confiance et en connaissances ; ils ont appris

à utiliser leur expérience pour aider les autres. Ils ont été engagés par une ONG (par exemple : la Welfare Alliance), et ont acquis le sentiment d'être mieux intégrés dans la société. Leur enthousiasme au travail ne s'émousse, depuis lors, jamais. Une des personnes interrogées a affirmé qu'après une période de sept ans, elle a enfin trouvé du travail grâce aux Rencontres.

Toutefois, on relève également que les Rencontres des personnes en situation de pauvreté ont eu quelques **effets négatifs**. A cause des Rencontres, certaines personnes en situation de pauvreté ont eu tendance à minimiser l'importance de leur situation. En élargissant leur horizon, elles ont replacer leur propre situation dans son contexte et cela a eu pour tendance d'atténuer l'apparence de gravité de leurs problèmes. Les personnes constatent que la pauvreté existe dans de nombreux pays et cessent de considérer que leur situation est la pire. D'autre part, les personnes voient ce que leur pays fait convenablement et ce qu'il fait moins bien. Elles sont mieux informées des améliorations que leur gouvernement pourrait réaliser. Parfois, elles éprouvent de la honte quand leurs responsables politiques ne font pas grand chose en matière de participation et de pauvreté.

Souvent, les personnes en situation de pauvreté nourrissent des attentes surréalistes, ce qui rend leur épanouissement personnel plus aléatoire. Une mauvaise préparation et des problèmes lors de la participation peuvent également miner leur développement personnel.

« Un des problèmes liés à ces Rencontres est qu'elles suscitent des attentes chez les participants ; en effet, ils se disent : je vais prendre la parole.. je vais aller à Bruxelles, je vais y parler de mes problèmes, les responsables politiques vont m'écouter et cela va changer quelque chose... Autant je pense que, pour les nouveaux participants, il s'agit d'une expérience émancipatrice, autant je crois que les Rencontres suscitent des attentes exagérées chez les personnes qui y participent depuis longtemps. A un moment ou à un autre, elles pensent que ces Rencontres doivent déboucher sur des résultats. Et pour ces personnes-la, je pense que c'est plus frustrant. »

« Un responsable politique italien a déclaré que les Rencontres pouvaient avoir des effets négatifs au niveau émotionnel ; en effet, la participation peut être stigmatisante. En encourageant les personnes en situation de pauvreté à participer, on les définit comme pauvres et cela les stigmatise. D'autre part, les personnes italiennes en situation de pauvreté se considèrent comme des expertes en matière de pauvreté et c'est en cette qualité qu'elles souhaitent être consultées. Elles prétendent que, grâce aux Rencontres, elles ne sont plus seulement des personnes en situation de pauvreté. »

Malgré l'impact positif des Rencontres, nous devons être conscients que toutes les personnes en situation de pauvreté ne sont pas à même de résoudre leurs problèmes:

« Pour la plupart des personnes que je connais et que je suis depuis plusieurs années, il est évident que les Rencontres ont marqué un nouveau départ dans leur épanouissement. Malheureusement, pour d'autres, et je ne l'attribue pas au fait que leurs problèmes et difficultés étaient trop lourds et je n'accuse pas non plus les Rencontres d'avoir aggravé leur problèmes, toutefois, je me suis laissé dire que certains anciens participants ... sont décédés ou se sont suicidés. »

Une des personnes interrogées souligne que les Rencontres ont un impact plus fort sur les nouveaux participants. Une autre personne sondée indique que la responsabilisation et

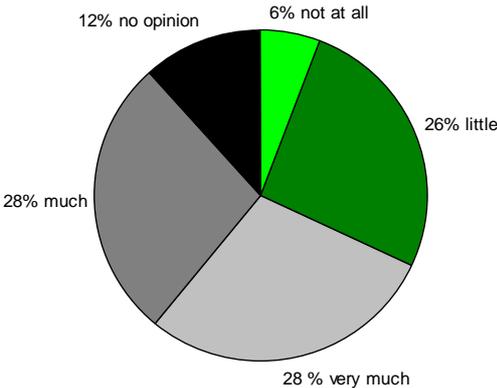
l'épanouissement personnel vont de pair avec le nombre de Rencontres auxquelles on a participé. Un des délégués lituaniens, très actif au niveau local, a éprouvé des difficultés à participer au niveau européen parce que c'était trop « prenant ». Il a dû répéter l'exercice et participer à une seconde Rencontre pour que l'impact soit meilleur.

2.3. Impact sur les organisations et les institutions de la société civile

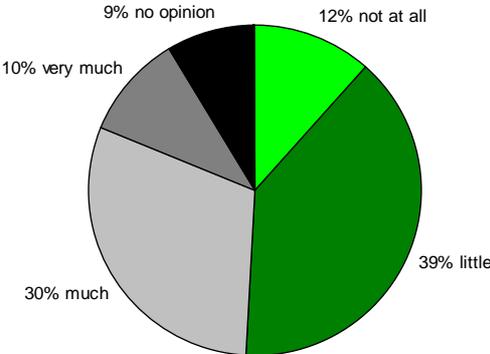
2.3.1. Pourcentages concernant toutes les personnes interrogées

Environ 56% de toutes les personnes interrogées déclarent que les Rencontres ont été utiles pour la société civile, 32% affirmant le contraire. Seulement 41% des personnes interrogées pensent que les Rencontres ont encouragé la société civile à lutter davantage contre la pauvreté et 52% expriment des doutes à ce sujet. Environ 51% des personnes interrogées ne sont pas convaincues que les Rencontres aient eu la moindre influence sur le débat public et 30% pensent que les Rencontres ont eu une certaine influence sur le débat public.

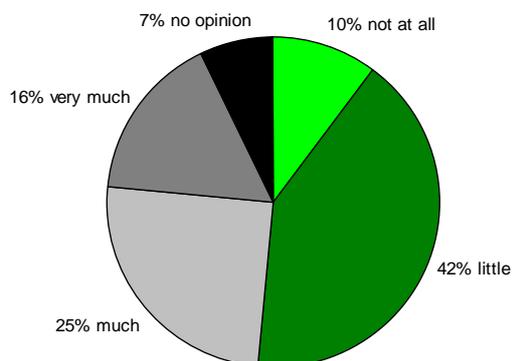
Were the meetings useful for institutional/civil society actors?



Did the meetings stimulate the public debate about the fight against poverty?



Did the meetings stimulate institutional/civil society actors to fight poverty?



2.3.2. Pourcentages par catégorie de personnes interrogées

2.3.2.1. De l'influence sur les parties prenantes de la société civile et sur la lutte contre la pauvreté

Les **représentants des ONG** se sont montrés négatifs, principalement pour ce qui concerne l'impact des Rencontres sur les parties prenantes de la société civile. Environ 46% ne croient pas ou croient peu en une quelconque incidence ; 41% se sont montrés plus positifs. En ce qui concerne l'incidence sur les ONG actives dans la lutte contre la pauvreté, 46% considèrent que les Rencontres ont eu une certaine influence et 46% ne partagent pas cet avis. **Les personnes en situation de pauvreté** se montrent elles-mêmes très critiques : 60% voient un impact sur la société civile, 47% répondant que les Rencontres n'ont pas aidé les ONG à faire diminuer la pauvreté. Les **responsables politiques** présentent une image beaucoup plus positive : 77% observent un impact sur les parties prenantes de la société civile et 77 % se disent convaincus que les Rencontres influencent les ONG actives dans la lutte contre la pauvreté. Dans les deux cas, plus de 30% des responsables politiques font état d'un impact considérable. En ce qui concerne les membres de **l'équipe organisatrice** interrogés, 59% semblent être convaincus d'un impact sur les parties prenantes de la société civile. Toutefois, 43% pensent que les Rencontres n'ont pas stimulé la lutte contre la pauvreté.

2.3.2.2. De l'impact sur le débat public

Tout comme pour l'impact sur les **parties prenantes de la société civile**, les **responsables politiques** se montrent plus positifs quand il s'agit de juger l'influence des Rencontres sur le débat public. Environ 69% d'entre eux sont convaincus que les Rencontres ont favorisé un débat public. Au contraire, 33% **des personnes en situation de pauvreté** déclarent que les Rencontres ont eu peu d'impact sur le débat public, voire aucun. En ce qui concerne les **représentants des ONG**, 54% considèrent que le débat public n'a pas été encouragé et 33% pensent qu'il l'a été. **Au sein de l'équipe organisatrice**, 43% des personnes interrogées pensent que les Rencontres ont influencé le débat public.

Résumé des résultats par catégorie

	Responsables politiques	ONG	Personnes en situation de pauvreté	Equipe organisatrice
Impact sur les parties prenantes de la société civile	77%	41%	60%	59%
Impact sur le débat public	69%	33%	33 %	43%

2.3.3. Au-delà des statistiques

Pendant les entrevues avec les experts, il est apparu clairement que l'impact sur les associations est le fruit d'un processus complexe et double. En effet, c'est grâce à l'implication et à l'engagement accrus des réseaux nationaux que les Rencontres et la participation des personnes en situation de pauvreté ont progressé au niveau local et au niveau européen.

Grâce aux Rencontres, les organisations ont ressenti l'envie de rester actives dans le domaine de la lutte pour la réduction de la pauvreté et pour la participation des personnes en situation de pauvreté. Les Rencontres sont utiles quand il s'agit de **définir un agenda**. Elles offrent à EAPN une structure **lui permettant de faire du lobbying** et replace les thèmes de la pauvreté et de la participation à l'ordre du jour politique, mais également associatif et auprès d'autres parties prenantes de la société civile.

Les Rencontres ont donné davantage de visibilité aux questions de la pauvreté et de la participation, ce qui a poussé les organisations et les réseaux à demander de meilleures conditions de vie. EAPN n'est pas le seul réseau à s'être renforcé. D'autres organisations et réseaux ont tiré plus de motivation des bonnes pratiques présentées par d'autres pays. Ainsi, ils ont été incités à faire avancer ces questions dans le cadre de leurs agendas nationaux.

Les personnes italiennes interrogées ont également souligné que, grâce au processus de sensibilisation amorcé par les Rencontres européennes et nationales, de nombreuses organisations de personnes en situation de pauvreté, s'efforcent maintenant de faire entendre la voix des personnes privées de leur droit de représentation, et se dotent de stratégies pour rendre la pauvreté plus visible.

2.3.3.1. La création de nouvelles organisations

Dans certains pays, les Rencontres européennes ont contribué au développement de la société civile. Si, dans un premier temps, les Rencontres impliquaient des individus et des organisations indépendantes, bon an mal an, ces organisations ont créé des réseaux. Ce constat s'applique également aux nouveaux Etats membres de l'UE, alors que, d'entrée, cela n'allait pas de soi. En effet, ces pays ne disposent pas d'une tradition d'organisation et de développement de la société civile semblable à celle des anciens Etats membres. Les Rencontres ont permis la **création et la constitution de plusieurs organisations et de réseaux nationaux**. Certaines de ces nouvelles ONG sont le fruit d'une collaboration active entre ONG existantes.

Plusieurs de ces réseaux ont décidé d'adhérer à EAPN, voyant qu'ils ne pouvaient plus se contenter de fonctionner au niveau purement local. Ils avaient besoin d'une structure et d'une unité au niveau national et européen.

2.3.3.2. *Les partenariats entre les organisations et les gouvernements*

Les Rencontres ont contribué à l'amorce d'un **dialogue plus direct entre les Etats membres de l'UE** et à une plus grande reconnaissance des réseaux et de leur travail. Dans certains pays, suite aux Rencontres, davantage de tables rondes consultatives, de conseils, de réseaux et d'autres mécanismes de participation ont été organisés au niveau national. Toutefois, un accompagnement et des subventions sont toujours nécessaires au niveau national et européen.

Les Rencontres ont suscité une certaine solidarité entre les délégations nationales et les ONG. Toutefois et parallèlement à cela, les Rencontres ont rehaussé la solidarité au sein des pays.

Par exemple, en Belgique, si des réseaux régionaux (Flamand, wallon et bruxellois) existaient préalablement aux Rencontres, un réseau belge a été mis en place. Les Rencontres européennes ont donné la possibilité à ce réseau d'approfondir son travail et d'établir un échange intensif d'expériences entre les différents réseaux régionaux. Les Rencontres européennes, entre autres, ont poussé le gouvernement belge à allouer des subventions au réseau belge afin qu'il puisse préparer des documents politiques.

Grâce aux Rencontres, le gouvernement polonais consulte désormais EAPN et ATD Quart-Monde au moment de l'élaboration des politiques sociales. Le gouvernement belge possède une plus longue tradition de participation et demande souvent des conseils aux organisations faïtières (réseaux nationaux et régionaux) à propos de diverses matières. Auparavant, ils devaient se mettre à la recherche d'une organisation au moment d'aborder une problématique ; maintenant, par contre, ils peuvent demander au réseau national de trouver cette organisation à leur place. Le réseau national aborde ensuite la question en interne et consulte ses membres afin de pouvoir ensuite conseiller le gouvernement. Ce partenariat privilégié avec le gouvernement donne au réseau belge une position plus solide, ainsi que une plus grande influence. Le réseau doit recueillir toutes les informations auprès de ses membres et de ses organisations, ce qui demande un minimum d'organisation de la part du secteur.

Le réseau belge s'est professionnalisé. Il produit des supports, des dossiers et des documents politiques pouvant servir aux responsables politiques. Certaines de ses recommandations en matière de précarité énergétique ont été reprises par le CPS. Ce dernier y voit une nouvelle source d'informations qui lui permet de peser davantage sur la Commission européenne et sur le Conseil. Il est possible que les Rencontres aient débouché sur les mêmes processus et financements dans d'autres pays. Grâce à une bonne préparation, le réseau est pris au sérieux.

« Je pense que c'est principalement la société civile qui détient la connaissance et l'expérience indispensables pour associer les personnes en situation de pauvreté sur le long terme. Toutefois, pour ce faire, il est nécessaire de nouer un partenariat entre les autorités nationales, les ONG et la société civile. »

2.3.3.3. *Les Rencontres nationales*

Certains réseaux nationaux ont commencé par organiser des **Rencontres locales** auxquelles les personnes en situation de pauvreté pouvaient participer. Ensuite, lorsque les réseaux et les organisations ont eu suffisamment de moyens et de financements, ils ont commencé à organiser des Rencontres et des rendez-vous transnationaux. Les Rencontres européennes débouchent sur des processus nationaux de participation et vice versa. Les Rencontres au niveau national permettent de mieux se préparer et de mieux participer aux Rencontres européennes.

Les Rencontres ont également encouragé les ONG lituaniennes (L'HEIFER en partenariat avec d'autres organisations telles que la Croix Rouge, Caritas, etc.) à organiser des Rencontres nationales auxquelles les personnes en situation de pauvreté ont pu prendre part. Afin d'organiser ces Rencontres, elles se sont inspirées des lignes directrices élaborées par EAPN. Grâce aux Rencontres européennes, ces Rencontres nationales ont pris de l'ampleur. Les organisations lituaniennes ont également essayé d'y associer des responsables politiques.

En Italie, les Rencontres nationales ont nécessité un gros travail de recherche et d'analyse. 40 personnes ont participé à une réunion de trois jours, (personnes en situation de pauvreté, travailleurs sociaux, fonctionnaires du niveau local, responsables politiques, etc.) et ont pu aborder des questions européennes. Elles ont travaillé en atelier pour se fixer une série d'objectifs. Les conclusions de ces Rencontres ont été résumées dans le cadre d'un long rapport.

2.3.3.4. *Responsabilisation des organisations*

Les réseaux sont devenus plus forts, plus actifs, plus engagés et mieux préparés grâce aux Rencontres. Les réseaux nationaux et les ONG locales ont été davantage sollicités par la presse, ce qui a eu pour effet de consolider leur engagement. Des contacts se sont également noués entre certains journalistes et des ONG. Plusieurs associations ont tenté de trouver un équilibre entre l'objectif de consolidation interne et l'objectif de collaboration avec les personnes en situation de pauvreté. Les Rencontres leur ont montré que cet équilibre était possible.

Les ONG voient dans les Rencontres européennes une bonne pratique et souhaitent y avoir recours pour influencer davantage les politiques. Elles disent souhaiter que « nos responsables politiques et nos décideurs appliquent la méthode des Rencontres européennes dans leur pays, pour renforcer ainsi l'implication des premières personnes concernées ». Grâce aux Rencontres, les ONG ont également pu observer les différences entre les pays, et s'inspirer des bonnes pratiques mises en place.

Désormais, les ONG participantes montrent davantage d'empathie à l'égard des personnes en situation de pauvreté et les considèrent moins comme des clients. L'implication des travailleurs sociaux a aidé à faire tomber certaines barrières. Grâce aux Rencontres européennes et nationales, les travailleurs sociaux **ont pu s'imaginer dans la peau des personnes en situation de pauvreté**, ce qui les aide, par exemple, à mieux comprendre leurs clients. Cette démarche a permis aux travailleurs sociaux de mieux comprendre les personnes en situation de pauvreté.

« Pendant toutes les Rencontres, nous avons créé un réseau de personnes et d'organisations qui tirent les ficelles du discours sur cette question et qui soutiennent les personnes qui viennent dans les locaux du CILAP (EAPN Italie). A plusieurs reprises, le groupe et le réseau ont pu appuyer des projets relatifs à l'émigration de jeunes chômeurs diplômés qui ont quitté le sud du pays – parfois avec leur famille – pour se rendre dans le centre du pays à la recherche d'un emploi. »

Pour la majorité des personnes interrogées, les Rencontres ont encouragé les organisations à renforcer la participation des personnes en situation de pauvreté en leur sein. Toutefois, on a le sentiment que c'est le début d'un long voyage dans un pays où la participation des concitoyens à la vie politique est très faible et continue à décliner. Le sentiment général est que la participation directe des personnes en situation de pauvreté progresse très lentement. Même si la progression est lente, cette lenteur est le fruit de la situation globale au niveau national plutôt que des lacunes dans les efforts déployés jusqu'à présent, qui ont débouché sur des résultats bien plus impressionnants qu'escompté.

« Les choses évoluent, même si c'est lentement. Nous sommes de plus en plus impliqués dans des conférences et dans des réunions, en notre qualité « d'experts » de la participation. Il est essentiel que ces Rencontres ne rassemblent pas uniquement les coordinateurs de ces activités au sein du CILAP (ONG italienne), mais qu'elles nous impliquent également. »

L'histoire a montré que la lutte contre la pauvreté demande des années de travail. Les Rencontres représentent un outil raisonnable, qui inspire les ONG et leur permet d'aller de l'avant.

2.3.3.5. Les organisations améliorent leur connaissance de la pauvreté

Les Rencontres aident les organisations à peaufiner leur connaissance de la situation des personnes en situation de pauvreté.

« Je pense qu'à chaque fois que vous entrez dans une salle et que vous écoutez les personnes en situation de pauvreté parler de leur réalité, cela a un certain impact. »

« Discuter avec des personnes venant d'autres pays européens est une expérience émancipatrice, notamment pour les organisations. Vous entendez des idées, vous écoutez parler de ce qui se passe dans d'autres pays, vous créez des réseaux... »

« Les ONG norvégiennes ont reçu des informations plus nouvelles, elles ont entendu parler de certains thèmes et arguments qu'elles pourront utiliser dans le cadre de leurs campagnes. Elles ont appris beaucoup à propos de l'UE et des nouveaux instruments de lobby. Grâce aux Rencontres, EAPN Norvège a découvert le concept de revenu minimum. Il a rencontré des représentants de pays où existe un régime de revenu minimum (par exemple, la Belgique et la France). Désormais, EAPN Norvège mène campagne sur le revenu minimum, sur base d'exemples venant d'autres pays.

En Norvège, l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est l'occasion de diffuser des informations sur la dimension européenne, qui n'est pas très visible dans le pays.

Les délégués polonais déclarent que, grâce à leur adhésion à EAPN, les ONG ont eu le courage de préparer, d'analyser, de soutenir les Rencontres ainsi que de défendre les recommandations politiques contenues dans les rapports des Rencontres européennes.

Les membres de la délégation belge ont porté l'Europe à l'attention du réseau national et d'autres ONG. Avant les Rencontres, ces organisations se concentraient davantage sur le niveau local et souvent faisaient fi du niveau européen.

2.3.3.6. *Les organisations ont aiguisé leur expérience*

Aujourd'hui, grâce aux efforts déployés pour peaufiner la participation des personnes en situation de pauvreté, le CILAP (EAPN Italie) est considéré comme un « **expert** » en la matière. Il a reçu plusieurs invitations à des débats, des conférences, des symposiums ainsi qu'à des émissions radiophoniques et télévisées. Cet intérêt croissant peut être attribué à l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et aux nombreux événements organisés par les parties prenantes de la société civile. Selon certaines personnes sondées, les informations sont très accessibles.

Les Rencontres ont été l'occasion de rendre plus visible le réseau italien. Actuellement, il se compose de 35 à 40 organisations. Avant les Rencontres, aucune de ces organisations n'avait la moindre expérience en matière de participation. Si l'Italie possède une société civile forte, elle ne dispose pas d'une longue tradition en matière de participation des personnes en situation de pauvreté.

2.3.3.7. *Les relations et les réseaux*

EAPN est devenu une autorité morale en matière de pauvreté grâce aux Rencontres et grâce au fait que les responsables politiques ont été confrontés à des sous-structures nationales sérieuses de dialogue, à des processus de participation bien organisés et aux propositions détaillées mises sur la table. Ainsi, pour EAPN et ses réseaux nationaux, les Rencontres peuvent servir d'outils de lobbying. EAPN est invité à un plus grand nombre de réunions et d'événements européens qu'auparavant.

Les organisations ont renforcé leur impact et **consolidé leurs activités de lobbying** grâce à la collaboration instaurée avec d'autres acteurs. Elles partagent et défendent les mêmes problématiques et les mêmes positions que bien d'autres organisations. En conséquence, leur base d'appui s'est élargie. Ces organisations peuvent également témoigner du soutien dont bénéficient leurs prises de position partout en Europe. Une organisation est plus forte lorsqu'elle peut utiliser des documents européens plutôt que des dossiers individuels pour « mettre la pression ».

Les Rencontres ont été utiles à bien d'autres égards. Grâce à elles, des organisations ont noué des relations entre elles et mis des réseaux en place.

« Par exemple, la délégation belge et la délégation française ont organisé une réunion conjointe et ont ainsi pu procéder à un échange. Par ce biais, elles se sont informées mutuellement de la manière dont elles communiquent avec les responsables politiques, de leur méthode de travail, de leurs structures et de leur contexte. On a également assisté à un rapprochement entre l'Allemagne et la Belgique même si, après la Rencontre, les contacts ont été interrompus ».

« Le Service Public Belge pour l'Intégration Sociale a contacté d'autres pays afin de les inviter à concevoir des nouveaux projets communs. Toutefois, les résultats de ces contacts ne sont pas encore avérés. A nouveau, il est nécessaire que tout le groupe procède à une remontée d'informations. Si l'on veut multiplier ce type de partenariats, il serait bon de consacrer du temps et de l'espace à la mise en place de réseaux pendant les Rencontres européennes. »

Certains réseaux nationaux et régionaux sont le fruit d'une collaboration entre plusieurs ONG. On a également assisté à des échanges entre organisations nationales et internationales.

« J'ai eu vent de travaux préparatoires aux Rencontres européennes et de la tenue de nombreuses réunions entre différents types d'organisations : organisations de lutte contre la pauvreté, organisations de migrants, organisations de lutte contre le sans-abrisme.... Elles se réunissent pour préparer les Rencontres et en assurer le suivi. Je pense qu'il s'agit d'une manière efficace d'écouter les personnes qui vivent en situation de pauvreté et de nouer des relations avec elles. »

« Dans un premier temps, ces personnes provenaient de différentes organisations de la société civile et, par la suite, elles se sont retrouvées dans une même volonté de créer une organisation spécifique, membre d'EAPN Europe. Donc, elles ont pris des dispositions institutionnelles. »

« Je me rappelle d'une organisation grecque de familles monoparentales qui a été présentée à Eurochild et en est devenue membre. » « En ce qui concerne le Royaume-Uni, deux délégués d'ATD Quart Monde ont participé à la Rencontre de 2007 avec des personnes d'une autre organisation britannique qu'ils ne connaissaient pas. Depuis lors, ils ont entretenu des relations avec celles-ci. Désormais au Royaume-Uni, nous travaillons avec cette autre organisation et les deux délégués en question participent à toutes les réunions. Cela crée des liens. »

En Italie, les Rencontres ont débouché sur la création d'un réseau d'organisations de terrain. Au fil des années, ces organisations ont participé à la préparation des événements européens et elles ont pris part aux activités organisées au niveau national. Ces organisations sont des associations, des coopératives sociales et des administrations locales.

Lors des Rencontres, les participants apprennent à connaître de nouvelles personnes actives dans d'autres organisations. S'enclenche ainsi une réaction en chaîne entre les organisations. Les plus petites organisations, dont l'expertise peut porter sur des matières différentes, doivent également être contactées dans le cadre des Rencontres. Il serait également opportun pour ces organisations locales de plus petite taille d'être confrontées au monde plus vaste de l'Union européenne. Cela leur permettrait d'élargir leur horizon et d'en tirer des enseignements.

« Malgré les effets positifs de la mise en réseau, le réseau italien doit faire preuve de prudence quand il cherche à collaborer avec de nouveaux partenaires, certaines organisations poursuivant des objectifs politiques ; il doit éviter les organisations soutenues par la mafia ou d'autres profiteurs. C'est la raison pour laquelle EAPN Italie ne travaille qu'avec des bénévoles. Les Rencontres ont également été essentielles pour le CILAP (une ONG italienne) dont les représentants ont acquis plus de

connaissances en aidant les délégués européens et en assurant la promotion de nombreuses initiatives. »

En Pologne, les Rencontres ont également encouragé plusieurs organisations à collaborer, principalement dans le processus de constitution de la délégation de personnes en situation de pauvreté aux Rencontres européennes. Toutefois, certaines personnes en situation de pauvreté ont déclaré que les ONG devraient renforcer davantage leur collaboration.

Les ONG lituaniennes ont noué des contacts avec d'autres ONG européennes, elles ont échangé des informations à propos des politiques et comparé les bonnes pratiques de différents pays. Ces contacts, la collaboration et l'adhésion à EAPN ont responsabilisé les ONG qui, désormais, représentent un plus grand groupe de personnes au-delà des frontières nationales. Lorsque plusieurs organisations luttent en faveur d'une même cause, elles peuvent mutualiser leurs informations, renforcer leurs capacités, nouer davantage de contacts et bénéficier d'un meilleur appui administratif et de secrétariat.

Autre exemple de partenariat : la plate-forme des pays baltes (dont la Norvège assume la présidence en 2010). Dans les Pays Baltes, la participation est difficile à réaliser. Sous le régime soviétique, la « démocratie directe » n'avait pas du tout la même signification qu'aujourd'hui.

2.3.3.8. *Résumé*

Certaines personnes interrogées ont déclaré qu'**il conviendrait d'inviter davantage de parties prenantes de la société civile** à participer plus activement aux Rencontres européennes. Les Rencontres doivent également amorcer un dialogue plus direct avec les personnes en situation de pauvreté. Toutefois, de nombreuses questions pratiques se posent, notamment en ce qui concerne la taille des Rencontres et le nombre de participants. Par exemple, s'il y avait des représentants des parlements nationaux et des partenaires sociaux de chaque pays, cela gonflerait le nombre de participants d'une centaine d'unités et la Rencontre ne serait plus gérable d'un point de vue pratique.

Les personnes en situation de pauvreté souhaitent également davantage de remontées d'informations de la part des ONG participantes. Elles devraient expliquer pourquoi elles participent à la Rencontre, faire l'inventaire des actions qu'elles mènent et en parler lors des Rencontres.

« Si quelques ONG sociales européennes participent aux Rencontres, nous n'avons aucun contact avec elles, ni avant ni après les Rencontres. Que font-elles et quelle est leur valeur ajoutée? EAPN devrait nous fournir des informations à propos des activités que mènent ces ONG sociales européennes, par le biais d'une lettre circulaire par exemple. »

Certaines ONG se demandent s'il est possible **de définir de manière précise le rôle** des participants des organisations de la société civile. De cette manière, elles seraient plus au fait de ce qu'elles peuvent faire, et sauraient quand intervenir, etc.

« En ce qui concerne les invités... souvent ils méconnaissent leur rôle : s'agit-il d'écouter ? De répondre ? De proposer des solutions ? Il serait peut-être opportun de se répartir en petits groupes linguistiques afin de véritablement travailler ensemble à des solutions et de permettre un échange horizontal plus volontariste. »

Lors des premières Rencontres, les **syndicats** ne se montraient pas très chauds à l'idée d'une participation directe. Ils ont du apprendre que les chiffres ne sont pas la seule variable importante et qu'il peut être utile de participer avec un petit groupe d'experts en pauvreté. En d'autres termes, il peut être utile de s'impliquer non seulement en fonction des affiliés ou des chiffres, mais également sur base de l'expérience, des contributions et du contenu. Les Rencontres ont montré que la participation est possible et que les personnes en situation de pauvreté sont des spécialistes en matière de pauvreté. Toutefois, certains experts ont exprimé le souhait que les syndicats soient plus nombreux lors des Rencontres. Un des experts interrogés pense que les Rencontres ont moins d'impact sur les syndicats et sur les partenaires sociaux, leur présence aux Rencontres étant limitée.

Afin de permettre aux organisations de privilégier davantage la participation dans le cadre de leurs activités et dans le but de consolider les Rencontres et d'en accroître l'impact, un responsable politique a suggéré que d'autres ONG (par exemple, Eurochild, la FEANTSA, ATD Quart-Monde) participent à l'organisation des Rencontres avec EAPN. En effet, toutes ces organisations travaillent également avec les populations exclues. Un membre de la Commission a également déclaré qu'il était souhaitable d'assurer une plus grande pluralité des ONG présentes lors des Rencontres.

« Cette pluralité permet de se frotter à différentes approches, de mettre davantage de questions sur la table ; par exemple, pour l'instant, le revenu minimum est la priorité d'EAPN, mais ce n'est peut-être pas le cas pour la FEANTSA. Quant à ATD, sa priorité est la grande pauvreté. En fin de compte, on se retrouve avec trois questions aussi importantes les unes que les autres et je pense que c'est une bonne chose de mettre tout sur la table. (...) avant 2007 et 2008, il n'y avait qu'EAPN, la FEANTSA et ATD Quart-monde, depuis 2007, (...) j'ai insisté auprès d'EAPN pour qu'on invite au moins douze réseaux financés par le volet inclusion sociale du programme PROGRES et EAPN l'a fait. Toutefois, douze, ce n'est pas toujours suffisant et il faudrait assurer la présence d'autres grandes organisations telles que le FEPH, le forum européen des personnes handicapées, de l'EYSPD. Toutes ces organisations ont toutes la même importance. »

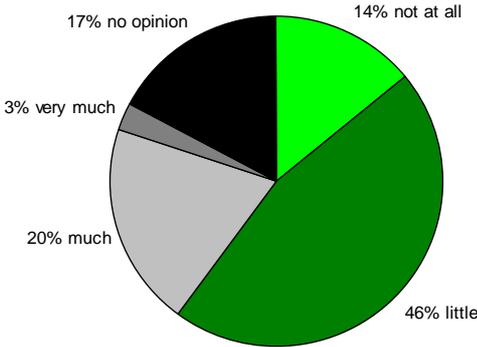
Autre problème : **le financement des ONG**. Faute de financements, le réseau a du mal à s'élargir. En conséquence, il est impossible, voir irréaliste, d'essayer d'organiser des événements tels que des conférences de presse. Il est également impossible de lever des fonds privés, les investisseurs privés privilégiant les résultats directs.

2.4. Impact sur les politiques

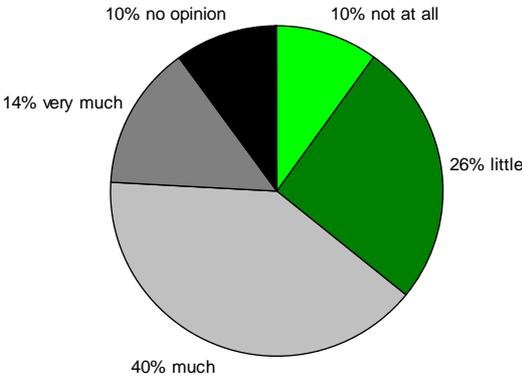
2.4.1. Pourcentages concernant toutes les personnes interrogées

Les Rencontres européennes ne pèsent pas uniquement sur les personnes en situation de pauvreté et sur les ONG, elles veulent également avoir une influence politique. Pour ce qui concerne l'impact sur les politiques des Rencontres, les personnes interrogées se montrent assez pessimistes. Environ 63% déclarent ne pas penser que les recommandations des Rencontres ont été traduites en politiques; environ 60% pensent que les Rencontres n'ont pas pesé sur les responsables politiques. Sur l'ensemble des personnes interrogées, 54% pensent que les Rencontres ont une incidence sur la participation politique des personnes en situation de pauvreté.

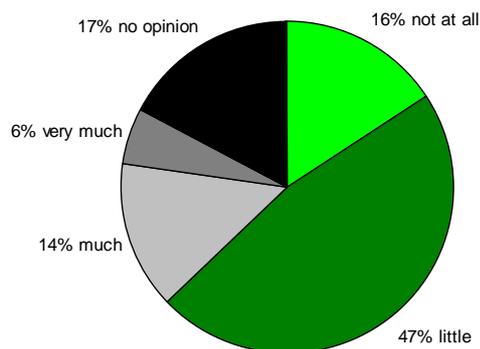
Did the meetings stimulate policy makers to fight poverty?



Did the meetings enhance policy participation of people experiencing poverty?



Are the discussions and recommendations of the meetings translated into policies?



2.4.2. Pourcentages par catégorie de personnes interrogées

La plupart des **responsables politiques** pensent que les Rencontres influencent les décideurs (environ 43%) et que les recommandations des Rencontres ont été suivies par les décideurs (environ 50%). Ils sont également profondément convaincus qu'après les Rencontres, on a assisté à une plus grande participation politique (environ 71% font cette affirmation).

Contrairement aux responsables politiques, les autres personnes interrogées se montrent plutôt négatives quant à l'impact des Rencontres sur les politiques. Environ 57% de **l'équipe organisatrice** ne pensent pas que les Rencontres aient débouché sur davantage de lobbying (29 % n'ont pas d'opinion à ce sujet). Toutefois, environ 57% sont convaincus que davantage de personnes en situation de pauvreté ont participé à la conception des politiques.

Environ 75% des **personnes en situation de pauvreté** pensent que les recommandations politiques des Rencontres sont restées sans lendemain, tandis que 83% sont d'avis qu'elles n'ont exercé aucune influence sur les responsables politiques. Seulement 46% sont convaincus que la participation à l'élaboration des politiques s'est améliorée grâce aux Rencontres. Les **ONG** se montrent moins méfiantes quant à l'impact sur les politiques. Environ 50% croient que les Rencontres n'influencent pas les responsables politiques et 62% ne pensent pas que les recommandations politiques des Rencontres aient servi à quoi que ce soit. Toutefois, environ 54% pensent que les politiques en matière de participation ont subi une influence positive.

	Responsables politiques	ONG	Personnes en situation de pauvreté	Equipe organisatrice
Impact sur les responsables politiques	43%	29 %	8%	14 %
Une plus grande participation politique des personnes en situation de pauvreté	71%	54%	46%	57%
Impact sur les politiques	50%	21 %	4%	14

2.4.3. Au-delà des chiffres

Les résultats quantitatifs suggèrent que les Rencontres ont peu influencé les politiques. Toutefois, les responsables politiques ne sont pas d'accord avec cette hypothèse et les résultats qualitatifs de l'enquête menée sur internet montrent que les Rencontres ont permis d'engranger plusieurs résultats politiques positifs.

L'enquête sur internet se concentre davantage sur l'impact des Rencontres sur les politiques. Cet impact est un sujet complexe et un facteur indirect. Il est difficile d'attribuer directement l'impact sur les politiques aux Rencontres. Les Rencontres représentent souvent un des rouages d'un système beaucoup plus vaste de lobbying et de jeux d'influence exercés par d'autres acteurs. L'impact des Rencontres sur les politiques nationales varie d'un pays à l'autre et dépend fortement du niveau d'engagement et de la volonté politique des responsables politiques nationaux.

Dans un premier temps, les Rencontres relevaient d'une **initiative prise par la Présidence belge de l'UE** et n'étaient organisées que par l'administration et le cabinet belges. La Belgique disposait d'une longue tradition de consultation des personnes en situation de pauvreté. L'appui apporté aux Rencontres par la Commission et EAPN est ultérieur. A la base, EAPN rechignait à s'impliquer par crainte que les Rencontres minent le travail des ONG actives dans la lutte contre la pauvreté. Le réseau pensait également que les Rencontres constituaient un évènement ponctuel. Le réseau a commencé à défendre les Rencontres lorsqu'elles se sont transformées en un processus davantage structuré et plus structurel. En réalité, le réseau partageait les mêmes souhaits que l'administration belge lorsqu'elle a organisé la première Rencontre; il a simplement fallu plus de temps pour que le réseau soit convaincu que les Rencontres deviendraient des évènements structurés. Sa méfiance n'était pas totalement injustifiée. Les premières éditions des Rencontres étaient moins bien préparées et ne s'enracinaient pas dans un vaste réseau. Il s'agissait plutôt d'un échange de témoignages individuels de personnes en situation de pauvreté. Les Rencontres étaient moins thématiques. Désormais de nombreux groupes travaillent sur des **thèmes**; ainsi, ils peuvent faire passer des messages plus élaborés aux responsables politiques. Au fil des ans, les témoignages individuels ont occupé moins de place lors des Rencontres et le **message politique** a reçu davantage d'attention. La préparation s'est également davantage politisée. Les délégations préparent un avis fondé inspiré par l'agenda de la Présidence de l'UE. Le message est mieux préparé, le cœur de la Rencontre devient plus visible et les conclusions sont devenues plus politiques et plus formelles. Les **rapports officiels**, les conclusions et les recommandations sont ensuite présentés lors des réunions du Conseil.

L'impact des Rencontres sur les politiques doit être replacé dans le **contexte plus large des politiques européennes en matière de réduction de la pauvreté**. Les engagements et les lois en matière de pauvreté relèvent d'une législation douce soft (non contraignante) et manquent de visibilité. La plupart des politiques en matière de pauvreté (MOC, PAN) relèvent de recommandations plutôt que d'une législation contraignante. De ce fait, on ne peut pas espérer que les Rencontres débouchent sur des lois contraignantes. L'UE ne peut contraindre les Etats membres à faire quoi que ce soit dans le domaine de la pauvreté. Toutefois, les Rencontres contribuent **à la reconnaissance, à la visibilité et à la présence de la participation**. Lorsque les politiques européennes en matière de pauvreté deviendront plus fortes et plus visibles, les Rencontres pourront gagner en visibilité et potentiellement avoir une incidence plus grande.

« Si l'intérêt pour la dimension sociale de l'Europe grandit et si les Rencontres ont toujours lieu, elles auront davantage d'influence. C'est un peu l'histoire de la poule et de l'oeuf. D'autre part, c'est grâce aux Rencontres et à tout le reste que nous avons une chance d'obtenir un processus consolidé dans la Stratégie Europe 2020 . En effet, les Rencontres ont sensibilisé à la problématique, elles ont maintenu ce sujet en vie et cela s'est avéré utile. »

Un responsable politique italien a également souligné que la question de la participation directe doit toujours être replacée dans un contexte national plus large.

« Par exemple, en Italie, l'administration subit des coupes budgétaires de plusieurs milliards. Lorsqu'on opère des coupes dans les budgets de l'administration, il y a moins de fonds disponibles pour les ONG, etc. Et il est plus difficile de parler de nouveaux financements pour la participation des personnes en situation de pauvreté. »

Un des experts déclare également que les Rencontres ne sont pas structurées de manière à peser directement sur les politiques, parce que ce sont les personnes en situation de pauvreté qui décident des thèmes à débattre.

2.4.3.1. Définition de l'agenda

Les Rencontres ont permis d'accroître **le niveau de sensibilisation de l'Europe et des Etats membres** à propos de la valeur de la participation des personnes en situation de pauvreté et des améliorations réalisées dans les Etats membres dans le dossier de la participation, dans le cadre plus large du processus d'inclusion sociale. Les Rencontres ont suscité un élan de soutien pour les 84 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. La simple existence des Rencontres a déjà une valeur très symbolique. Cela signifie que la participation des personnes en situation de pauvreté est perçue comme un aspect important méritant de figurer à l'ordre du jour des discussions. La Présidence et les Etats membres lui prêtent une attention plus marquée.

« Quand je me retourne sur les dix dernières années du processus européen, je dirais que le domaine qui a connu le plus d'avancées n'est sans doute pas un thème politique particulier, c'est probablement dans celui de la participation que le plus de résultats ont été engrangés. Les gens sont de plus en plus conscients de la nécessité d'agir, vraiment. »

« Voilà le grand avantage des réunions : elles ont lieu et on en parle. »

Les Rencontres ont créé une atmosphère qui oblige les décideurs politiques à prendre en compte les personnes en situation de pauvreté, leurs expériences et leurs conseils. Les personnes en situation de pauvreté sont maintenant reconnues dans leur expertise. Les Rencontres sont devenues **un instrument supplémentaire qui permet de maintenir la pauvreté et la participation à l'ordre du jour** par le fait d'une répétition, incessante, du même message : il faut éradiquer la pauvreté. Elles ont versé de nouveaux dossiers aux débats européens. Par exemple, elles ont permis d'attirer l'attention sur la question des populations Roms.

« Rencontrer des décideurs politiques permet de souligner l'importance des principaux dossiers – comme l'accès à un revenu minimum adéquat, l'accès aux services, la pauvreté énergétique, et l'exclusion financière. »

« Je pense que les Rencontres ont contribué au travail de sensibilisation sur la pauvreté et sur « l'inclusion sociale », comme la pauvreté énergétique, le sans-abrisme (et la référence que contient la stratégie UE2020, même s'il n'y a pas encore d'objectif chiffré concret). »

Au niveau européen, les **thèmes de l'exclusion du logement et du logement, de l'inclusion financière, de la participation, de la pauvreté énergétique, et de la gouvernance dans la pauvreté** sont devenus prioritaires et sont souvent mentionnés dans les documents. Les Rencontres ont également aidé à lever des tabous, par exemple à propos des camps de Roms en Italie, de la toxicomanie, de l'exclusion du logement ou de l'emprisonnement de nombreuses personnes en situation de pauvreté. **Des stéréotypes et des préjugés** peuvent être corrigés ou réfutés, tandis que des exemples positifs sont donnés. Les Rencontres montrent que les personnes en situation de pauvreté sont des personnes normales, qui ont leur propre histoire et ne peuvent être rabaissées dans une vision stéréotypée.

« Les Rencontres s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à rehausser l'importance de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans les débats européens. Et cela fonctionne. L'agenda 2020 contient, pour la première fois au cours de ces 20 dernières années, la proposition d'un objectif chiffré. En deux décennies, je n'avais rien entendu de tel ; même quand ils ont adopté la stratégie de Lisbonne, il n'y a eu aucun débat réellement public au sein du Conseil, alors qu'aujourd'hui les ministres discutent ouvertement de la question de la pauvreté et de l'exclusion sociale, que l'on dispose ou non d'un objectif chiffré (...) Les Rencontres ont-elles un rôle à jouer dans ce processus ? je pense que c'est le cas (...) je pense que c'est un maillon de la chaîne qui permet de la faire tourner. »

« Les événements officiels, comme la Table ronde et la cérémonie inaugurale, permettent de créer les bases d'une implication plus directe. La semaine dernière, j'ai participé à la grosse conférence de la Commission sur l'inclusion active et le sans-abrisme ; je fus frappé qu'on y ait entendu – du moins dans l'atelier auquel j'ai participé – une expression plus directe des personnes en situation de pauvreté et vous pouvez voir qu'ils ont fait de leur mieux . (...) On s'aperçoit que la question de la participation progresse. »

Plusieurs ministres des affaires sociales ou de l'insertion sociale ont développé un plus grand intérêt pour le processus de participation. Grâce aux Rencontres, les contacts entre les personnes en situation de pauvreté, les organisations qui les représentent et les politiciens se sont multipliés.

Les Rencontres, au fur et à mesure qu'elles se politisaient, ont acquis un **statut politique plus marqué**. Les Rencontres étaient organisées par les Présidences de l'UE et par la Commission, ce qui leur a donné la reconnaissance des décideurs politiques, des ministres, etc. Le soutien de la Commission est un acte symbolique qui donne de l'importance aux Rencontres. Cela a également permis une **reconnaissance institutionnelle** de la participation et de la lutte contre la pauvreté. Chaque Présidence de l'UE qui a organisé une des

Rencontres s'est vue obligée de privilégier le dossier de la participation au niveau national. Certains de leurs ministres nationaux ont fait acte de présence lors des Rencontres. Qui plus est, les pays qui occupaient la Présidence ont prêté une plus grande attention aux Rencontres et l'opinion publique, dans les pays en question, s'est sentie plus concernée par la problématique.

L'endroit où les Rencontres ont eu lieu (le Palais d'Egmont ou le Bâtiment du Parlement européen), leur a donné l'image d'un événement important, ce qui a renforcé leur impact politique. Les Rencontres ont ainsi été prises au sérieux.

^{La} La terminologie des Rencontres, qu'utilisent EAPN et les réseaux nationaux, a contaminé la Commission européenne lors de l'élaboration de sa stratégie sur l'inclusion active en octobre 2008. Si, dans les documents de 2006, on retrouve des références au concept de revenu minimum, en 2008 c'est la terminologie d'EAPN et des Réseaux nationaux (également utilisée lors des Rencontres) qui apparaît. On y parle d'un revenu pour vivre dans la dignité, afin que les personnes en situation de pauvreté puissent s'intégrer dans la société. Le concept d'un revenu de survie a disparu, remplacé par celui d'un revenu pour participer à la société. Les Rencontres européennes ont également donné plus de visibilité aux campagnes que menaient EAPN et les réseaux nationaux.

2.4.3.2. Impact personnel sur les décideurs politiques

Les Rencontres ont permis de sensibiliser les politiciens et de leur faire comprendre l'importance de la lutte contre la pauvreté. Ils sont aujourd'hui davantage ouverts à la question de la participation et au thème de la pauvreté. Ils s'impliquent plus activement dans le dossier, ce qui se marque plus encore en 2010. La preuve a également été faite que la pauvreté est un problème qui se pose à l'échelle de la planète. En rencontrant des personnes en situation de pauvreté, les politiciens se rendent compte que celles-ci sont loin d'être passives et que leur pauvreté n'est pas de leur faute. Les Rencontres ont clarifié dans l'esprit des politiciens présents que les personnes en situation de pauvreté ne peuvent changer seules leur propre vie, mais qu'elles ont besoin d'une aide structurelle.

Les décideurs, confrontés à la réalité de la pauvreté, ont **été émotionnellement touchés** par les personnes en situation de pauvreté. Les moments de présentation visuelle lors des Rencontres ont souvent été des instants particulièrement touchants pour les politiciens qui y participaient. Voilà pourquoi les Rencontres ont-elles également un **impact personnel** sur les décideurs politiques, ce qui, en soi, peut constituer un impact politique. Les Rencontres sont également l'occasion de mettre des visages sur ce qui, normalement, reste de l'ordre des statistiques, des chiffres ou des rapports officiels. Les décideurs politiques présents se voient tenus de réfléchir à la pauvreté et au concept de participation. Des fonctionnaires de haut niveau, des représentants du CPS et d'autres, qui auparavant n'avaient jamais eu de contact direct avec la pauvreté, ont été confrontés, lors des Rencontres, à des personnes en situation de pauvreté dont l'opinion était particulièrement tranchée. Les Rencontres, en leur révélant les facteurs sous-jacents à la pauvreté, leur ont permis de comprendre que la pauvreté n'est pas un simple état de fait dont on peut faire peser la charge sur celui ou celle qui en est la victime. Les politiciens ne se contentent plus d'écouter des slogans sans contenu, mais ils ont face à eux une véritable participation et le pouvoir qu'elle entraîne. Les décideurs concernés partagent cette expérience avec d'autres, qui à leur tour comprendront l'utilité de la participation. Les fonctionnaires de la Commission et les représentants du CPS

ont ainsi un regain d'enthousiasme lorsqu'il s'agit de combattre la pauvreté. Ils auront envie de verser aux débats politiques de l'UE les thèmes soulevés lors des Rencontres.

Un politicien a eu ces mots :

« J'ai été impressionné par le niveau de connaissances sur les divers thèmes abordés, et par tous ceux et toutes celles qui, au niveau national, s'en font l'écho. »

Pourtant, force est d'ajouter que cette influence est très personnelle et que son intensité varie d'une personne à l'autre. Quoi qu'il en soit, le CPS, qui est l'un des principaux organes consultatifs sur les dossiers sociaux, sollicite souvent l'avis d'EAPN et des autres ONG avant de soumettre ses propres avis au Conseil et aux autres Institutions. L'avis et les recommandations d'EAPN étant soutenus par les différents réseaux nationaux, leur poids s'en trouve renforcé.

2.4.3.3. *Information*

D'après une des ONG, l'absence de participation directe ne résulte pas d'un manque de volonté politique, mais d'une méconnaissance de la valeur de la participation directe. Par le biais des Rencontres européens, les politiciens se familiarisent avec le concept de la participation directe et avec les possibilités que celui-ci offre. Les Rencontres sont, pour les politiciens, une source d'informations. Ils voient au-delà des statistiques et sont confrontés aux expériences réelles des personnes en situation de pauvreté. Ils peuvent s'inspirer de leur expertise et de leurs connaissances. Une des personnes interrogées estimait, cependant, que les Rencontres européennes se concentrent exagérément sur le modèle participatif d'échange d'expériences, au détriment des autres méthodes participatives. Les recommandations politiques des personnes en situation de pauvreté viennent apporter un complément nécessaire aux recommandations politiques et scientifiques.

Lors des Rencontres, les politiciens sont confrontés aux conséquences sociales qu'ont certaines de leurs politiques, comme celle de libéralisation des services. Plusieurs décideurs politiques n'auront plus cette prétention qu'ils en savent plus que les personnes en situation de pauvreté. Les Rencontres européennes ont débouché sur un lent changement d'attitudes chez les décideurs politiques et les acteurs de la société civile.

« Nous voyons qu'il y a une charte pour défendre les consommateurs européens et que la pauvreté énergétique est un thème dont s'empare EAPN. »

2.4.3.4. *Contacts et réseaux*

Au cours des repas et des moments informels, les délégations et les personnes en situation de pauvreté ont l'occasion de rencontrer leurs membres nationaux du CPS et les politiciens pour leur demander de coopérer et de poursuivre les discussions

Des contacts ont également été noués entre membres du CPS, politiciens et personnes en situation de pauvreté.

« Un membre du CPS a été jusqu'à dire que, grâce à ses Rencontres avec des personnes en situation de pauvreté, les statistiques et documents qui encombrant son bureau ont « pris vie ». Les Rencontres ont rendu la pauvreté tangible. »

La pauvreté est un concept difficile à évaluer et à définir. Voilà pourquoi il est à ce point nécessaire d'écouter directement les personnes en situation de pauvreté. Qui n'a jamais écouté une personne en situation de pauvreté ne pourra jamais comprendre la pauvreté. Elles savent mieux que quiconque ce qui a changé dans leur vie, et peuvent l'expliquer au-delà des frontières.

La participation peut être, pour les politiciens, le moyen de vérifier la réalité. Elle contribue au travail de sensibilisation à la pauvreté, tout en permettant d'analyser quelles sont les conséquences réelles des politiques menées et des propositions formulées à la lumière de leur impact sur la réalité quotidienne des personnes en situation de pauvreté. Par exemple, un expert polonais du Bureau de planification statistique a déclaré qu'avec 400 zloty, les populations ont assez pour couvrir l'ensemble de leurs besoins de base. Un des représentants polonais en situation de pauvreté, cependant, lui a opposé sa propre expérience comme contre-argument (Coûts élevés de l'énergie, niveaux élevés des loyers, etc.) pour lui prouver que c'était loin d'être le cas.

« Au niveau de l'impact sur les acteurs – être confronté à des personnes en situation de pauvreté permet de faire un état des lieux important, de vous sensibiliser à la réalité des conséquences des politiques, de mieux les comprendre. Il y a également un élément de motivation émotionnelle qui aide les acteurs à se sentir plus engagés et à orienter différemment leurs actions. »

« Les politiciens parlent de la pauvreté, tout en enlevant une part de leur revenu à ceux et celles qui en ont le plus besoin ; ils ne voient pas et ne savent pas ce qu'est la pauvreté. Il ne la trouve nulle part dans leurs livres. Ils n'ont pas à survivre avec de faibles salaires. Ils ne sont pas confrontés au quotidien de la pauvreté, parce que leur niveau de vie est bien au-dessus de nos chagrins de tous les jours. »

Les délégations et les politiciens doivent faire face aux législations, aux mesures, aux exemples de bonne pratique des autres pays lors des Rencontres. Nombreux sont les domaines qui offrent ce genre d'exemples : les conseils en cas d'endettement, le logement social, le revenu minimum, etc. Les Rencontres donnent aux politiciens un aperçu de ce qui est réaliste et une possibilité d'échanger des bonnes pratiques.

2.4.3.5. *Références et mentions*

Les Rencontres ont aidé à étayer certains arguments. Le **compte-rendu des Rencontres est souvent cité en soutien aux diverses politiques** prônées par l'UE. Ils sont mentionnés dans des textes européens, dans des articles, dans des résolutions du Parlement, dans les conclusions du Conseil européen, etc. Les conclusions des Rencontres sont transmises à la Table Ronde sur la pauvreté et l'exclusion sociale. Certaines des conclusions de conférences ont été citées lors de la réunion suivante du Conseil des ministres des Affaires sociales. Des thèmes abordés lors des Rencontres ont trouvé un écho lors d'autres séminaires ou ont été repris dans des documents sur la coordination sociale, dans des documents d'experts ou lors du suivi qui leur a été apporté au Parlement européen. Par exemple, une conférence européenne a porté sur le thème de la pauvreté énergétique, qui avait été souvent abordé lors des Rencontres. Même lors de réunions où il n'y a pas de présence de personnes en situation de pauvreté, on y fait référence.

« Je me souviens du temps où je travaillais pour la Commission, j'ai été chargé de la rédaction du premier rapport conjoint sur l'inclusion sociale, après la première Table ronde. J'ai désespérément cherché des exemples de consultation lors de l'élaboration de ces plans au niveau national. »

Certains membres du CPS sollicitent souvent l'avis d'EAPN avant de soumettre leurs recommandations au Conseil des Ministres, les Rencontres leur ayant appris qu'EAPN, pour travailler, se base sur l'expérience de ses réseaux nationaux, présents sur tout le territoire de l'UE. Par exemple, le CPS a consulté un rapport du réseau belge sur la pauvreté énergétique, à la recherche de recommandations. Le président du CPS participe, depuis cinq ans aux Rencontres et joue un rôle central lorsqu'il s'agit de rédiger des interventions ou de donner des conseils à la Commission européenne, etc. Le CPS interagit de plus en plus avec des ONG entre les Rencontres européennes.

2.4.3.6. Liens avec d'autres événements et conférences

Des personnes en situation de pauvreté sont de plus en plus invitées à participer à d'autres conférences européennes ou réunions internationales. Lors de la conférence inaugurale de l'**Année européenne**, une plénière a été organisée avec des personnes en situation de pauvreté. Dans la presse, leur présence a été l'aspect de l'événement le plus mis en avant. Le lien entre la **Table ronde sur la pauvreté et l'exclusion sociale** et les Rencontres européennes s'est renforcé grâce à la présence lors de la table ronde de représentants des Rencontres européennes. Le nombre de personnes en situation de pauvreté présentes lors de la table ronde va encore augmenter et leur préparation s'améliorera, tandis que le lien avec la Rencontre européenne de l'année précédente sera davantage mis en avant. La Présidence et la Commission ayant approuvé la présence de personnes en situation de pauvreté lors des Tables rondes, celle-ci devrait se marquer plus encore à l'avenir. Les Rencontres entretiennent également des liens avec le **programme européen PROGRESS**.

Il n'est, cependant, pas toujours possible pour des personnes en situation de pauvreté de participer à d'autres Rencontres, en raison des obstacles linguistiques et du caractère parfois très technique des discussions.

« La Présidence belge prévoit, par exemple, d'organiser une autre conférence sur le thème de la pauvreté des enfants (...); ils insistent pour obtenir la présence de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, parce que la Présidence belge s'est engagée dans ce processus. Et d'autres collègues, qui ont déjà participé à ces réunions, disent qu'il est impossible de réellement y participer car on ne peut y parler que le français ou l'anglais, ce qui n'est pas très représentatif. Souvent votre présence n'y est qu'un alibi parce que la plupart des gens sont incapables de s'exprimer, que les débats sont souvent très techniques et qu'il faut s'y préparer longtemps à l'avance (...) Des personnes en situation de pauvreté seront présentes à la table ronde; je ne vois donc pas pourquoi il faudrait le répéter à chaque événement, si l'on veut que cela ait le moindre résultat. Sinon, cela n'a aucun intérêt, ni pour les personnes elles-mêmes ni pour les autres participants. »

2.4.3.7. Une plus forte pression politique

Bon an mal an, la Rencontre européenne (et ce qui s'y passe) reçoit de plus en plus d'attention. Il en va de même des Rencontres nationales des personnes en situation de pauvreté.

L'impact sur les personnes en situation de pauvreté se traduit par plus d'autonomie (empowerment) et un développement personnel. Grâce à ce regain d'autonomie personnelle, les personnes concernées sont plus actives, ce qui peut leur permettre d'avoir une plus grande influence politique.

« J'ai pris part à des débats et à des conférences et l'expérience européenne que j'y ai décrite est devenue un exemple de bonne pratique. »

Malgré l'absence de résultats politiques concrets, les Rencontres ont permis de soumettre les autorités nationales à une forte pression qui a pesé sur leurs politiques de lutte contre la pauvreté. Les décideurs nationaux savent que leurs politiques feront l'objet d'une évaluation lors d'une Rencontre européenne en présence d'autres décideurs et d'autres parties prenantes.

« Il y a un endroit en Europe où l'on peut parler librement. Et cela commence, peut-être, à les conditionner dans un certain sens. »

En dépit de cette pression, certaines des personnes interrogées entrevoient un risque de représailles qui entraîneraient un impact négatif. Elles craignent que la classe politique y voie un acte de provocation et qu'elle traite les personnes en situation de pauvreté non pas mieux, mais moins bien. Si l'on veut résoudre un problème, il convient d'abord d'en admettre l'existence, ce qu'un grand nombre de politiciens refusent de faire.

2.4.3.8. Les politiques européennes

L'enquête réalisée sur internet a donné quelques exemples positifs de l'impact des Rencontres sur les politiques européennes :

- Les Rencontres ont été utilisées au niveau de l'UE comme un exemple du fonctionnement de la participation.
- La Stratégie Europe 2020 reprend dans sa liste de thématiques celle de la pauvreté.
- L'idée d'une « plate-forme européenne contre la pauvreté » figure dans la Stratégie Europe 2020.
- L'inclusion active, comme thème, a été abordée lors des deux dernières Tables rondes sur la pauvreté et l'exclusion sociale en date, et le sera à nouveau lors de la prochaine édition.
- Les personnes en situation de pauvreté ont été directement impliquées dans plusieurs conférences européennes et ont pu y participer.
- La désignation de 2010 comme Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été influencée par les Rencontres.
- On envisage de mettre en place une commission chargée de formuler des recommandations politiques sur la pauvreté et le bien-être des enfants.

2.4.3.9. Les réseaux nationaux et les Rencontres

Un autre résultat politique remarquable réside dans le fait que les Rencontres européennes ont encouragé plusieurs Etats membres à consolider leur propre politique de participation et de dialogue, tout en organisant des Rencontres nationales semblables de personnes en situation de pauvreté. Des réseaux nationaux ont vu le jour grâce aux Rencontres et la coopération entre ONG s'en est trouvée renforcée. Plusieurs personnes interrogées, cependant, ont signalé que les Rencontres n'avaient pas encore convaincu leur propre gouvernement à mettre en place des structures nationales de participation, ni à organiser des réunions ou un véritable dialogue. Les Rencontres européennes, et d'autres Rencontres nationales du type, peuvent ouvrir les gouvernements nationaux aux vertus de la participation et les pousser à promouvoir une plus grande participation.

On a également donné des exemples de l'impact que peuvent avoir les Rencontres sur des politiques nationales. Les personnes en situation de pauvreté et les organisations et réseaux qui les représentent peuvent y avoir acquis un poids plus important. Les Rencontres européennes étant de plus en plus reconnues chaque année, certains réseaux nationaux ont également vu leur influence grandir au niveau national. Les Rencontres soumettent les gouvernements nationaux à une pression constante pour qu'ils renforcent le dialogue avec les autres acteurs. Les Rencontres créent le cadre de la participation et de la consultation. Elles rappellent combien est intéressante l'expertise acquise par l'expérience.

« Notre analyse interne, au sein d'EAPN, nous indique que des processus semblables se multiplient et qu'il y a une tendance à institutionnaliser les processus nationaux et à leur donner un certain poids dans la politique nationale. Les réseaux craignent moins le principe de participation, grâce à l'expérience acquise lors des Rencontres européennes et les projets participatifs se multiplient sur la scène politique. »

« Au niveau national, les politiques appliquées dans le domaine de l'accès à un logement abordable et à la nourriture, ainsi que dans le domaine de l'accueil de l'enfance, se sont basées sur les recommandations des Rencontres européennes de personnes en situation de pauvreté, ainsi que l'organisation régulière de Rencontres nationales de personnes en situation de pauvreté. »

A l'occasion de la quatrième Rencontre, la Présidence luxembourgeoise a décidé de demander au Conseil que chaque Etat membre organise une Rencontre semblable au niveau national ou régional. Cette recommandation officielle a contribué à convaincre les autorités nationales et régionales à s'intéresser au processus participatif.

« Je me souviens de la Présidence luxembourgeoise. Les décideurs du Luxembourg qui organisaient la Rencontre avaient été frappés par ce qu'ils avaient entendu et l'expérience qu'ils avaient ressentie. Cela a sans doute eu un impact. »

Les Rencontres ont rappelé aux politiciens nationaux ce que sont leurs obligations sociales.

« On s'aperçoit en fait que la plupart des ajustements politiques doivent être réalisés au niveau local et régional ou aux niveaux régional et national ; rien ne se fait au niveau de l'UE. Mais les Rencontres pourraient avoir une certaine influence par la pression qu'elle exerce sur les Etats membres. »

Dans certains pays, les Rencontres ont permis aux réseaux nationaux et aux organisations d'acquiescer une plus grande reconnaissance ; cela a été à l'origine d'un dialogue national direct. Ce soutien national est l'un des résultats des Rencontres. Certains des réseaux nationaux ont obtenu une aide du gouvernement et / ou des subventions. Par exemple, en Autriche le processus de préparation a reçu le soutien du gouvernement.

Les Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté ont été à l'origine de l'organisation de Rencontres semblables au niveau national. Par exemple, ce fut le cas à Dublin, où un fonctionnaire de la Commission européenne a organisé une réunion sur l'inclusion sociale. Grâce à ces Rencontres, certains plans d'action nationaux font référence au concept de participation (par exemple en Irlande) :

« Ce que je veux dire, c'est que les Etats membres sont tenus de mener des plans d'action nationaux, dans le cadre du processus européen. Souvent ces plans ne sont pas de très grande qualité, mais dans quelques rares pays, on les prend au sérieux. Il y a une chose qui s'est nettement améliorée : lors de la rédaction des plans nationaux, les autres savent qu'à un moment donné, ils devraient consulter ceux et celles qui font l'expérience de la pauvreté et leur demander quelles sont leurs priorités dans les différents domaines politiques. Et cette tendance se généralise. Mais ce n'est le cas que dans quelques pays. (...) Les Rencontres ont créé un regain de pression sur les Etats membres au niveau national, qui se voient encouragés à intégrer la participation dans leur propre processus. »

Au RU, des personnes en situation de pauvreté sont souvent invitées à conseiller les ministères lorsque ceux-ci abordent des questions liées au processus d'inclusion sociale.

Non seulement des Rencontres similaires sont-elles organisées, mais plusieurs pays ont également entamé leur propre processus participatif et ont impliqué des personnes en situation de pauvreté dans l'élaboration de leurs politiques.

« En Belgique, il est évident que les personnes en situation de pauvreté sont consultées et peuvent prendre la parole. Elles se sont même fait entendre dans l'enceinte du parlement. Un coordinateur est systématiquement présent, pour accompagner la personne en situation de pauvreté. Les politiciens belges savent que parler avec des personnes en situation de pauvreté leur permet de se confronter directement à une autre réalité sociale. Le réseau belge a également pu contribuer au plan d'action fédéral contre la pauvreté. Des personnes en situation de pauvreté ont été associées au processus et ont pu corédiger certains rapports politiques. En retour, le gouvernement s'attend à recevoir des dossiers et des documents bien préparés de la part des personnes en situation de pauvreté et de leurs coordinateurs. »

Un des objectifs des Rencontres était de pousser les Etats membres à assumer avec sérieux leurs responsabilités dans l'accompagnement du processus de préparation nationale et de suivi. Si dans certains pays, comme en *Belgique* et en *France*, un dialogue existait déjà en amont, dans d'autres, comme au *RU*, un processus de consultation et un début de dialogue avec les personnes en situation de pauvreté ont vu le jour grâce aux Rencontres et à la stratégie « inclusion sociale ». Avant cela, le *RU* faisait très peu de choses en la matière. Le même constat s'applique à l'*Allemagne* et à l'*Espagne*. Certaines régions ont entrouvert la porte à une première discussion sur la participation. Cependant, tous les gouvernements ont encouragé les processus de participation. En *Grèce*, les Rencontres européennes n'ont pas

eu de véritable influence sur la participation dans les dossiers de politique nationale. Vu leur passé culturel, dans les nouveaux Etats membres, le processus de participation a plus de difficultés à s'enclencher. Cependant, des Rencontres nationales s'imposent si l'on veut influencer la politique nationale.

« En Italie, on souligne une évolution positive dans le dossier des camps de Roms. Alors que se déroulait la septième Rencontre à Bruxelles, dans le quartier napolitain de Ponticelli, des individus ont mis le feu à des camps de Roms. La délégation italienne a présenté une pétition demandant aux institutions européennes de condamner ces actes. La pétition, signée par l'ensemble des délégations nationales présentes à la Rencontre, a été remise au Commissaire Spidla. Les personnes interrogées pensent que cette pétition fut l'une des nombreuses réactions politiques qui ont attiré l'attention des institutions européennes sur la condition des Roms dans certaines villes italiennes. »

« Un des délégués Roms originaire d'Italie fut ensuite invité (grâce aux Rencontres) à parler de la situation des Roms lors d'une conférence en Espagne. Après cela, plusieurs fonctionnaires des Etats membres de l'UE se sont rendus dans des camps de Roms, afin de susciter un plus grand intérêt pour ce dossier. Non seulement, le niveau local était-il davantage sensibilisé à la question, mais également les niveaux politiques plus élevés. Depuis cette invitation à la conférence Espagnole et les visites des fonctionnaires, les politiques locales se sont humanisées. Le dialogue s'est renforcé avec les décideurs et l'attitude de ces derniers a changé. »

« Un autre aspect positif était la présence d'un fonctionnaire du Ministère italien du Travail lors de la huitième Rencontre européenne : le ministère avait suivi de près tous les événements nationaux organisés lors de l'année 2009. En effet, il avait accepté de financer plusieurs Rencontres nationales dans le cadre d'un projet confié au CILAP (EAPN Italie). D'après les personnes interrogées, ce projet a permis de multiplier les Rencontres. »

« Si certaines personnes interrogées ont le sentiment que le Ministère du Travail, ou du moins que certains départements du ministère, est davantage ouvert à la problématique de la pauvreté et de l'inclusion sociale (et au travail du CILAP), d'autres sont d'avis que « l'Italie s'intéresse de moins en moins aux problématiques de la pauvreté. »

Comme les Italiens qui ont répondu au questionnaire le disent, la communication s'est renforcée entre les personnes en situation de pauvreté et la classe politique. Mais cela ne signifie pas qu'on utilise davantage les « pratiques de la consultation ».

En Pologne, on pense que les politiques européennes ont eu davantage d'influence sur les politiques nationales que l'inverse. Un des décideurs polonais est d'avis que les Rencontres européennes ont eu plus d'impact sur les membres du CPS que sur la politique nationale polonaise. Il y a plus de membres du CPS présents aux réunions et ils font passer l'information au « bureau ».

Dans les différents Etats membres, on donne divers exemples d'influence politique :

Royaume-Uni

« Dans la politique britannique, on met plus l'accent sur les travailleurs pauvres et sur l'endettement, ainsi que sur la participation des personnes directement concernées. »

Autriche

« En Autriche, les Rencontres ont été à l'origine du financement d'un processus national de participation ; elles ont permis de sensibiliser les autorités publiques qui ont accepté d'associer – ou du moins de commencer à consulter – les personnes en situation de pauvreté »

Finlande

« On commence à discuter d'un abaissement de la fiscalité sur les bas revenus. »

2.4.3.10. *Résumé*

Au-delà de ces exemples de conséquences positives des réunions sur les politiques, ajoutons que plusieurs personnes interrogées disent n'avoir remarqué aucune incidence positive des Rencontres sur les politiques. La lecture des statistiques dans la partie quantitative le confirme.

« Un décideur italien fait la critique suivante : les décideurs n'ont pas besoin de consulter les personnes en situation de pauvreté car les scientifiques, les assistants sociaux, les syndicats et les ONG leur fournissent déjà toute l'information nécessaire. »

Comme le montre l'évaluation quantitative, la distance entre les participants et les décideurs lors des Rencontres semble immense. Ce constat s'applique particulièrement aux délégués norvégiens qui se disent plus proches des politiciens qu'ils rencontrent chez eux par rapport à ceux qu'ils côtoient lors des Rencontres.

Les difficultés restent nombreuses lorsqu'il s'agit d'influencer les politiques et la raison en est souvent la multiplication des élections qui poussent les politiciens à ne **penser qu'au court terme**, le temps de leur mandat. L'administration reste d'habitude le partenaire permanent. N'oublions pas que l'impact politique n'est pas toujours immédiatement visible ; il se peut que les conséquences politiques des Rencontres n'apparaissent qu'après un certain temps.

Le risque subsiste que les Rencontres **soient utilisées comme une excuse pour ne rien faire** dans la lutte contre la pauvreté, qu'elles ne soient rien d'autre qu'un passage obligé formel et que leurs conclusions restent sans réponse. Qui plus est, on ne peut limiter une véritable participation à cette seule Rencontre annuelle. Par exemple, si le gouvernement tchèque a dit vouloir organiser sa propre Rencontre, la Ville de Prague a pour politique de n'offrir aucun service aux sans-abri, ce qui paraît totalement contradictoire. De ce point de vue, les faux espoirs que les Rencontres risquent de susciter posent problèmes.

Le danger existe également que les politiciens voient dans les Rencontres le point final de la participation, alors que, dans la réalité, la participation doit aller bien au-delà. Elle exige également une phase préparatoire et une phase de suivi au niveau national et peut se présenter sous diverses formes (au niveau micro et à l'échelon de l'UE). La participation doit être un processus de longue haleine, qui ne peut se limiter à une simple série de Rencontres.

« La Rencontre à Bruxelles n'est pas l'événement le plus important. Ce qui est important, c'est la préparation qui a lieu au niveau national, et mon propos s'adresse également aux organisations comme Eurochild, qui souhaitent impliquer les enfants. La participation ne peut être organisée pour le seul plaisir de l'organiser. Elle doit avoir un sens, elle doit déboucher sur un résultat concret. Vous avez un objectif, que vous voulez réaliser et donc, vous impliquez tout le monde. Voilà pourquoi, d'après moi, la partie la plus importante du processus est la préparation qui a lieu au niveau national. En effet, les situations sont très différentes d'un Etat membre à l'autre (...) Les Rencontres à Bruxelles sont le sommet de l'iceberg. »

2.4.4. Quelques conseils pour renforcer l'impact politique

2.4.4.4. Institutionnalisation

Parmi les réponses apportées à notre enquête sur internet, citons le souhait que la participation soit réelle, institutionnalisée et garantie.

2.4.4.5. Préparation et accompagnement

Un soutien financier à la participation au niveau national s'avérerait utile. Si l'on veut influencer les politiciens, une bonne préparation et un véritable accompagnement s'imposent. Les populations doivent dépasser leurs propres situations, apprendre à prendre la parole au nom d'un groupe, approfondir des thèmes qu'elles-mêmes estiment importants, etc. Pour que cet objectif soit réalisé, la Commission ou les gouvernements nationaux doivent prévoir un budget pour la préparation et le suivi et devraient offrir un soutien aux réseaux nationaux. Pareille démarche pousserait les décideurs à consulter les personnes en situation de pauvreté lors de l'élaboration de leurs rapports à propos de l'exclusion sociale.

« Par exemple, le réseau belge dispose d'une délégation forte, qui connaît ses dossiers. Cela s'explique, en partie, par les ressources et le soutien qu'il reçoit (en vertu du programme fédéral de réduction de la pauvreté en Belgique), ce qui leur permet de recruter du personnel, des coordinateurs, des interprètes, etc. L'excellente qualité de leurs contributions vient du travail immense abattu pendant des années par les réseaux régionaux. Les thèmes discutés ont déjà fait l'objet de nombreuses analyses et les personnes en situation de pauvreté sont depuis longtemps associées au processus. »

2.4.4.6. Suivi et planification

Pour ce qui concerne le suivi, il est important que les Rencontres ne se contentent pas de formuler quelques propositions. Un véritable suivi soumettrait les politiciens à une pression qui les forcerait à répondre aux propositions et à préparer les mesures politiques qui s'imposent.

Une planification plus stratégique est nécessaire. Par exemple, les Rencontres pourraient avoir lieu juste avant les Sommets européens, afin de créer un lien évident entre les deux événements, afin de donner une plus grande visibilité et une plus grande couverture médiatique aux Rencontres. En 2010, la Rencontre a eu lieu le week-end qui suivait le Sommet, ce qui n'était pas le meilleur choix stratégique. Il avait été décidé d'organiser la

neuvième Rencontre après le Sommet dans le but d'associer un maximum d'Eurodéputés. Pendant la semaine du Sommet européen, les eurodéputés étaient en session plénière à Strasbourg, alors qu'il est de coutume d'organiser les Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté à Bruxelles. Il serait plus judicieux et stratégique d'organiser les Rencontres en lien avec la Table ronde européenne sur la pauvreté et l'exclusion sociale. Il serait également judicieux de veiller à ce que les Rencontres aient lieu tous les ans, de manière à leur donner une certaine régularité.

2.4.4.7. Politiciens

De plus en plus de membres du CPS devraient être présents. S'ils sont venus en nombre certaines années, leurs rangs ont été plus parsemés à d'autres occasions. Il convient d'obtenir la présence d'un large éventail de décideurs politiques. Non seulement les politiciens déjà convaincus doivent-ils être présents, comme les personnes en charge des affaires sociales et des politiques de réduction de la pauvreté, mais il faudrait obtenir la présence des décideurs et ministres responsables des affaires économiques, des finances, etc. Il conviendrait également d'inviter des représentants d'autres DG (Directions Générales) de la commission, par exemple des finances ou de l'agriculture. Cependant, il reste primordial d'éviter une présence trop massive de politiciens, qui priverait les personnes en situation de pauvreté d'une partie de leur temps de parole. L'impact serait plus grand si les politiciens ne se contentaient pas de venir faire leur intervention avant de quitter la Rencontre, mais s'ils participaient réellement à un dialogue direct lors des ateliers. Nous savons que l'exercice serait périlleux pour les politiciens, les personnes en situation de pauvreté ayant l'habitude de s'exprimer de manière très critique.

Les Rencontres pourraient avoir un impact politique plus fort si elles visaient davantage les chefs d'États et de Gouvernements, les politiciens de plus haut niveau, mais également les gouvernements nationaux.

Non seulement faudrait-il garantir la présence d'un plus grand nombre de politiciens, mais également celle de leurs administrations. Dans de nombreux cas, celles-ci ont autant d'importance et garantissent plus de continuité à l'action menée.

« A l'instar de nombreux autres pays, la Pologne n'avait aucun politicien national présent lors des Rencontres. Les personnes en situation de pauvreté originaires de ce pays ont signalé que cela empêchait leur participation et réduisait l'impact des Rencontres sur les politiques nationales. Un entretien avec un politicien polonais laisse penser que l'absence de politiciens aux Rencontres s'explique par plusieurs raisons. »

« Premièrement, les politiciens polonais ne sont pas convaincus de l'importance des Rencontres. Si les Rencontres européennes sont peut-être devenues un instrument influent, elles n'ont pas encore acquis un poids suffisant pour qu'un ministre polonais y participe. Le concept de participation n'a pas encore percolé chez les politiciens polonais et ils sont nombreux à penser que la participation lors des Rencontres est quelque chose de révolutionnaire. La politique polonaise n'a pas de tradition de participation directe des personnes en situation de pauvreté et reste très bureaucratique. Nombreux sont les politiciens craignant d'entamer un processus

participatif lors des Rencontres, de peur des conséquences que cela pourrait avoir sur leur administration, leur ministère et leur politique. »

Un autre problème résidait dans l'envoi tardif des invitations au CPS, ce qui a souvent empêché ses membres de mettre les Rencontres à leur agenda.

2.4.4.8. Attention médiatique

Une plus grande attention des médias pourrait également renforcer l'impact des Rencontres. Par exemple, en *Belgique*, les Rencontres n'ont jamais trouvé d'écho dans les médias du service public. Par contre, ce fut le cas dans d'autres pays. S'il incombe aux réseaux nationaux d'obtenir des médias nationaux qu'ils s'intéressent aux Rencontres, EAPN pourrait leur donner des conseils stratégiques pour y parvenir.

Il est évident que la Commission européenne souhaite que les Rencontres trouvent un plus grand écho dans les médias. Une des personnes interrogées, cependant, a dit douter des raisons qui poussent certains à souhaiter un plus grand intérêt de la part des médias. Elle estime que les politiciens souhaitent la présence de la presse dans le seul but de se faire connaître. Elle craint, dès lors, que les journalistes se contentent de répercuter quelques témoignages larmoyants et sensationnalistes. La presse est la bienvenue lors des Rencontres. Le problème ne vient pas d'un manque d'intérêt pour la pauvreté. Il provient de la manière dont on la présente.

Grâce à l'appui de la Commission, de plus en plus de journalistes sont présents et parlent davantage des Rencontres. Si l'on souhaite que les Rencontres aient un impact politique plus fort, il est souhaitable d'obtenir une plus grande attention des médias, mais cela ne doit pas nécessairement passer par les médias traditionnels. Nous pouvons également utiliser les nouveaux médias.

« Les médias et la presse en Norvège sont nos alliés car ils contribuent à ce que l'on parle de la pauvreté. Ils aident les ONG dans leur travail de pression et font connaître les témoignages de personnes en situation de pauvreté. Nous voyons dans les médias un partenaire important. Les relations tissées entre les médias norvégiens et les ONG de lutte contre la pauvreté peuvent servir d'exemples pour les autres pays. Cela montre qu'il est possible de réconcilier les « lois des médias » et les objectifs des personnes en situation de pauvreté et des ONG. »

« Les ONG polonaises et la délégation des personnes en situation de pauvreté, ainsi que les politiciens, ont mentionné que les Rencontres et de manière plus générale les thèmes liés à la pauvreté n'attiraient pas suffisamment l'attention des médias en Pologne. Ils se sont tous accordés pour dire qu'une plus grande attention médiatique donnerait aux Rencontres un impact plus important sur l'opinion publique, sur les politiciens et sur les politiques européennes et nationales. On considère que les médias sont l'un des outils les plus efficaces pour combattre la pauvreté. Toutefois, les médias polonais privilégient le sensationnalisme, et s'intéressent très peu à la pauvreté, aux politiques sociales ou à l'Europe. »

2.4.4.9. Visibilité

L'impact politique s'accroît au fur et à mesure que le public atteint s'élargit.

Si nous voulons sensibiliser le public à propos des Rencontres, il convient de davantage les faire connaître. Quand la population sera au courant de la tenue des Rencontres, elle se sentira davantage concernée par les sujets qui y sont traités.

Signalons toutefois qu'une plus grande visibilité signifie plus d'attentes. Il sera d'autant plus important d'assurer un bon processus de suivi. Si les Rencontres s'institutionnalisent et deviennent plus politiques, la réaction des politiciens à son égard prendra également de l'importance. La commission pourrait élaborer une recommandation ou un outil de communication, pour en assurer la mise en oeuvre.

2.4.4.10. Quelques conseils

Les Rencontres doivent être plus concrètes. Si ce n'est pas le cas, le danger existe qu'elles restent de l'ordre de la théorie, sans aucune conséquence pratique. Certains se plaignent d'avoir l'impression qu'on leur demande toujours de parler de leurs expériences personnelles, alors qu'eux-mêmes préféreraient aborder des aspects plus politiques, des recommandations politiques et des propositions de changement politique. D'après une des personnes interrogées, il serait préférable d'organiser des plus petits groupes discutant de sujets précis. Il arrive souvent que les personnes en situation de pauvreté viennent aux Rencontres avec relativement peu d'informations sur ce qui se passe au niveau européen.

« Les recommandations ne se traduisent pas en actions parce qu'elles restent souvent de l'ordre des généralités. Si l'on s'efforce de renforcer la participation des personnes en situation de pauvreté, rien n'est fait pour améliorer le contenu politique. Le danger existe que l'on privilégie uniquement le processus, au risque de marginaliser la discussion politique. »

« Le président de session lors de la Rencontre pourrait être davantage précis lors de son intervention d'introduction, et proposer quelques thèmes qui feraient « la Une » lors de la Rencontre. Par exemple, si la prochaine Rencontre porte sur l'Année européenne 2010, on pourrait choisir comme thèmes certains des éléments les plus importants de celle-ci. »

Un des experts donne un exemple de la manière d'améliorer les Rencontres et de les rendre plus concrètes :

« Au Danemark, on a mis en place une stratégie nationale sur le phénomène des sans-abri et la discussion a porté sur les deux différentes approches que cette stratégie pourrait adopter. La première s'intitulait « un logement en premier lieu », et la seconde suivait le modèle « de l'escalier ». Une Rencontre a été organisée avec les sans-abri vivant au Danemark pour leur expliquer, dans un langage simple, ces deux concepts, et pour leur demander ce qu'ils en pensaient et lequel ils préféraient. On leur a également dit que le gouvernement danois avait déjà pris sa décision, et qu'il avait opté pour le modèle « un logement en premier lieu ». Ainsi, on a donné aux personnes concernées toute l'information nécessaire, on leur a expliqué l'objet de l'intervention, tout en leur disant qu'ils n'allaient pas pouvoir changer la décision du

gouvernement, mais que leur contribution pouvait aider à prévenir certains des effets collatéraux négatifs auxquels le gouvernement n'avait peut-être pas pensé. Il s'agissait donc d'une politique nationale, mais elle a été expliquée sous la forme de questions concrètes permettant aux personnes qui avaient fait l'expérience du sans-abrisme au Danemark de comprendre le contexte général et ce fut le cas. D'après moi l'intérêt pour les décideurs et d'autant plus fort que la discussion est concrète. (...) »

Il faudrait mettre davantage en l'évidence les objectifs concrets des Rencontres. Ces objectifs devraient ensuite faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

« Si le compte rendu de chaque Rencontre européenne fait l'objet d'une discussion au conseil européen, nous n'obtenons néanmoins aucune réaction claire à nos recommandations et à nos propositions. Les politiciens doivent nous donner des exemples de la manière dont ils nous ont écoutés et de l'impact qu'ont eu nos recommandations. »

2.4.4.11. Rapports

Les comptes-rendus doivent faire l'objet d'une plus large diffusion et être mieux utilisés. Pour l'instant, on se limite à les envoyer aux participants. Il convient de préciser le lien entre les Rencontres et les politiques. L'on devrait davantage utiliser les comptes-rendus pour souligner les différences entre les recommandations et les politiques en vigueur. Nous avons besoin de publications et de rapports des Rencontres ayant plus de poids, afin de que les politiciens et les organisations les utilisent davantage.

Il serait préférable que les comptes-rendus des Rencontres européennes soient non seulement traduits, mais également publiés dans différentes langues. Ces rapports devraient également contenir une page consacrée à la situation dans chaque pays. Ainsi, les rapports auraient également une utilité au niveau national et pourraient servir de matériel pédagogique dans les écoles.

2.4.4.12. Moments informels

Plusieurs réponses à l'enquête sur Internet ont souligné le fait que l'impact politique se fait plus largement sentir au cours des moments informels de la Rencontre. C'est à ce moment-là que des contacts fructueux se nouent entre les délégations nationales et les politiciens. Si nous voulons que cet impact politique et ces moments de lobbying soient plus efficaces, il conviendrait de leur consacrer plus de temps.

2.4.4.13. Politiques multidimensionnelles

Des politiques multidimensionnelles s'imposent, et ce constat s'applique également à la participation. Les Rencontres doivent s'inscrire dans un travail politique et dans les autres activités d'EAPN. En parallèle, il faudrait permettre plus de participation à d'autres événements européens et dans d'autres secteurs. Les Rencontres devraient rester à l'ordre du jour d'autres événements européens et nationaux, tandis que les politiques européennes et nationales, notamment en matière de participation, doivent être davantage coordonnées.

« Si nous voulons renforcer la participation des personnes en situation de pauvreté et de tous les citoyens européens dans les politiques de l'Union européenne qui

concernent leur vie (pas seulement dans les politiques sociales, mais également dans les politiques économiques ou rurales, dans les politiques transports ou de la santé). »

« Le principal défi est que la Rencontre doit rester un moment privilégié pour vérifier la réalité ; il faut que ses conclusions soient de plus en plus prises en compte dans d'autres espaces, comme lors de la Table ronde sur la politique sociale organisée par les Présidences d'automne. »

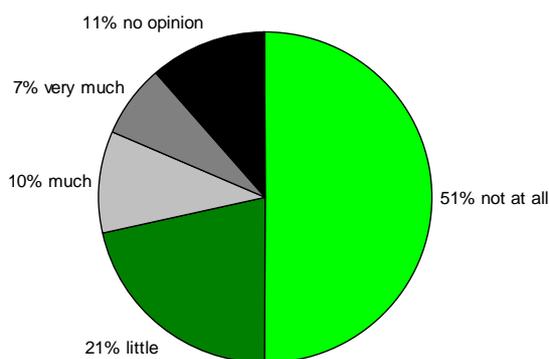
2.5. Participation aux Rencontres

2.5.1. Pourcentages relatifs à toutes les personnes interrogées

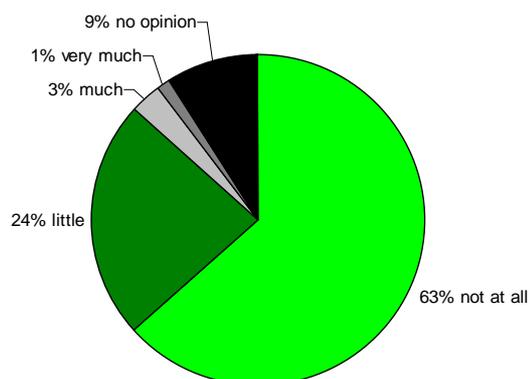
D'une manière générale, la participation aux Rencontres est un succès. Environ 87 % des personnes interrogées n'ont rencontré aucune problème linguistique. Près de 84 % étaient motivées et 83 % n'estiment pas que la pression de travail était trop élevée. Environ 80 % des participants estiment avoir pu intervenir lors des débats et 78 % se sont dits suffisamment informés.

Environ 72 % de toutes les personnes interrogées signalent n'avoir rencontré aucun problème de préparation, seulement 17 % ayant rencontré des problèmes à ce niveau. L'unique problème au niveau de la participation réside dans le fait qu'environ 26 % des personnes interrogées disent avoir eu des attentes trop élevées.

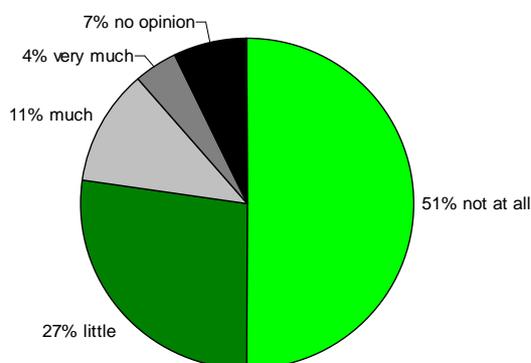
The preparation was too short



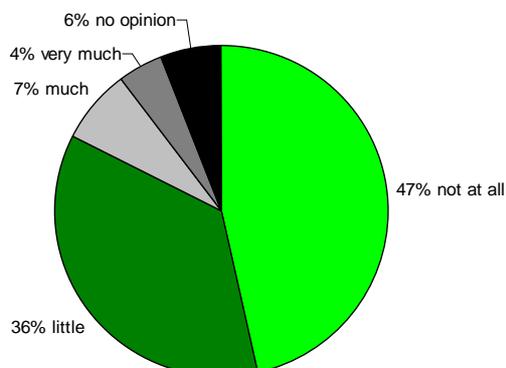
The spoken language was too difficult



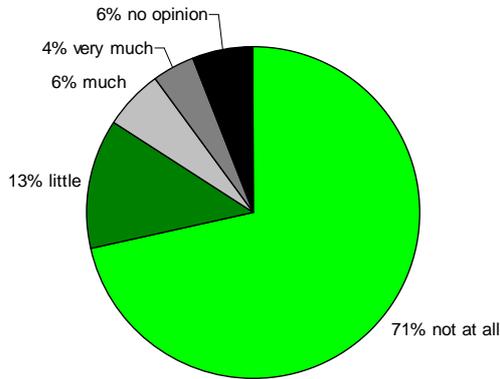
Not enough information was given about the meeting



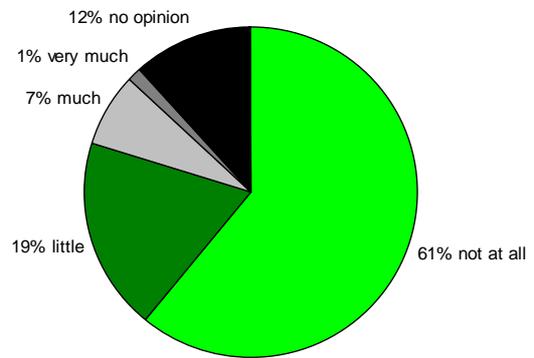
The work pressure at the meeting was too high



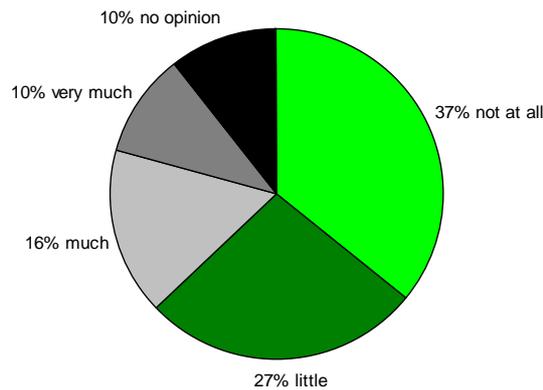
I was not motivated to participate



I did not get the right to intervene in the debate



There was a gap between my expectations and the results of the meeting



2.5.2. Pourcentages par catégories de personnes interrogées

93 % des **décideurs politiques** signalent avoir rencontré quelques problèmes au niveau de la participation.

Les **personnes en situation de pauvreté** n'ont rencontré que peu ou pas de problèmes au niveau de la participation. Près de 92 % d'entre elles étaient suffisamment motivées, environ 88 % disent avoir été suffisamment informées, 83 % ne pas avoir été soumises à trop de pression ; 83 % n'ont connu aucun problème pour intervenir lors des débats et 82 % n'ont connu aucun problème d'ordre linguistique. Toutefois signalons que 48 % des personnes en situation de pauvreté ont dit n'avoir eu aucun problème dû à des attentes trop élevées, tandis qu'un même pourcentage (48 %) prétend avoir entretenu des attentes trop élevées par rapport aux Rencontres.

Les **représentants des ONG** semblent avoir rencontré plus de problèmes, notamment en raison d'un manque d'informations (près de 21 % de toutes les personnes interrogées venant d'ONG), ou d'attentes trop élevées (22 %). Ils n'ont rencontré aucun problème linguistique (78 %), aucun problème de motivation (50 %), ni aucune pression du travail (75 %), et disent avoir eu la possibilité d'intervenir (75 %). 62 % des ONG interrogées ont dit n'avoir eu aucun problème de préparation.

L'équipe organisatrice semble également avoir entretenu des attentes trop élevées par rapport aux Rencontres. Environ 50 % de ses membres ont indiqué que leurs attentes étaient trop élevées. La langue et l'information n'ont constitué aucun problème pour l'équipe chargée de l'organisation. Environ 71 % se sont dits satisfaits de la préparation (29 % n'ont pas répondu). Un membre de l'équipe organisatrice dit avoir connu un problème de pression de travail et une personne signale un manque de motivation.

Résumé par catégorie

	Décideurs	ONG	Personnes en situation de pauvreté	Equipe organisatrice
Pas de problème de participation	93%	75%	92 %	86 %
Attentes trop élevées	14 %	22%	48%	50%
Satisfaits de la préparation	86 %	62%	71 %	71%

2.5.3. Informations au-delà des statistiques

Les chiffres dressent un tableau positif de l'évaluation de la participation lors des Rencontres. Les personnes interrogées se disent généralement satisfaites du niveau de participation.

« Je pense que la Rencontre a été un succès grâce à la participation des personnes, leurs souhaits ont été bien articulés, ainsi que les problèmes les plus importants pour chaque pays. »

« J'ai pu dire que je venais de la population Rom, ce qui parfois est très difficile, car vous ne savez jamais comment les gens vont réagir. »

Malgré ce niveau élevé de satisfaction, nombreuses sont les personnes interrogées qui ont souhaité donner des conseils afin d'améliorer la participation lors de futures Rencontres. De nombreuses personnes ayant répondu à l'enquête sur Internet disent n'avoir participé qu'une seule fois aux Rencontres. Il s'agissait de « nouveaux » participants. En conséquence, ils en ont sans doute tiré moins de bénéfices au niveau de leur développement personnel et ont connu plus de problèmes de participation qu'un participant plus régulier.

Nous devons ajouter que la participation ne peut se limiter aux seules Rencontres. Elle a une portée plus large. Elle exige une plus grande intégration dans la société et une application accrue dans plusieurs domaines politiques, au niveau de l'Union européenne et dans chaque pays. Un des objectifs des Rencontres est de **renforcer la participation au sein des ONG**, de manière à ce que les personnes en situation de pauvreté puissent être plus actives au sein de leur réseau et de leurs associations.

« Je pense que la participation n'est pas un but en soi. La participation poursuit un objectif, c'est-à-dire essayer d'engranger des résultats. Et donc pour moi, c'est cela la participation ; la question qui se pose est la suivante : est-ce que la Rencontre contribue à essayer, essayer dans cette lutte difficile, d'obtenir des avancées sociales ? »

« Les Rencontres européennes s'inscrivent dans un processus qui dure tout au long de l'année au niveau national, un processus qui permet donc d'impliquer les populations les plus vulnérables et de les mettre en capacité de participer aux Rencontres et de prendre une part active dans la société en général. »

« Vous ne pourriez jamais et ne devriez jamais orienter votre participation autour de ce processus, car la participation à un sens qui va bien au-delà de tout cela, et elle peut avoir lieu dans différents forums, tant, comme nous le savons, au niveau local qu'au niveau européen, et elle ne devrait jamais être réduite à cela. »

Il est positif qu'un grand nombre des politiciens et des représentants d'organisations de la société civile présents soient **déjà convaincus** de l'intérêt de la participation ; dans le cas contraire, il serait très difficile pour les personnes en situation de pauvreté de participer, de raconter leur parcours de vie et de convaincre les politiciens. Certaines personnes en situation de pauvreté quittent leur village pour la première fois de leur vie, on ne peut donc attendre d'elles qu'elles puissent convaincre toutes seules les politiciens et les ONG de l'intérêt de la participation. Les politiciens doivent faire preuve d'ouverture et être disposés à entendre les participants, et abandonner toute posture défense ou argumentative. Si les personnes en situation de pauvreté se sentent intimidées, cela contribue à obscurcir leur argumentaire. Elles participent moins et finissent par s'enfermer dans le silence.

Les moments informels revêtent une grande importance, car ils encouragent la participation. La « place du marché » semble constituer une bonne pratique. Lors de ces moments informels, d'autres thèmes que ceux abordés lors des sessions officielles peuvent être discutés. Cependant, il semble souhaitable de consacrer plus de temps à ces moments informels et de prévoir plus d'interprètes.

« J'apprécie l'approche de la place du marché, car c'est l'occasion d'un échange plus informel entre des personnes en situation de pauvreté venant de différents pays et les autres parties prenantes. »

S'il est certainement possible d'améliorer la participation, il est tout aussi nécessaire de faire preuve d'attentes réalistes. Ainsi, il n'est pas simple de gérer des débats dans plus de 22 langues, entre des personnes qui viennent d'horizons divers, qui n'ont pas toutes le même niveau de connaissances, ni d'expériences.

2.5.3.1. Préparation

Les Rencontres sont stressantes et très exigeantes. Les personnes en situation de pauvreté doivent trouver le courage de participer et de prendre la parole face à un large public. Pour qu'elles y parviennent, il convient de mettre en place une structure de **préparation nationale des thèmes abordés**.

Les Rencontres ont évolué avec le temps et bénéficient aujourd'hui d'un processus de préparation bien meilleur qu'au tout début. En conséquence, les participants y viennent mieux préparés et il leur est plus simple d'intervenir. Grâce à cette meilleure préparation, le message des Rencontres est plus politique et moins personnel. Les personnes en situation de pauvreté prennent la parole en connaissance de cause et partagent leur expertise. La participation ne peut pas immédiatement atteindre un niveau d'excellence. Cependant, si la phase de préparation s'est améliorée, elle reste souvent ad hoc. Il devrait plutôt s'agir d'un processus long, couvrant toute l'année. EAPN peut offrir ses conseils en matière de processus de préparation.

« Je pense qu'au début, il s'agissait plutôt d'un exercice de consultation ; maintenant, nous améliorons les choses... d'une année à l'autre, mais également entre les Rencontres, dans notre travail au niveau national, au sein des réseaux nationaux, dans le but de renforcer la participation au sein d'EAPN ; à tous les niveaux, nous améliorons le processus et nous nous rapprochons de... ce que j'appellerais une bonne participation, oui c'est ça. Je vais vous donner un exemple. L'année dernière, on a adressé une demande ferme à la Commission: bien OK, on vient tous les ans et aujourd'hui c'est à vous à nous dire ce que vous avez fait... de nos demandes. »

La situation personnelle de chaque participant exige qu'on leur apporte un soutien, sous une forme ou l'autre. Voilà pourquoi il est très important que les participants **appartiennent à un groupe**, qui les aide à se préparer. Cependant, il convient également de mettre en place un mécanisme normalisé de préparation, afin de gommer les différences de niveau de préparation entre les pays. Les participants doivent être bien préparés, faute de quoi ils se sentiraient frustrés et auront l'impression qu'on ne les écoute pas. La délégation polonaise a fait remarquer que les délégations les mieux préparées avaient tendance à monopoliser la parole lors des débats :

« Ce qui permet la participation lors des Rencontres, c'est le processus de préparation qui a eu lieu en aval. »

« Certaines personnes viennent très bien préparées ; elles savent ce qu'elles peuvent attendre de la réunion et sont capables de partager, tandis que d'autres ne le sont pas. Pour moi, la préparation est très importante. La difficulté, lors de ce genre de Rencontres, c'est qu'il n'est jamais possible que tout le monde soit à un même niveau de préparation, parce que tout dépend des réseaux nationaux qui doivent s'en occuper. »

On peut améliorer la phase de préparation par une meilleure formation des coordinateurs nationaux.

Il est indispensable que les participants sachent ce qui est possible dans la participation et ce qu'il est réaliste d'attendre des politiciens. Comme l'ont révélé les résultats du questionnaire, les attentes d'un grand nombre des participants se sont avérées trop élevées.

Cela peut avoir un impact négatif sur la participation. Ce constat met en évidence l'importance du processus de préparation, pendant lequel on doit se concentrer sur ce que les participants peuvent attendre du processus dans sa globalité. Les personnes en situation de pauvreté doivent mieux comprendre et connaître le niveau européen. Par exemple, nombreux sont les participants qui ont une fausse idée de la structure hiérarchique au niveau européen. Ils espèrent que l'Europe va forcer leur gouvernement à accéder aux demandes formulées lors des Rencontres. Cependant, l'UE n'a ni la possibilité ni les moyens d'y parvenir.

« Si votre participation est importante, elle n'a va pas changer la situation du tout au tout. Ni dans votre vie, ni au niveau politique ; et cela peut être très frustrant quand on y pense : vous venez ici, vous avez dit cela et rien ne se passe. Du coup, les gens se sentent... je ne dis pas que rien ne peut se passer,... il faut juste aider à demander des changements réalistes. »

Un accompagnement est toujours nécessaire au niveau national en vue des processus de préparation et de participation. La responsabilité d'une bonne préparation n'incombe pas uniquement à l'équipe chargée de l'organisation ; les gouvernements nationaux doivent également assumer leur part des responsabilités. Il est recommandé que les gouvernements financent la phase de préparation, afin que les personnes en situation de pauvreté puissent bénéficier de l'accompagnement dont elles ont besoin pour une préparation et une participation optimales.

« Financer de manière appropriée la préparation au niveau national des personnes les plus vulnérables afin qu'elles puissent participer pleinement à l'événement à Bruxelles et pour qu'elles aient l'occasion, une fois à Bruxelles, de s'exprimer réellement et de discuter avec les décideurs et les politiciens. »

Certains des Italiens ayant répondu ont dit souhaiter recevoir les documents préparatoires bien à l'avance afin d'avoir le temps de les étudier. De manière générale, les personnes interrogées accordent une grande importance aux processus préparatoire. Un participant bien préparé est un participant qui peut interagir avec ses homologues venant d'autres pays. Cependant, les participants doivent avoir les moyens de bien se préparer.

« Evitez d'organiser des Rencontres nationales pour ne plus savoir quoi dire après coup. Dans ce cas, je prendrai la parole uniquement en mon nom, et non pas au nom du groupe de personnes qui nous ont suivis tout au long des Rencontres nationales. Je sais qu'il est difficile d'organiser ces Rencontres, car l'argent manque toujours. Le projet financé par le Ministère en 2009 nous a grandement aidés. Ce type de projets devrait se multiplier. »

Plus de discipline s'impose également. Certaines délégations prennent la parole sans la demander et empêchent, ainsi, la participation d'autres. Au cours de la préparation, il faut souligner qu'une certaine discipline est indispensable.

2.5.3.2. Ateliers

Les participants doivent se sentir à l'aise, car il est difficile de prendre la parole devant un large public. Il est plus simple de s'adresser à un petit groupe. Les présentations faites au cours des ateliers ne devraient pas être trop longues. Il convient de consacrer plus de temps aux ateliers, qui devraient être plus petits. Ainsi, les participants auraient moins peur de prendre la parole.

« La multiplication d'organisations ou de participants dans une groupe risque de donner l'impression que les participants ont moins de liberté pour faire entendre leurs points de vue. »

Au cours des ateliers, les délégations sont divisées en petits groupes. Cependant, elles veulent pouvoir écouter tous les autres groupes et ainsi recevoir des informations à propos de tous les autres pays. Il serait préférable que la composition des ateliers change avec chaque nouveau thème, de manière à ce que les délégations puissent être en contact avec un maximum de participants venant d'autres pays.

« D'après la délégation norvégienne, il est préférable de se concentrer sur quelques thèmes concrets au cours des Rencontres et des ateliers. Ils se posent la question : que voulons-nous réaliser ? Les délégations nationales peuvent faire pression sur leur gouvernement respectif autour de ces thèmes-là. L'année suivante, les représentants, les politiciens, les personnes en situation de pauvreté et les ONG reviendraient dire ce qui a été fait en la matière. Les politiciens doivent nous dire ce qui s'est passé depuis la Rencontre précédente (et ce qu'ils ont fait des recommandations des Rencontres européennes). Même si rien n'a été fait, il faut le dire. C'est ainsi qu'on pourra évaluer, puis renforcer l'impact des Rencontres. »

Il est également important que, lors des ateliers et des Rencontres, la discussion ne porte pas uniquement sur les problèmes et les difficultés. Il faut également parler d'éventuelles solutions et des conséquences positives des Rencontres.

Après les ateliers, lors des plénières, des rapporteurs viennent expliquer les conclusions des discussions en ateliers. Certains d'entre eux n'ont pas donné un aperçu exact des discussions et des conclusions des travaux en ateliers, mais se sont contentés de donner leur propre point de vue. A l'avenir, il convient de veiller à ce que cela ne soit plus le cas.

Les salles où les ateliers se déroulent doivent être clairement indiquées lors des Rencontres, car on se perd facilement dans ce genre de bâtiments.

2.5.3.3. Le temps

Près d'un quart des personnes interrogées parle de **manque de temps** (surtout pendant les ateliers, les temps officiels et pendant les discussions avec les responsables politiques). Certains délégués polonais auraient souhaité que les Rencontres soient plus longues afin de pouvoir d'abord Rencontrer les autres participants et ensuite amorcer leur véritable participation.

Une personne interrogée suggère que les Rencontres durent deux journées complètes plutôt que deux demi-journées, alors que d'autres personnes sondées pensent que deux journées

complètes ne seraient pas encore suffisantes. En effet, faute de temps, les Rencontres ont un rythme trop soutenu et cela crée une pression au travail.

Cela prend beaucoup de temps de nouer des contacts informels avec tous les responsables politiques présents et de s'entretenir avec les différents décideurs.

La pression du temps se fait également fortement ressentir pendant les travaux préparatoires. Pour y remédier, les rapports et les informations préparatoires devraient être envoyés bien à l'avance et les thèmes des Rencontres devraient être connus plus tôt. C'est la seule manière pour les personnes en situation de pauvreté de pouvoir traiter tout ce matériau à leur propre rythme.

« ATD Quart Monde Pologne suggère que les Rencontres n'aient lieu qu'une fois tous les deux ans. Ainsi, une année serait consacrée à la préparation et une année au suivi. Cela allègerait la pression du temps. Actuellement, la préparation de la Rencontre suivante doit déjà être amorcée, dès la Rencontre précédente terminée. En conséquence, le temps consacré aux remontées d'informations est insuffisant. »

2.5.3.4. Les responsables politiques

Il conviendrait d'atteindre un équilibre entre les participants, les responsables politiques et les autres participants. Il faut écouter le message de chacun. Les présidents des ateliers et les rapporteurs sont les mieux placés pour gérer ce processus et apporter une aide précieuse. Les animateurs des ateliers ont un rôle essentiel à jouer : diriger les ateliers et le processus de participation. Ils doivent gérer les différentes attentes des participants, leurs capacités diverses, les sujets proposés, les discussions et les témoignages personnels. Toutefois, ils doivent également informer les responsables politiques de ce qui a été dit par les personnes en situation de pauvreté. Leur défi consiste à traduire les témoignages personnels en recommandations politiques.

« En ce qui me concerne, lorsque je présidais un atelier, ma priorité était de faire en sorte que les personnes en situation de pauvreté aient le sentiment d'avoir pu exprimer ce qu'elles souhaitaient, d'avoir été écoutées et d'avoir compris les autres participants. Toutefois, comme on nous demandait de produire des résultats politiques, il fallait déterminer sur quoi on allait mettre l'accent ; faute de temps, il était difficile de choisir ce dont nous allions débattre pour arriver aux résultats escomptés. »

Il est important que les responsables politiques et les personnes en situation de pauvreté évitent d'enchaîner les présentations sans écouter l'autre, mais qu'ils entament un véritable dialogue. Il conviendrait d'accroître la participation et le dialogue direct avec les responsables politiques, d'améliorer la communication avec eux et de susciter de leur part un plus grand intérêt et une meilleure volonté politique. Le dialogue avec les responsables politiques doit être paisible et moins pressé. Les personnes en situation de pauvreté doivent être considérées, par les responsables politiques et par les ONG, comme des « citoyens », traitées avec le même respect que les autres.

« J'ai particulièrement apprécié la Rencontre de cette année, qui s'est déroulée dans les locaux du CESE. Des questions à l'attention des responsables politiques étaient préparées en atelier –je pense que cela a permis de beaucoup mieux cibler le débat,

de mettre les responsables politiques sur le grill plutôt que les laisser tenir des propos trop généraux. »

« Les personnes norvégiennes en situation de pauvreté ont trouvé que les discours étaient longs et truffés de vaines promesses. Les discours ne devraient pas être écrits à l'avance, mais plutôt rebondir sur ce qui a été dit par les personnes en situation de pauvreté lors des Rencontres. Si la délégation lituanienne trouve du bon dans les discours des responsables politiques, elle regrette leur technicité et a du mal à rester concentrée. Les responsables politiques doivent s'impliquer davantage dans une véritable participation. »

« La délégation belge a vu son opinion changer en ce qui concerne les discours. Au départ, elle trouvait les discours longs et ennuyeux. Toutefois, au fil des ans, ce temps formel des Rencontres est devenu moins ennuyeux. Les Rencontres n'ont eu de cesse de s'améliorer. Il faut consacrer davantage de temps à la préparation, prévoir des contributions de plus grande qualité et faire participer un plus grand nombre de responsables politiques aux ateliers... etc. Les temps formels sont déjà moins nombreux et l'on assiste à une plus grande participation et prise de parole des personnes en situation de pauvreté. »

Il convient de préciser que les discours font partie du processus de lobbying, d'élaboration des politiques, de définition de l'agenda ; il s'agit également de faire en sorte que les responsables politiques ne détournent pas leur attention de la pauvreté, mais qu'ils souhaitent poursuivre les échanges. On peut avoir l'impression que les discours sont écrits à l'avance et qu'ils ne s'inspirent pas beaucoup des résultats des Rencontres.

2.5.3.5. Un savant mélange de participation politique et de témoignages individuels

Les personnes davantage intéressées par la participation et les recommandations politiques se sentent frustrées car elles ont le sentiment qu'on leur demande de ne parler que de leurs expériences personnelles. Elles aimeraient discuter de thèmes plus concrets et plus spécifiques. Il serait préférable de ne prévoir qu'un ou deux sujets à traiter. Cela permettrait d'approfondir la discussion. Il serait également préférable d'inviter un plus grand nombre d'ONG spécialisées dans certains aspects de la problématique de la pauvreté.

D'autres personnes interrogées souhaiteraient disposer de plus de temps et d'espace pour parler de leurs expériences personnelles et pour apprendre à connaître les autres participants de manière plus personnelle et informelle. Il faut garantir un savant mélange de participation politique et de témoignages personnels.

2.5.3.6. Thèmes

Il serait également souhaitable que les personnes en situation de pauvreté participent davantage à la fixation de l'ordre du jour et au choix des thèmes. Actuellement, les thèmes sont choisis par la Présidence européenne, par la Commission européenne et par EAPN. Si parfois le choix est judicieux, ce n'est pas toujours le cas. Le danger existe que les professionnels et les institutions aient trop d'influence sur l'agenda et sur les Rencontres elles-mêmes. Les Rencontres étant de plus en plus politisées, il est nécessaire d'éviter qu'elles ne deviennent un processus descendant. Bien qu'elles ne doivent pas devenir une

œuvre caritative, elles doivent demeurer un processus ascendant. Les thèmes doivent, à tout le moins, faire l'objet d'une réflexion critique.

« Les Rencontres ont un statut bizarre : d'une part, on dit que ce sont les personnes en situation de pauvreté de toute l'Europe qui invitent les responsables politiques à parler de pauvreté ; d'autre part, l'ordre du jour dépend des différents agendas des présidences. Dès lors, les présidences proposent les questions qui les intéressent. C'est une relation bizarre car d'une part, les Rencontres sont censées être une démarche ascendante et d'autre part, le processus est surtout descendant. »

« Les personnes sans abri vont être invitées à s'exprimer sur des questions qui pourraient être moins pertinentes pour elles et pour lesquelles elles ne sont pas nécessairement expertes. En effet, les personnes sans abri sont expertes en sans-abrisme et on devrait leur permettre de dire quelque chose de spécifique à ce sujet. »

« Sans ces Rencontres, je pense que les gens du haut de l'échelle oublieraient ce qu'il advient de ceux ou de celles qui sont en bas de l'échelle ; c'est une image. »

A cause de la crise économique et financière, l'édition 2010 de la Rencontre s'est beaucoup penchée sur les questions liées à celle-ci. En conséquence, on a accordé moins ou peu d'attention aux questions telles que la santé. Il est important que l'on ne discute pas uniquement de la crise, mais également de ses conséquences humaines sur les personnes en situation de pauvreté.

2.5.3.7. *Le cadre*

Pour les personnes en situation de pauvreté, il est difficile de se rendre dans des endroits étranges qu'elles ne connaissent pas encore. Parfois, elles ont eu du mal à participer à cause du cadre fastueux des Rencontres. Par crainte de ce nouveau cadre effrayant, une des personnes interrogées a eu peur de quitter son hôtel. C'est la raison pour laquelle il est préférable que les personnes participent plusieurs fois. Une des personnes interrogées a été très active au niveau local, mais elle ignorait comment se préparer à agir au niveau européen. En conséquence, il a été utile pour cette personne d'apprendre à participer à un niveau plus élevé.

Les Rencontres se déroulent dans un cadre formel et les attentes et pressions de l'extérieur sont fortes. De nombreuses personnes en situation de pauvreté sont honteuses de leur situation, surtout lorsque des responsables politiques les en considèrent responsables. Il faut éviter que les politiciens et la société civile ne se permettent de remarques blessantes.

« Plus de temps. Un cadre formel et institutionnel moins effrayant. Davantage de responsabilisation. Ne pas donner l'impression aux personnes qu'on les étudie comme des animaux dans un zoo. Créer un espace de confiance. Une attitude différente de la part des responsables politiques qui participent – pas de népotisme, pas d'attitude ampoulée ou trop formelle comme aux événements européens, mais une attitude amicale et ouverte envers des personnes, que l'on met sur un pied d'égalité et dont on essaie de connaître les besoins. »

« Le sentiment de honte éprouvé par les participants. Pire, le sentiment d'être considéré comme responsable de la situation. La stigmatisation et la méfiance. Un

nouveau cadre institutionnel effrayant et une attitude rigide des responsables politiques. »

Certaines personnes interrogées polonaises parlent d'un cadre intimidant et d'hôtels au luxe outrancier, qui contrastent avec leur situation à la maison et qui coûtent trop cher. Une de ces personnes propose de consacrer l'argent dépensé pour l'hôtel à une réduction réelle et efficace de la pauvreté.

Toutefois, pour la plupart des personnes en situation de pauvreté, le cadre ne constitue pas un obstacle insurmontable. La préparation, l'accompagnement et l'élimination des obstacles par les organisateurs garantissent une participation plus aisée et un cadre qui ne l'entrave en rien.

Cependant, la délégation belge se plaint du fait que le cadre luxueux fausse l'image de la Belgique en donnant l'impression qu'il n'y a pas de pauvreté dans le pays. Cette image doit être corrigée.

Les personnes en situation de pauvreté doivent être accompagnées afin de se sentir à l'aise. Elles doivent être traitées avec respect. ATD Quart Monde souligne la nécessité de créer un cadre d'amitié où l'on peut participer à des activités ensemble, partager des expériences humaines et nouer des contacts amicaux et informels.

Les participants doivent également recevoir un accompagnement lorsqu'ils retournent dans leur situation de pauvreté. Ils ont besoin d'une aide psychologique car certains d'entre eux retournent vraiment à la rue.

2.5.3.8. Les langues

Les langues peuvent poser problème pendant les moments informels des Rencontres. Pendant les réceptions, les pauses café, les déjeuners et les dîners, on tente de nouer des contacts, mais la langue reste un obstacle. Cela relève partiellement de la responsabilité des coordinateurs nationaux puisqu'ils accompagnent leur délégation. Toutefois, il leur est impossible de traduire pendant tous les contacts informels. La traduction implique également l'interprétation et de nombreux concepts sont vagues pour les personnes en situation de pauvreté. En conséquence, les coordinateurs nationaux doivent expliquer ces concepts. Les problèmes linguistiques et de communication sont également fatigants pour les personnes en situation de pauvreté et pas uniquement pour les coordinateurs nationaux.

Selon les personnes italiennes interrogées, la méconnaissance de l'anglais pose obstacle aux échanges directs pendant les temps « libres », tels que les pauses café ou les repas. Toutefois, ce facteur n'empêche pas la participation parce que « les pauvres ont la capacité d'utiliser la même langue sous toutes les latitudes ». Les Rencontres ont encouragé plusieurs délégués polonais à apprendre l'anglais. L'apprentissage éventuel de l'anglais doit faire partie de la préparation ou des Rencontres. A ce propos, certaines personnes interrogées suggèrent d'introduire des laboratoires linguistiques.

Il ne s'agit pas seulement d'un problème de traduction, mais plutôt d'un problème lié au langage utilisé par les responsables politiques présents et par les organisateurs. Leur langage est politisé et difficile à comprendre pour les personnes en situation de pauvreté. Ces dernières préféreraient un langage simple, moins politique et plus émotionnel. Souvent, les responsables politiques utilisent leur propre langage politique, leur propre vocabulaire.

Souvent, ils donnent l'impression de vouloir tromper les personnes en situation de pauvreté. Ce faisant, ils empirent les choses et s'éloignent des personnes en situation de pauvreté.

Il conviendrait également de préciser que les responsables politiques doivent nouer un dialogue direct avec les personnes en situation de pauvreté. Souvent, les Rencontres se limitent à un échange d'expériences entre personnes en situation de pauvreté.

L'utilisation du jargon politique permet aux personnes d'apprendre des mots politiques ; mais, par ailleurs, ce jargon complique la compréhension et la participation. Il conviendrait de trouver un équilibre entre la participation et l'épanouissement personnel.

La délégation italienne ne parlant que l'italien, elle n'a pas pu se répartir entre les différents ateliers. Et comme les délégués italiens sont restés ensemble, ils n'ont pas pu diffuser leurs connaissances dans les différents ateliers ni les mutualiser avec des délégués d'autres pays. Il serait bon de fournir davantage de services de traduction afin qu'on puisse Rencontrer plus de délégations et interagir davantage avec elles.

« Parfois, les personnes en situation de pauvreté n'ont pas l'habitude de parler de leur expérience ou de s'exprimer dans la sphère politique. En quelque sorte, cela représente un obstacle aussi. Elles doivent rendre leurs problèmes publics. »

Aux Rencontres, il y a également de la communication non verbale : les affiches et les photos des participants. Si certaines personnes n'ont pas peur de parler devant une grande assemblée, d'autres préfèrent s'exprimer en petits groupes ou de manière plus visuelle. La délégation italienne pense que les expériences créatives utilisées actuellement sont trop formelles, trop longues et trop ennuyeuses. Elle préférerait que la communication passe davantage par le jeu ou des représentations théâtrales.

Les délégués norvégiens parlent l'anglais, mais ce n'est pas le cas des délégués de tous les autres pays. On utilise beaucoup d'abréviations et l'information se perd.

L'interprétation simultanée est très utile. Toutefois, les personnes en situation de pauvreté doivent se concentrer sur la traduction car parfois, il y a des erreurs qui se glissent dans les traductions, retraductions et résumés. Cela est très fatigant pour les participants (surtout après un long voyage fatigant vers Bruxelles).

2.5.3.9. *Les coûts indirects*

Il est souvent difficile de combiner la participation aux Rencontres et un emploi. D'autres problèmes spécifiques liés à la vie quotidienne des personnes en situation de pauvreté (par exemple, ne pas avoir d'argent pour payer la crèche) sont également source de stress et compliquent la participation aux Rencontres. Les organisateurs doivent prévoir une prise en charge des enfants, prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des employeurs, donner du temps pour la préparation... etc. Tous ces coûts indirects doivent être pris en considération.

Pour que la participation soit possible, les personnes doivent se sentir à l'aise socialement, financièrement et au sein de leur famille. Faute de quoi, il est difficile, voire impossible, de participer. En conséquence, si la situation des personnes en situation de pauvreté s'améliore, leur participation fera de même. L'un ne va pas sans l'autre.

Les personnes lituaniennes interrogées ont relevé un problème important : les billets d'avion et les frais de voyage ne sont remboursés qu'après les Rencontres. Les personnes en

situation de pauvreté ont dès lors du déboursier de grosses sommes d'argent. Souvent, elles ont du emprunter à leur famille, à la communauté ou même à une banque. Cela a suscité chez elles un fort sentiment d'inquiétude qui les a mis mal à l'aise lors des Rencontres.

Même si cela n'est pas réaliste, il serait bon, pour le bien du processus de participation, que les personnes touchent un revenu minimum adéquat, qui leur offrirait une plus grande sécurité. Lorsque les personnes en situation de pauvreté sont confrontées à un nouveau problème, la plupart du temps, elles y consacrent toute leur attention au détriment du processus de participation.

2.5.3.10. Les différentes expériences

Les différentes expériences spécifiques des personnes (sans-abrisme, handicap, la toxicomanie.. etc.) devraient être davantage prises en compte. Les personnes concernées disposent d'informations spécifiques qui pourraient déboucher sur l'élaboration de recommandations politiques concrètes et précises. Les enfants pourraient également être associés aux Rencontres, leur expérience étant différente et spécifique.

« Eurochild plaide en faveur de la participation des enfants. Nous avons demandé que des enfants soient associés au processus des Rencontres des personnes en situation de pauvreté. Jusqu'à présent, cela n'a pas été possible. Peu ou pas d'efforts ont été consacrés au recueil des opinions et des expériences des enfants. »

Il existe une certaine pression du temps, notamment pendant les ateliers où de nombreuses langues et nationalités sont représentées et où il est plus difficile pour les personnes de se comprendre et de se respecter à cause des différences culturelles et des contextes particuliers. Dans les pays d'Europe de l'est (anciennement communistes), la participation est encore plus difficile, car il existe une suspicion culturelle à l'égard de l'unité et de la participation. En conséquence, les délégations doivent apprendre à s'évaluer.

2.5.3.11. Les nouveaux et les anciens participants

Il est nécessaire d'inviter de nouveaux participants afin d'aborder de nouvelles problématiques et de traiter les anciennes questions sous un jour différent. La présence de nouveaux participants signifie également plus de travail pour les organisateurs et un processus de participation plus difficile. En effet, il s'agit d'un retour à la case départ. Toutefois, cela permet de mettre en capacité un plus grand nombre de personnes en situation de pauvreté, de renforcer certains réseaux nationaux et de consolider le travail d'accompagnement. D'autre part, lorsque ce sont toujours les mêmes délégués qui viennent, ils s'émancipent davantage et gagnent en expérience. Les personnes qui viennent pour la première fois sont souvent nerveuses lorsqu'elles doivent prendre la parole; celles qui ont participé plusieurs fois sont plus à même de réellement participer.

En ce qui concerne les délégués ayant participé plusieurs fois, il est nécessaire de s'assurer que les Rencontres ne soient pas toujours les mêmes et qu'il n'y ait pas trop de redites.

Il est préférable qu'il y ait, dans les délégations nationales, un mélange de nouveaux et d'anciens délégués.

2.5.3.12. *Les personnes les plus marginalisées*

Les personnes en situation de pauvreté, qui se sentent le moins à l'aise pour parler, doivent être encouragées à s'exprimer en public. Il faut leur donner la parole. Il serait néfaste pour la participation que seules les personnes les plus bavardes s'expriment. Il arrive fréquemment que les personnes les plus marginalisées ne soient pas présentes aux Rencontres.

Les personnes plus calmes ne sont pas invitées aux Rencontres et on ne les entend presque jamais. Leurs visions et leurs problèmes ne sont pas représentés lors des Rencontres. Les personnes qui ont le plus besoin de participer sont souvent oubliées. Certains délégués prennent également plus souvent la parole que d'autres. Il est nécessaire que tous les participants aient les mêmes chances de parler et d'exprimer leurs opinions.

2.5.3.13. *Les personnes handicapées*

Une des personnes italiennes interrogées souligne que les organisateurs doivent tout faire pour impliquer davantage les personnes handicapées. En effet, « bien qu'il soit facile d'accéder aux places assises lors des Rencontres, cela n'est pas toujours le cas dans les restaurants ». Citons l'exemple d'un homme en chaise roulante qui ne pouvait ni monter l'escalier ni prendre l'ascenseur. En outre, les tables au restaurant étaient trop hautes pour des personnes en chaise roulante.

2.5.3.14. *Le suivi*

Le suivi est nécessaire. Les personnes doivent être informées de l'utilisation qui sera faite de leurs contributions. Les conclusions doivent faire l'objet d'un compte-rendu succinct et la Commission doit faire rapport de ce qu'elle fait pour remédier à la pauvreté, par exemple via les Fonds structurels, même si cela implique l'utilisation du « jargon européen ». Il est préférable d'assurer un suivi plutôt que de jouer au silence radio. Un autre impact possible est la consolidation des ONG.

« Nos demandes doivent recevoir une réponse. Dans le cas contraire, les personnes sont susceptibles d'être fatiguées de participer à ces Rencontres. »

Plus d'un quart des personnes interrogées mentionnent explicitement (dans les questions ouvertes) que l'on a besoin de plus de suivi et de remontées d'informations de la part des organisateurs et des responsables politiques. De nombreuses personnes interrogées souhaitent savoir ce qu'il est advenu de leurs recommandations politiques et ce que les responsables politiques ont fait pour remédier à la pauvreté. Elles souhaitent également savoir comment les personnes en situation de pauvreté vivent les nouvelles lois en matière de pauvreté.

« Il est primordial que l'information remonte à propos de l'impact qu'ont eu les Rencontres sur les gouvernements nationaux et sur l'UE, car cela donne une raison d'être et des résultats positifs à la participation. »

« Une remontée d'informations plus structurée vers les personnes en situation de pauvreté s'impose à propos de l'influence politique et pratique qu'ont eue leurs suggestions et priorités au niveau de l'UE. Actuellement, on ne comprend pas exactement ce qu'il en est de l'influence pratique de ces Rencontres. »

Les résultats positifs des Rencontres doivent être cités lors de la Rencontre européenne suivante. La discrétion autour des résultats engrangés limite la participation des personnes en situation de pauvreté, car elles se sentent déçues.

« Les résultats personnels pour les délégués sont importants mais l'absence de progrès, surtout au niveau local, pose de sérieux problèmes. »

Parallèlement, les personnes veulent une remontée d'informations honnête de la part des responsables politiques, et non pas des slogans vides, des promesses creuses ou de faux espoirs. Des attentes trop élevées ou irréalistes entravent également la participation. Les résultats de l'enquête quantitative en ligne montrent que les Rencontres ne peuvent pas répondre à des attentes trop élevées.

« De faux espoirs – lors des Rencontres, les délégués ont la sensation qu'enfin quelque chose va bouger, mais cela est faux. Il incombe principalement aux ONG et aux délégués de continuer à mettre la pression et d'assurer le maintien de ces questions à l'agenda pour que les choses changent. »

Lorsque les informations sont envoyées aux réseaux nationaux, il est également important qu'elles ne le soient pas uniquement en anglais. La plupart des réseaux n'ont ni le temps ni l'argent nécessaire pour faire traduire les documents pour leurs membres. Pour que le suivi atteigne le niveau national, les documents doivent être fournis dans la langue maternelle des pays concernés.

« Ils se plaignent de ne pas savoir ce qui se passe entre deux Rencontres. Ils viennent aux Rencontres, y prennent la parole et ensuite, rien ne se passe pendant un an ; j'ai également le sentiment que ce sont surtout les gens de l'organisation qui participent aux Rencontres, qui reçoivent l'information. Mais celle-ci ne va pas au-delà des Rencontres ni au-delà de ces personnes. »

2.5.3.15. L'auto-correction

Pour comprendre les personnes en situation de pauvreté, il faut les Rencontrer régulièrement et pendant une longue période de temps. Pour réaliser cet objectif, les Rencontres devraient reposer sur un processus long et structuré.

Les Rencontres améliorent sans cesse les processus participatifs et servent d'exemples pour la tenue de processus similaires au niveau national.

« La Norvège a utilisé l'exemple européen en matière de politique et de participation pour organiser sa coopération avec les personnes en situation de pauvreté. L'UE (EAPN) a été une source d'inspiration pour la création d'un comité de liaison impliquant le gouvernement et les personnes en situation de pauvreté. Il est géré par le ministère du travail, qui invite d'autres ministères tels que celui en charge du logement. »

« Dans le cadre de notre analyse interne à EAPN, nous avons appris que de plus en plus de processus nationaux similaires sont en train de voir le jour. On assiste à une tendance à l'institutionnalisation de processus qui ont un certain poids dans l'élaboration au niveau national des politiques. Les réseaux craignent moins de s'attaquer au dossier de la participation grâce à l'expérience acquise lors des

Rencontres européennes ; ils intègrent une dimension participative plus forte dans leurs projets et dans leur travail politique. »

« Ils parlent de beaucoup de choses... et grâce au processus des Rencontres, cela fait deux ou trois ans que nous essayons d'améliorer la participation des personnes. Par exemple, le week-end dernier, nous avons organisé une Rencontre participative avec des personnes de toute l'Europe, des personnes en situation de pauvreté, j'entends. Nous avons discuté de stratégies, de bonnes pratiques, de bons moyens ...oui, cela va croissant . Je pense que les Rencontres permettent également à EAPN de faire avancer le dossier de la participation en son propre sein... de le faire progresser, de le développer, d'y réfléchir et d'échanger différentes expériences à ce sujet. »

3. Conclusions

La présente étude sur les Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté visait à répondre aux quatre questions de l'enquête:

1. **Les Rencontres ont-elles eu un impact sur les personnes en situation de pauvreté?**
2. **Les Rencontres ont-elles eu un impact sur les organisations de la société civile et sur les institutions?**
3. **Les Rencontres ont-elles eu un impact sur les politiques européennes ou nationales et sur les décideurs ?**
4. **Comment améliorer la participation lors des Rencontres ?**

La recherche a permis de recueillir un trésor d'informations. Les réponses aux questions reflètent un large éventail de perspectives et de nombreuses nuances. Cette diversité vient en partie des contextes nationaux ou des différences de niveaux d'expériences de participation chez les personnes en situation de pauvreté. Ce dernier chapitre dresse un tableau général des résultats de la recherche.

3.1. L'impact sur les personnes en situation de pauvreté

Nous allons tout d'abord répondre à la première question: « Les Rencontres ont-elles eu un impact sur les personnes en situation de pauvreté? » Les chiffres montrent que les Rencontres ont eu un impact considérable sur les participants. Six facteurs importants y ont contribué :

1. Le premier facteur concerne le **soutien affectif et psychologique**. Les personnes en situation de pauvreté citent à plusieurs reprises différentes conséquences affectives et psychologiques des Rencontres. Elles se sentaient plus en confiance, conscientes de leur image, fières, matures, professionnelles, détentrices de savoir, libérées de leurs émotions et reconnues. Elles font davantage confiance aux responsables politiques, ont une meilleure estime d'elles-mêmes et plus de respect de soi. Elles sont plus optimistes et souffrent moins de stigmatisation ; elles se sentent moins seules, s'apitoient moins sur leur sort, sont moins centrées sur elles-mêmes et se sentent moins victimes grâce aux Rencontres.
2. Elles ont également développé des **sentiments de groupe**, sous la forme d'un sens de la solidarité et d'une identité transnationale, européenne. Elles ont également ressenti une plus grande propension à l'entraide, elles se sentaient plus à l'aise, intégrées.
3. Ces sentiments, qu'on peut qualifier de « sociaux », ont pesé sur le **capital social** des personnes concernées. Elles ont noué de nouveaux contacts, des amitiés, des relations personnelles, des relations en ligne, elles ont constitué des partenariats et des réseaux.
4. Les personnes en situation de pauvreté ont non seulement acquis un surplus de capital social, mais également de **capital culturel**.

Elles ont développé de **nouvelles connaissances**. Il s'agit notamment d'informations sur la participation, les politiques, l'élaboration des politiques et l'impact sur les politiques, la législation des autres pays, la scène européenne, la réalité d'autres personnes, la diversité des situations et des expériences de pauvreté, les expériences et les solutions

d'autres personnes en situation de pauvreté, les nouvelles problématiques, les droits sociaux, une vision plus globale des problématiques, les méthodes de participation, une vision plus positive et plus engagée des responsables politiques. Les personnes en situation de pauvreté ont appris à envisager la pauvreté comme un problème de société et ont une vision plus réaliste des moyens et du temps nécessaires à l'élaboration de mesures et de solutions politiques.

Elles ont également acquis de **nouvelles compétences**. En règle générale, elles se sont épanouies, ont appris à gérer des situations difficiles, à s'impliquer dans un dialogue ; elles ont approfondi leur manière de traiter la pauvreté, d'entreprendre des efforts personnels, de prendre de parole en public dans des grands groupes, d'écouter les des autres et de se représenter autrui.

Et elles ont connu de **nouvelles expériences** : les personnes ont quitté leur pays pour effectuer un long voyage, elles ont été confrontées au cadre « unique » où les Rencontres se déroulent et ont pu ainsi échapper à leur situation de pauvreté pour quelques jours.

5. Grâce à leur évolution sur le plan affectif et psychologique, grâce au développement de sentiments collectifs, à l'amélioration de leur capital social, de leurs compétences, de leurs connaissances et de leurs expériences, les personnes en situation de pauvreté **se sont impliquées davantage**. Elles sont devenues plus actives et plus engagées dans le cadre des discussions politiques et ont pris une part active dans d'autres événements et réunions. Certaines d'entre elles se considèrent désormais comme les ambassadeurs de leurs réseaux, de leur pays et/ou de leur communauté. Elles sont devenues plus actives au niveau national ou au niveau européen et elles ont lancé un processus d'échange d'informations (par exemple, avec leur communauté locale, avec leur réseau... etc.).
6. Les personnes en situation de pauvreté espèrent pouvoir véritablement **échapper à leur situation**. Elles souhaitent que leurs conditions matérielles s'améliorent et que leur capital économique augmente. Les Rencontres ont rendu cela possible pour quelques participants. En effet, certains d'entre eux ont trouvé un emploi, d'autres ont emménagé dans un logement plus confortable, lancé un projet ou ont commencé à militer ou à travailler pour une ONG ; elles utilisent désormais leur expérience pour aider d'autres personnes.

Au-delà de ces six principales conséquences, quelques remarques s'imposent. Premièrement, l'impact des Rencontres n'est pas toujours positif. Les personnes interrogées ont également relevé des conséquences négatives, comme une tendance à minimiser leur propre situation, des frustrations qui apparaissent, un sentiment d'impuissance... Malgré tout, le tableau général montre que l'impact le plus important est celui qui touche les personnes en situation de pauvreté.

Deuxièmement, il convient de souligner l'importance du processus préparatoire. Les personnes sondées déclarent que le processus préparatoire est un facteur essentiel du niveau d'impact des Rencontres des personnes en situation de pauvreté. Si les délégations nationales bénéficient d'une bonne préparation, elles seront plus à même de contribuer efficacement aux discussions et de participer de manière optimale.

Il est également évident qu'un impact s'est également fait sentir auprès des parties prenantes de la société civile et au niveau des politiques.

Les personnes en situation de pauvreté étant membres des réseaux nationaux, elles utilisent les connaissances, compétences et expériences nouvellement acquises dans leurs réseaux et organisations. Par exemple, elles ont introduit une dimension européenne dans de nombreux réseaux et organisations qui, jusqu'alors, en manquaient cruellement. Auparavant, ces organisations étaient davantage axées sur le niveau local. Plus les personnes en situation de pauvreté se sont impliquées, plus elles ont aidé leurs réseaux et ONG à influencer les politiques. Dans certains cas, les personnes en situation de pauvreté ont été engagées par une ONG et elles ont pu utiliser leur expérience pour aider l'ONG en question.

Grâce à leur épanouissement personnel, les personnes en situation de pauvreté ont voulu prendre une part plus active dans les actions de pression politique. Le capital social et culturel qu'elles ont acquis a fait d'elles des « expertes » de la problématique de la pauvreté, capables de monter des dossiers et de formuler des recommandations politiques utiles aux responsables. En conséquence, grâce à leur engagement au sein d'associations et d'ONG, elles ont pu peser sur les politiques.

3.2. L'impact sur les organisations et les institutions de la société civile

La deuxième question posée dans le cadre de l'étude : « Les Rencontres ont-elles un impact sur les organisations et institutions de la société civile ? » – a déjà reçu une partie de réponse ci-dessus. D'après les résultats de l'étude en ligne, la plupart des personnes interrogées pensent que les Rencontres ont influencé les parties prenantes de la société civile (3.1.3.). Les responsables politiques sont plus profondément convaincus que les Rencontres ont eu pour effet d'inciter les parties prenantes de la société civile à intensifier leurs actions de lutte contre la pauvreté. Les ONG se montrent, quant à elles, plus négatives par rapport à cet impact. Néanmoins, les entrevues et l'analyse qualitative mettent en évidence cinq indicateurs importants de l'impact des Rencontres des personnes en situation de pauvreté :

1. EAPN est devenue une **autorité européenne** en matière de pauvreté et d'exclusion sociale. Les Rencontres ont permis au réseau de consolider sa position et de bénéficier d'une plus grande reconnaissance, d'un plus grand respect et du statut d'expert. Bien entendu, les Rencontres ne sont pas le seul facteur : dans chaque état membre, l'appui des réseaux nationaux a offert une vaste plate-forme et un solide soutien à EAPN.

Grâce aux Rencontres, EAPN est parvenu à mettre les problématiques qu'elle porte à l'agenda de la société civile et du monde politique. Les organisations se sont intéressées aux personnes en situation de pauvreté et à leur participation, tandis qu'elles étaient incitées à davantage associer les personnes en situation de pauvreté à leurs propres activités.

2. Des réseaux nationaux et des associations ont été **créés** et se sont développés.
3. Certains de ces réseaux et associations ont reçu des financements ou des subventions, et ont bénéficié de **l'appui de leur gouvernement**. Des partenariats ont été noués avec celui-ci. Dans plusieurs pays, davantage de processus de consultation, de participation et de dialogue direct ont été amorcés dans le cadre des politiques de réduction de la pauvreté. Les organisations ou réseaux ont été reconnus par les Etats membres.

4. Certaines organisations ont commencé à organiser des **Rencontres nationales**, calquées sur le modèle des Rencontres européennes. Celles-ci ont permis d'améliorer le dialogue avec les travailleurs sociaux, les responsables politiques, les associations, les coopératives sociales, les administrations locales et les personnes en situation de pauvreté. Les Rencontres nationales sont devenues parties intégrantes du processus préparatoire des Rencontres européennes. Ce type d'initiative présente un potentiel considérable et pourrait connaître des évolutions importantes dans les années à venir.
5. Les parties prenantes de la société civile, telles que les réseaux nationaux, les ONG et les institutions, devraient **consolider leur travail et** leurs activités de lobbying.

Grâce aux Rencontres, elles ont été **responsabilisées et encouragées** à poursuivre leur travail sur les questions relatives à la pauvreté et à la participation.

Les organisations **ont reçu une masse d'informations** à propos de la participation des personnes en situation de pauvreté, de l'Europe, des politiques sociales, des arguments nécessaires pour mener campagne, des bonnes pratiques pour influencer les politiques et la lutte contre la pauvreté. Elles ont tiré des enseignements de leur Rencontre avec les différentes parties prenantes : personnes en situation de pauvreté, responsables politiques et autres organisations présentes.

Grâce aux Rencontres et à leur éventuelle adhésion à EAPN, il leur est devenu plus facile de **faire du lobbying**. Les actions locales et nationales ont été renforcées grâce aux compétences acquises, à la confrontation avec de nouvelles perspectives et à la nouvelle visibilité donnée au travail d'EAPN.

Les organisations ont noué de **nouveaux contacts et des relations**, et ont mis en place des collaborations et/ou des partenariats entre réseaux nationaux. Elles se sentent plus fortes, grâce au constat que d'autres luttent pour la même cause qu'elles. Grâce aux contacts noués, aux collaborations mises en place et à leur éventuelle adhésion à EAPN ou à d'autres ONG, elles sont aujourd'hui représentatives d'un plus grand groupe de personnes, qui enjambe parfois les frontières nationales.

Lors des Rencontres, des recommandations ont été formulées à l'attention des organisations et des acteurs de la société civile. Peut-être conviendrait-il de mieux préciser leur rôle au cours des Rencontres ? Elles doivent savoir ce qu'elles peuvent faire et quand elles peuvent intervenir. En échange, les ONG doivent participer plus activement aux Rencontres et assurer une meilleure remontée d'informations.

A l'instar de ce qui a été dit à propos de l'impact des Rencontres sur les personnes en situation de pauvreté, les Rencontres ont eu une grande influence sur les organisations. Les Rencontres ont eu des effets semblables sur les parties prenantes de la société civile, sur les personnes en situation de pauvreté et sur le plan des politiques.

Grâce aux Rencontres, EAPN a pu porter ses principales problématiques à l'agenda de la société civile. Les organisations ont commencé à prêter davantage d'attention aux personnes en situation de pauvreté et à leur participation. De nombreuses organisations ont été incitées à associer davantage de personnes en situation de pauvreté dans leurs propres structures. Les Rencontres ont également permis de sensibiliser davantage les ONG à propos des personnes en situation de pauvreté et de les doter d'une vaste base de connaissances sur la participation et sur la pauvreté. Les personnes en situation de

pauvreté se sont davantage impliquées dans les réseaux locaux et nationaux et ont également participé aux Rencontres nationales.

L'impact sur les organisations se fait également sentir sur un plan politique. Les ONG ont pu exercer une pression plus grande sur les responsables politiques, elles ont noué des partenariats avec les gouvernements, ce qui leur a conféré une plus grande influence politique. Les Rencontres nationales ont également mis la pression sur les responsables politiques nationaux. Les ONG se sont spécialisées dans les actions de plaidoyer et de lobbying politiques, avec des résultats tangibles.

3.3. L'impact sur les politiques publiques

Passons à notre troisième question: « Les Rencontres ont-elles eu un impact sur les politiques ? ». La plupart des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en ligne ont répondu négativement à cette question. Seuls les responsables politiques se sont montrés plus positifs. Bien que l'impact sur les politiques soit limité, on peut dire qu'il se compose de cinq éléments:

1. Les Rencontres ont été utiles en cela qu'elles ont pesé sur la **détermination de l'agenda** au niveau européen ainsi qu'au niveau national. L'appui donné par la Présidence européenne et par la Commission européenne aux Rencontres leur confère un statut politique, au même titre que la présence de responsables politiques importants, tels que le président du Comité sur la Protection Sociale ou les ministres des Affaires sociales. La pauvreté, la participation et d'autres thèmes importants figurent aujourd'hui à l'agenda national et européen et ont gagné en visibilité. Des questions importantes ont été portées à l'attention des responsables politiques, notamment l'inclusion financière, le revenu minimum, la participation, la gouvernance, la situation des populations Roms, la précarité énergétique, le sans-abrisme et le logement. L'agenda européen poursuit aujourd'hui de nouvelles priorités, et cela est en partie dû aux Rencontres. Celles-ci ont aidé à lever certains tabous et préjugés. La terminologie employée lors des Rencontres s'est répandue à d'autres sphères.
2. Les Rencontres ont un triple **impact sur les décideurs politiques (nationaux et européens)**:

Les décideurs politiques ont été **touchés sur un plan émotionnel**, ce qui les rend plus enthousiastes. On a constaté un changement d'attitudes des décideurs politiques face à la question de la participation. Les Rencontres ont donné un visage à la pauvreté qu'elles ont rendue plus tangible.

Les Rencontres ont été une **source d'informations** pour les décideurs politiques, au même titre que la recherche scientifique et les statistiques. Ils ont ainsi acquis une plus grande connaissance de thèmes tels que la pauvreté, la participation, tandis que les débats ont été l'occasion de vérifier la validité de leurs mesures politiques à la lumière de la réalité des choses.

Des alliances et des **contacts** ont été noués entre décideurs politiques, personnes en situation de pauvreté, parties prenantes de la société civile et d'autres politiciens.

3. Les Rencontres (et leurs résultats) ont servi de **références et ont été citées dans des documents politiques**, lors d'événements politiques et par les décideurs politiques au

niveau national et au niveau européen. Les conclusions ont été citées lors de la Table Ronde sur la pauvreté et l'exclusion sociale, lors du Conseil Européen, à l'occasion de diverses conférences européennes, dans les Plans d'Action Nationaux sur l'Inclusion Sociale, par la Commission européenne et dans le cadre du Programme PROGRES.

4. Les personnes en situation de pauvreté ont été **invitées à d'autres évènements**, notamment des manifestations européennes comme la Table Ronde sur la Pauvreté et l'Exclusion Sociale, la conférence inaugurale de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ou d'autres conférences et réunions européennes.
5. Les Rencontres ont mis la **pression sur** les gouvernements et sur les décideurs politiques pour qu'ils agissent dans le dossier de la participation et de la pauvreté. La pauvreté est restée à l'agenda, les ONG ont noué des partenariats pour avoir plus d'influence et, désormais, les décideurs politiques nationaux savent que leurs politiques vont être débattues et critiquées par les personnes en situation de pauvreté à un niveau politique européen plus élevé.

Les personnes interrogées citent également **des résultats très spécifiques**. Bien sûr, pour la plupart de ces résultats, les Rencontres européennes n'ont pas été le seul facteur déterminant ; toutefois, elles restent l'un des facteurs qui a rendu ces résultats politiques possibles. Voici les résultats avancés :

- La simple existence des Rencontres et leur tenue annuelle (en l'occurrence, pour la neuvième fois consécutive).
- Le CPS a basé certaines de ses recommandations sur les recommandations formulées lors des Rencontres et par EAPN.
- La stratégie « Europe 2020 » comporte un objectif chiffré de réduction de la pauvreté (Sortir 20 millions de personnes de la pauvreté sur une période de 10 ans).
- Une plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté est prévue dans le cadre de la Stratégie Europe 2020 .
- L'inclusion active a été l'un des thèmes abordés lors de deux dernières Tables Rondes sur la Pauvreté et l'Exclusion Sociale et figurera à nouveau à l'ordre du jour de la prochaine Table Ronde'.
- La désignation de l'année 2010 comme Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est partiellement attribuable aux Rencontres.
- On envisage la création d'un comité consultatif sur les politiques en matière de pauvreté et de bien-être des enfants.
- Les réseaux, les organisations, les Rencontres et le processus préparatoire bénéficient aujourd'hui d'un regain de reconnaissances, d'un soutien accru et/ou de plus de subventions gouvernementales.
- Un dialogue direct s'est instauré au niveau national.

Signalons que plusieurs personnes interrogées ont déclaré ne constater aucun impact positif des Rencontres sur les politiques. Le risque est réel que les Rencontres remplacent les politiques concrètes en matière de pauvreté.

D'après de nombreux participants, c'est lors des moments informels des Rencontres que l'influence sur les politiques et les décideurs est la plus forte.

Les conclusions des entrevues sur l'impact politique des Rencontres peuvent sembler trop positives, de nombreuses personnes interrogées étant d'avance convaincues de la valeur ajoutée des Rencontres. En effet, elles craignent que, si elles n'avancent pas de résultats politiques concrets pour les Rencontres, ces dernières risquent d'être supprimées.

Les personnes interrogées proposent **sept recommandations** afin de renforcer l'impact politique des Rencontres :

1. Une meilleure **préparation**: moins de différences nationales dans les processus préparatoires et davantage de soutien financier au niveau national.
 - a. **Davantage de décideurs politiques européens** (députés européens, membres du CPS, représentants des DG les plus importantes), davantage de chefs d'Etat et de Gouvernement, ainsi que de politiciens de haut niveau, plus de responsables politiques et de membres du CPS devraient participer aux Rencontres. Toutefois, il faut également éviter une présence trop massive de décideurs politiques lors des Rencontres, mais veiller à leur diversité.
3. Une meilleure **planification stratégique** est nécessaire.
4. Une plus grande **attention de la part des médias**, pas nécessairement des médias traditionnels, mais également des nouveaux médias.
5. Il faut atteindre un **public plus vaste**, accroître l'impact sur les politiques. Sensibiliser davantage l'opinion publique aux Rencontres, les rendre plus visibles.
6. Les Rencontres devraient aborder des **thèmes plus concrets**, des questions politiques et formuler des recommandations politiques plus réalistes. Il conviendrait de mettre en avant davantage d'objectifs spécifiques et d'objectifs chiffrés.
7. Les **rapports des Rencontres devraient faire l'objet d'une diffusion plus large** ; ils devraient être plus concrets, mieux écrits et mieux utilisés. Ces rapports devraient également comporter une page consacrée à la situation dans chacun des pays où ils sont publiés.

Il va sans dire que l'impact politique des Rencontres a eu un effet boule de neige sur les personnes en situation de pauvreté et sur les parties prenantes de la société civile. Quasiment toutes les politiques citées ont un impact sur la vie quotidienne des personnes en situation de pauvreté et sur le travail des organisations.

3.4. La participation aux Rencontres

La dernière question posée dans l'enquête n'est pas relative à l'impact mais plutôt à ce qu'il faut améliorer pour une meilleure participation aux Rencontres.

Dans les résultats de l'enquête en ligne, le processus de participation aux Rencontres est quasiment considéré comme parfait. Chacun a le sentiment de pouvoir prendre la parole et contribuer, quelle que soit la langue parlée. Toutefois, les processus de participation peuvent toujours être améliorés. Voici les **10 suggestions des personnes interrogées concernant l'organisation des Rencontres** :

1. Une **bonne préparation** doit être assurée afin de garantir un bon processus de participation. Les personnes en situation de pauvreté doivent être encouragées, préparées, informées, avoir des attentes réalistes, disposer des documents dans leur langue, se discipliner... etc.
2. Il faut consacrer davantage de temps aux **ateliers** et réduire la taille de ces derniers. Pendant les Rencontres et les ateliers, il est préférable de se concentrer sur un seul thème concret. Le lieu où se déroulent les ateliers et les Rencontres doit être clairement expliqué et il convient d'indiquer la direction à suivre pour s'y rendre.
3. **Davantage de décideurs politiques et d'ONG devraient être présents** ; ils devraient réduire leurs discours et participer plus activement. Ils devraient manifester leur intérêt, leur respect et s'engager dans un dialogue direct avec les personnes en situation de pauvreté.
4. Il faut assurer un **mélange équilibré entre la participation politique et les témoignages individuels**.
5. Les personnes en situation de pauvreté doivent avoir un plus grand impact (ascendant) **sur les ordres du jour des Rencontres et pouvoir y contribuer**.
6. Il faut tenir compte du fait que le cadre neuf et formel des Rencontres peut effrayer les nouveaux délégués. Les Rencontres sont stressantes par leur taille. Le cadre luxueux est impressionnant et écrasant. Il convient dès lors de mettre les personnes en situation de pauvreté **à l'aise et de faire en sorte que l'expérience leur soit agréable**.
7. Il faut trouver une solution à la **question linguistique**. La méconnaissance de l'anglais empêche l'échange direct pendant les temps informels. La plupart des délégués ne parlant généralement qu'une seule langue, les délégations ne peuvent se séparer et diffuser leurs connaissances dans plusieurs ateliers. Les décideurs politiques doivent adapter leur langage et la communication non verbale devrait être améliorée.
8. Les Rencontres doivent davantage tenir compte **des problèmes quotidiens et des coûts indirects auxquels sont confrontées les personnes** en situation de pauvreté (problèmes liés à la conjugaison de l'emploi et de la participation, à l'absence de dispositifs d'accueil des enfants, au stress et au prix des billets d'avion, dont les montants doivent être avancés par les personnes en situation de pauvreté).
9. Les **différences (culturelles), les contextes particuliers et l'expérience spécifique de chacun** doivent être mieux pris en compte. Il faut garantir un mélange équilibré entre les « nouveaux » participants, qui apportent de nouvelles contributions, et les « anciens » délégués, pour qui il est plus aisé de participer. Davantage d'attention devrait être accordée aux besoins des personnes les plus marginalisées ou qui ont moins confiance en elles. Les organisateurs doivent prendre en compte la présence de personnes handicapées lors du choix des hôtels et des restaurants. Tous les lieux doivent être facilement accessibles.
10. Les Rencontres doivent se prolonger par **un processus de suivi suffisant** ; dans le cas contraire, les personnes en situation de pauvreté risquent de ressentir de la frustration. La participation aux Rencontres doit faire l'objet d'une évaluation continue et les décideurs politiques, au même titre que les organisateurs, doivent faire rapport de ce

qu'il est advenu des recommandations des Rencontres précédentes. Les rapports et les résultats doivent être fournis dans toutes les langues concernées.

La question de la participation aux Rencontres peut également être reliée à nos trois questions sur l'impact. Un meilleur processus de participation donnera aux Rencontres un plus grand impact sur les personnes en situation de pauvreté. Elles seront plus inclusives et il sera plus facile pour les participants de prendre la parole et de s'exprimer à d'autres occasions et événements. Si les décideurs politiques et les parties prenantes de la société civile prennent une part plus active dans le processus, la participation s'en trouvera améliorée. Une participation efficace aux Rencontres donnera aux décideurs politiques et aux ONG présents une meilleure image du processus de participation.

3.5. L'importance de replacer les Rencontres européennes dans le cadre plus large de la stratégie européenne pour l'inclusion

Il est apparu clairement qu'afin de consolider la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la **participation des personnes en situation de pauvreté ne peut pas se limiter aux Rencontres annuelles des personnes en situation de pauvreté**, quelle que soit la qualité des processus de préparation et de suivi des Rencontres européennes. La recherche indique que la véritable valeur des Rencontres réside dans le fait qu'elles s'inscrivent, au même titre que les processus de préparation et de suivi, dans **une stratégie plus vaste**, en l'occurrence la stratégie de Lisbonne et plus singulièrement, la MOC sur l'inclusion sociale et la protection sociale. Lorsqu'elle a lancé l'idée des Rencontres européennes, la Présidence belge de l'UE avait clairement comme intention de garantir la participation active des personnes en situation de pauvreté dans le cadre plus large de la stratégie européenne pour l'inclusion. L'évolution future des Rencontres ne peut pas être dissociée de la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté.

Il est évident que l'influence que les Rencontres peuvent avoir sur les politiques est intrinsèquement liée au niveau d'**implication des parties prenantes locales et nationales** (notamment des personnes en situation de pauvreté) dans les plans d'action locaux et nationaux sur la pauvreté et l'exclusion, qui font partie de la stratégie européenne. Pour qu'elles puissent s'enraciner dans un véritable processus de participation, les Rencontres européennes doivent être replacées dans des cadres européens, nationaux et locaux. Il convient donc d'aller à l'encontre des tendances actuelles (les parties prenantes ont moins la possibilité de s'impliquer dans la stratégie européenne pour l'inclusion, principalement dans les Etats membres) dans le cadre de la **Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté et de la Stratégie Europe 2020**.

La Plate-forme européenne devrait capitaliser sur les points forts de la MOC et comporter **de véritables mécanismes pour la participation des parties prenantes** au sein de plates-formes nationales et locales, ainsi qu'au niveau européen (via, notamment, la poursuite des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté, la Table Ronde annuelle sur l'inclusion, les autres grandes conférences et manifestations, via un appui à apporter aux réseaux européens qui facilitent la participation des personnes en situation de pauvreté, etc.). Il est essentiel que les personnes en situation de pauvreté continuent à figurer dans la liste des principales parties prenantes à associer aux processus. En garantissant la **participation officielle des personnes en situation de pauvreté dans cette plate-forme phare**, il sera non seulement possible de donner une plus grande continuité aux Rencontres

annuelles des personnes en situation de pauvreté, mais également de consolider et de développer d'autres processus similaires, qui contribuent à la participation directe des personnes en situation de pauvreté. Il est évident que la participation des personnes en situation de pauvreté nécessite différents types d'appui, notamment un appui financier. Le futur développement de la MOC et de la plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté devra donner la garantie que cet appui restera disponible.

Le présent rapport définit **la valeur ajoutée que la participation directe** des personnes en situation de pauvreté apporte à la lutte contre la pauvreté en lui conférant un niveau de connaissances unique et essentiel, primordial pour sa réussite. D'après les personnes qui ont répondu à l'enquête, le savoir transmis par les délégués des Rencontres européennes revêt une grande utilité lorsqu'il s'agit de concevoir ou de mettre en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté. Si nous voulons plus d'investissements et d'engagement dans les processus participatifs, il est primordial de mieux comprendre l'apport de la participation à l'élaboration des politiques et à leur mise en œuvre. Les Rencontres européennes ont montré et doivent **continuer à montrer que le savoir et l'expérience des personnes en situation de pauvreté** constituent un élément essentiel d'une stratégie réussie de lutte contre la pauvreté. Les décideurs politiques, les représentants politiques et les représentants des autres parties prenantes, impliqués dans ces processus de participation, doivent tout faire pour que ce savoir et cette expérience, qui sont l'émanation des réalités vécues par les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, deviennent une source d'informations lors de l'élaboration des politiques, de leur mise en œuvre et de leur suivi.

3.6. Résumé

Nous pouvons conclure que les Rencontres ont un triple impact. Leur impact le plus important se situe sur le plan de l'épanouissement personnel des personnes en situation de pauvreté. Les Rencontres ont un impact plus modéré sur les politiques. L'évaluation de la participation aux Rencontres est extrêmement positive. L'impact sur les parties prenantes de la société civile, sur les institutions et sur le débat public peut être amélioré.

Toutefois, n'oublions pas que les réponses aux questions de l'enquête diffèrent en fonction des catégories de personnes interrogées. En outre, les réponses sont influencées par les expériences et contextes nationaux.

Les entrevues et les études de cas reflètent fidèlement la grande diversité de processus de participation. Chaque pays est différent dans sa tradition ou dans sa vision de la participation, dans ses politiques de lutte contre la pauvreté, etc. La lutte contre la pauvreté, si l'on veut la mener en collaboration avec les personnes en situation de pauvreté, impose des exigences considérables aux systèmes en place. Les décideurs politiques, les parties prenantes de la société civile et les personnes en situation de pauvreté, s'ils veulent collaborer, doivent négocier chaque priorité, chaque méthode et chaque stratégie. Cette tâche n'est pas aisée. Afin de soutenir ces différentes pratiques, il conviendrait d'entreprendre d'autres travaux de recherche scientifiques sur les possibilités et les processus de participation dans les Etats membres de l'UE. Le présent rapport de recherche suggère également qu'il serait souhaitable d'organiser une révision par les pairs sur le thème de la participation des personnes en situation de pauvreté dans les politiques visant la réduction de la pauvreté. De manière générale, la principale recommandation concerne

l'intégration structurelle de la participation dans la Stratégie Europe 2020 et dans la plateforme phare de lutte contre la pauvreté.

BIBLIOGRAPHIE

BRYMAN, A. (2001, 2004), *Social Research Methods*, New York: Oxford University Press Inc., 592 p.

EAPN (2001), 2^{nde} *Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté*, We also participate in Europe! Une conférence de la Présidence grecque de l'UE, Bruxelles, 10 & 11 mai 2003, Bruxelles : EAPN, 60 p.

EAPN (2005), 4^{ème} *Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté, Images et perceptions de la pauvreté*, Bruxelles, 10 & 11 juin , 2005 : EAPN, p.

EAPN (2008), 7^{ème} *Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté, 4 piliers dans la lutte contre la pauvreté*, Bruxelles, 16 – 17 mai 2008, Bruxelles: EAPN, p.

EAPN (2009), *Pauvreté et inégalités dans l'UE*, Bruxelles: EAPN, 19 p.

EAPN (2009), *Petits pas – grands changements, construire la participation des personnes en situation de pauvreté*, Bruxelles: EAPN, 80 p.

EAPN (2010), 2010, *Vers un nouveau pacte social, 9^{ème} Rencontre des personnes en situation de pauvreté, 26-27 juin 2010 Bruxelles*, Bruxelles: EAPN, 37 p.

EAPN (2010), *Les Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté, un processus en marche*, (en ligne), http://www.eapn.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=600:the-european-meetings-of-people-experiencing-poverty-a-process-going-forward&catid=16&lang=fr&Itemid=

MILES M.B. en HUBERMAN A. M. (1994), *Qualitative data analysis: an expanded sourcebook*, London: Sage, 338 p.

WARREN, C.A.B. (2002), 'Qualitative interviewing', in GUBRIUM, J.F. en HOLSTEIN, J.A. (eds.), *Handbook of Interview Research: Context and Method*, Thousand Oaks, California: Sage, 981 p.

Le présent rapport a été rédigé par l'équipe de l'OASes avec l'aide d'un comité de pilotage composé de représentants du service public fédéral belge de programmation « intégration sociale », de la Commission européenne et d'EAPN. Cinq réseaux nationaux ont partagé leur expérience en matière de participation dans le cadre d'études de cas. Il s'agit de la Belgique, de la Lituanie, de l'Italie, de la Norvège et de la Pologne. Les contributions d'EAPN ont été coordonnées par Fintan Farrell, Micheline Gerondal et Tanya Basarab.

Information et contacts

Pour plus d'informations sur ce rapport :

Fintan Farrell, Directeur d'EAPN

Fintan.Farrell@eapn.eu ou tél. : 0032 (0)2 226 58 50

***Pour plus d'informations sur les prises de position,
publications et activités d'EAPN***

Site web d'EAPN: www.eapn.eu



EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK

European Anti-Poverty Network. La reproduction est autorisée, à condition que la source soit dûment mentionnée. **Septembre 2010.**

Depuis 1990, le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN) est un réseau indépendant d'associations et de groupes engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les Etats membres de l'Union européenne. Pour plus d'informations sur EAPN, consultez le site : www.eapn.eu.